

UNIVERSITE DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

Modifications apportées
à l'article 2 de la loi du 24 Juillet 1889
par le Décret-Loi de 1935

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

MAGDELEINE POLICARD

IMPRIMERIE DE TRÉVOUX
G. PATISSIER

1941

L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITE DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

Modifications apportées
à l'article 2 de la loi du 24 Juillet 1889
par le Décret-Loi de 1935

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

MAGDELEINE POLICARD

IMPRIMERIE DE TRÉVOUX
G. PATISSIER

1941

Doyen honoraire.

M. JOSSERAND, O. ✱, $\S$ I., Conseiller à la Cour de Cassation.

Professeurs honoraires.

- MM. APPLETON (Jean), O. ✱, $\S$, $\S$ I.
 JOSSERAND, O. ✱, $\S$ I.
 LAMEIRE, ✱, $\S$ I.
 PIC (Paul), O. ✱, $\S$ I.
 LAMBERT (Edouard), O. ✱, $\S$ I.
 ANTONELLI (Etienne), ✱, $\S$, $\S$ I.
 PERROUX (François), $\S$ A.
 BROUILHET (Charles), ✱.
 LÉVY (Emmanuel), O. ✱, $\S$ I.

Doyen.

M. GARRAUD (Pierre), ✱, $\S$, $\S$ I.

Assesseur.

M. ROUBIER, $\S$ I.

Professeurs.

- MM. GONNARD, ✱, $\S$, $\S$ I., Professeur d'Economie politique
 PERROUD, ✱, $\S$, $\S$ I., Professeur de Procédure civile.
 COHENDY (Georges), ✱, $\S$ I., Professeur de Droit commercial
général.
 GARRAUD (Pierre), ✱, $\S$, $\S$ I., Professeur de Droit criminel.
 ROUBIER, $\S$ I., Professeur de Droit civil.
 FALLETTI, $\S$ A., Professeur d'Histoire du Droit public et du
Droit privé de Doctorat.
 LAMBERT (Jacques), $\S$ A., Professeur de Droit Comparé.
 NICOLAS, ✱, $\S$, $\S$ I., Professeur de Droit administratif.
 PHILIP, $\S$ A., Professeur d'Histoire des Doctrines économiques.
 AULAGNON, ✱, $\S$ I., Professeur de Droit Civil.
 DE MENTHON, Professeur d'Economie Politique.
 M^{me} BASTID, Professeur de Science financière et Législation fran-
çaise des Finances.
 MM. RICHARDOT, Professeur d'Histoire du Droit.
 BRUN, Professeur de Droit Civil.

Professeur sans chaire.

M. BASTID.

Agrégés.

- MM. TRÉVOUX, chargé des cours de *Législation industrielle et rurale.*
 PELLOUX, chargé du cours d'*Etude des Institutions internationales d'organisation de la paix.*

Chargés de Cours.

- MM. CONDOMINE, $\S$ I., *Droit civil et Droit pénal (Capacité).*
 GOETZ, *Economie Politique.*

MEMBRES DU JURY

- M. P. GARRAUD, Professeur à la Faculté de Droit, *Président.*
 M. G. COHENDY, Professeur à la Faculté de Droit,
 M. NICOLAS, Professeur à la Faculté de Droit, } *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Depuis la fin du XIX^e siècle, tout ce qui concerne l'Enfance, son développement et sa protection, a suscité à juste titre un intérêt de plus en plus vif. En particulier, la protection de l'enfance a posé des problèmes multiples, à la fois au point de vue social, médical, juridique, moral, scolaire, etc. Jamais, en aucune époque, on ne s'est rendu aussi bien compte que le corps et l'âme de l'enfant devaient être protégés dès le début, et que cette protection ne constituait pas seulement un devoir fondamental des parents, mais aussi une nécessité impérieuse pour la Société.

Parmi les innombrables problèmes soulevés par la protection de l'enfance, la question de l'enfance malheureuse est de première importance. L'Etat a le devoir d'intervenir quand, par suite des circonstances ou de la carence des parents, l'évolution physique ou morale de l'enfant est en péril. L'enfant, c'est l'avenir ; le premier devoir d'un Etat, c'est de se préoccuper de l'avenir.

Parallèlement à l'initiative privée, la législation s'est attaquée à ce problème difficile de la protection de l'enfance en cas de carence de ses protecteurs naturels, les parents. Jadis, on se préoccupait de maintenir les Droits des parents sur les enfants ; on insiste aujourd'hui sur leurs Devoirs, et pour que les enfants ne soient pas les victimes irresponsables, les Lois se sont occupées de les protéger.

La loi du 24 Juillet 1889 « sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés » a ouvert la voie en cette matière. Au début, le seul remède envisagé contre la carence des parents avait été d'ordre répressif. Par un moyen simple, mais brutal, les enfants étaient enlevés aux parents par déchéance de leur puissance paternelle ou par le retrait d'un ou plusieurs des attributs de cette puissance (Loi du 15 Novembre 1921).

L'expérience ne tarda pas à montrer que c'était là un moyen trop absolu, sans souplesse, qui ne remplissait que très imparfaitement le but essentiel à obtenir : protéger l'enfant. Pour pallier à cet inconvénient de la Loi de 1889, un Décret-Loi du 30 Octobre 1935 a organisé une mesure assez originale de « Surveillance et d'Assistance éducative » de l'enfant au sein même de sa famille.

Il nous a paru intéressant de consacrer une étude à cette « Assistance éducative » telle qu'elle apparaît après cinq années de fonctionnement. Nous nous attacherons à définir l'origine de cette mesure, ses caractères juridiques, sa procédure, et à exposer son mode de fonctionnement pratique dans quelques grands centres. Nous essayerons finalement de porter un jugement sur ses résultats.

Première Partie

ORIGINE DE L'ASSISTANCE EDUCATIVE

La notion qu'il est nécessaire de protéger l'enfant dans sa famille même paraît avoir toujours existé.

Par un bref historique, nous suivrons les variations de la puissance paternelle au cours de l'histoire, depuis le droit absolu des parents sur les enfants jusqu'à un droit de plus en plus limité par le contrôle de l'Etat s'ingérant dans le domaine particulier, ainsi qu'il en est de nos jours. On pourra remarquer, qu'au cours des temps, un Etat puissant a toujours correspondu avec un Droit restreint de Puissance paternelle, et vice versa. Nous verrons comment, peu à peu, avant d'arriver à une protection maxima de l'enfant, on a d'abord lutté contre les abus criants, on a codifié ensuite la question de la Puissance paternelle, en instituant des sanctions vis-à-vis des abus et des manquements des parents. On est arrivé ainsi, progressivement, à une surveillance de l'exercice de cette puissance paternelle au sein même de la famille.

CHAPITRE PREMIER

Le contrôle de la puissance paternelle avant la Loi de 1889

I. LE CONTROLE DE LA PUISSANCE PATERNELLE - AVANT LE CODE CIVIL

Le problème du contrôle de la Puissance paternelle a été posé dans l'ancien Droit français.

A. — L'ancien droit français.

Dans l'ancien Droit français, c'est dans les pays de coutume que se développe d'abord l'idée d'une « puissance paternelle plus semblable à celle d'un tuteur qu'à celle d'un maître » (Pothier, Introduction au Titre IX de la coutume d'Orléans, I, alin. 2).

Peu à peu, les Parlements ont pris l'habitude d'intervenir quand un père négligeait la garde ou l'éducation de ses enfants. Ils confiaient ceux-ci à des tiers. Ils organisaient ainsi, en fait, un système de surveillance et de

répression des abus de l'autorité paternelle, sans qu'il y ait eu cependant des dispositions législatives spéciales.

Certains des philosophes du XVIII^e siècle, qui préparèrent la Révolution attaquèrent la puissance paternelle. « Les enfants ne restent liés au père qu'autant qu'ils ont besoin de lui pour se conserver. Sitôt que ce besoin cesse, le lien naturel se dissout. » (Jean-Jacques Rousseau, *Le Contrat social*, chap. 2).

B^r — Le Droit révolutionnaire.

La question des droits du père sur ses enfants préoccupa beaucoup les législateurs révolutionnaires qui voulurent les réduire à leur minimum : des institutions éphémères montrèrent ce désir.

On créa un Comité de surveillance auprès du père exerçant son autorité. Les lois des 16 et 24 Août 1790 (Titre X, articles 15 et 16) (Duvergier, Tit. I, p. 170) organisèrent un Tribunal domestique chargé de surveiller l'exercice du droit de correction du père et de statuer sur la garde des enfants en cas de dissolution du mariage.

Le tribun Albisson disait : « Il faut remarquer que l'autorité des père et mère sur leurs enfants n'ayant pas directement d'autre cause ni d'autre but que l'intérêt de ceux-ci, n'est pas à proprement parler un droit, mais seulement un moyen de remplir dans toute son étendue et sans obstacle, un devoir indispensable et sacré. » (Supplément, p. 320).

II. LE CONTROLE DE LA PUISSANCE PATERNELLE DU CODE CIVIL A LA LOI DE 1889

A. — Le Code Civil et le Code Pénal.

Cambacérès, dans ses projets de Code civil, essaya d'organiser la puissance paternelle. Le père élevait l'enfant, mais il n'avait que des obligations de surveillance et de protection sous le contrôle de l'Etat. Si le père « manque au devoir que sa qualité lui impose », l'enfant sera confié « à des hommes sages et vertueux » (Projet du Code civil de Cambacérès (9 Août 1793), 23 Fructidor an II, Messidor an IV. — Fenet, T. I, p. 1, 17, 99, 146. — Chazarenc, p. 21). Mais ces propositions ne furent qu'éphémères et ne conduisirent à aucune réalisation.

Les législateurs révolutionnaires avaient agi trop brusquement. Ce qui les guidait surtout n'était point l'intérêt de l'enfant, mais le désir de changer des institutions déjà existantes, pour enlever toute autorité au père et à la famille, au profit de l'Etat tout-puissant. On peut remarquer ici que semblable chose est arrivée tout récemment en certains pays. On y a pris moins des mesures de protection de l'enfant dans sa famille contre des influences pernicieuses, que des moyens d'exercer une influence politique sur l'enfant malgré sa famille.

Sous le Premier Empire, une forte réaction s'ensuivit en ce domaine comme en beaucoup d'autres. Cependant, les rédacteurs du Code Civil reconnurent la trop grande dureté du Droit romain en matière d'autorité paternelle.

Pour eux, c'est alors « un droit fondé sur la Nature et conforme à la loi qui donne au père et à la mère, pendant un temps limité, et sous certaines conditions, la surveillance de la personne, l'administration et la jouissance des biens de leurs enfants. » (Locré, VII, p. 53).

Mais le Code Civil n'indique aucune sanction à l'article 203 qui règle les devoirs des parents : « Les époux contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, élever et entretenir leurs enfants ». Ceci a-t-il été fait volontairement, sous l'influence du Droit Romain, ou pour rétablir plus fermement l'autorité paternelle ? Il semble (Locré, t. VII, p. 20 et 21) que ce fut plutôt un recul devant la difficulté de trouver une sanction pratique. Tronchet, à des questions et à des observations de Malville, de Régnier, de Bonaparte, répondit que c'était la question de détail dont on s'occuperait plus tard... Il fallut attendre 80 ans :

Seules, les limitations à la puissance paternelle en cas de séparation et de divorce, ou en cas de mort civile, sont apportées par le Code Civil.

C'est dans le Code Pénal que va apparaître une déchéance pour « les pères et mères (s'il était possible qu'il put s'en trouver), qui, abusant du dépôt précieux que la Nature et la Loi leur ont confié, se rendaient coupables d'un infanticide moral » (Rapport de M. Monseignat au Corps Législatif, Locré, t. XXX, p. 521). L'article 335, alinéa 2, décide « si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et sur les biens de l'enfant par le Code Civil, Livre I, titre 3 : De la Puissance paternelle ». Le délit en question, c'est l'at-

tentat aux mœurs commis en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la corruption de la jeunesse. Ceci vise spécialement les parents coupables d'avoir habituellement excité leurs enfants à la débauche. Nous voyons ici un cas de déchéance totale et cependant non absolue, puisqu'elle ne paraît s'appliquer qu'à l'enfant victime et que le père conserve encore certains droits (adoption, mariage).

Dans d'autres circonstances, le Code Pénal amène certaines limitations au pouvoir du père, mais, juridiquement et expressément, ce n'est pas une déchéance ; ce n'est que la conséquence pratique, en fait, d'un certain état de choses.

Il en va ainsi dans certains cas de crimes et de délits commis par des enfants : articles 66 et 67 du Code Pénal. L'article 66 (première rédaction, car il a été modifié par la loi du 12 Avril 1906, puis par celles du 22 Juillet 1912 et du 23 Août 1940) décide « lorsque l'accusé aura au moins 16 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté ; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction pour y être détenu et élevé pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, mais qui ne pourra toutefois excéder l'époque de sa vingtième année ». Dans le second cas, les parents se trouvent donc, par voie de conséquence, privés de leurs droits de garde, d'éducation, de correction sur leur enfant. Le même résultat se produit lorsque l'enfant, considéré comme ayant agi sans discernement, est condamné à des peines plus ou moins longues d'emprisonnement.

B. — Les lois postérieures au Code Civil.

Les législations postérieures ne prirent pas non plus de mesures plus générales. Ce furent bien des lois de protection de l'enfance, mais contre certains dangers particuliers.

Les lois du 12 Mars 1841 et du 19 Mars 1874 réglementent le travail des enfants dans les usines, lois complétées plus tard par celle du 2 Novembre 1892. Dans le même ordre d'idées fut aussi promulguée la loi du 22 Février 1851 sur les contrats d'apprentissage. Mais toutes ces lois ne portent atteinte à la puissance paternelle que d'une façon détournée.

La loi du 7 Décembre 1874, sur les enfants employés dans les professions ambulantes, va plus loin encore et donne, dans certains cas, la possibilité de priver les parents des droits de puissance paternelle sur leurs enfants. Ce sont, par exemple, les cas suivants : parents ayant livré leurs enfants à une personne exerçant une profession ambulante, ou ayant livré leurs enfants à des gens sans aveu faisant métier de la mendicité, ou employant leurs enfants à la mendicité habituelle.

Le cadre des articles 334 et 335 du Code Pénal est donc bien élargi comme aussi, fait intéressant à noter, le pouvoir d'appréciation des magistrats.

C. — Contrôle de la puissance paternelle par les tribunaux.

Devant cette carence de la législation, la jurisprudence va cependant donner des solutions pratiques aux nombreux cas d'indignité des parents qui peuvent se pré-

senter. Un système très souple de contrôle de l'exercice de la puissance paternelle, allant même jusqu'à la déchéance quand l'intérêt de l'enfant l'exige, va ainsi se créer peu à peu, véritable droit prétorien en l'absence de législation suffisante.

Dès 1811, on voit un arrêt de la Cour de Caen, du 31 Décembre 1811 (Sirey, 1812, 2, 280) : « le père qui maltraite son enfant n'exerce pas l'autorité paternelle que la loi lui donne ; il en abuse ; le père qui, au lieu d'élever son enfant, le soumet à de mauvais traitements, viole son devoir. Dès lors, les tribunaux sont en droit d'intervenir ».

Comme le fait remarquer M. Chazarenc (La déchéance de la puissance paternelle, p. 29) « la jurisprudence prit ensuite des mesures plus hardies et, s'affranchissant de toute contrainte doctrinale, poussant jusqu'à l'extrême les conséquences du principe qu'elle avait admis, elle enlève même le droit de garde aux époux menant la vie commune et le confie à des tiers ». On trouve, dans ce sens : Tribunal de la Seine, 15 Décembre 1869 (Dalloz, 1869-3-104), Tribunal de Bordeaux, 27 Février 1874 (Sirey, 1874-2-216), Tribunal de Nancy, 23 Janvier 1873 (Dalloz, 1873-2-11).

La Cour de Cassation, dès 1856 (3 Mars 1856, D. 56-1-296) adopte cette position. L'attendu d'un arrêt du 27 Janvier 1879 est à ce point de vue très net (D. 1879-1-222) : « Attendu que la puissance paternelle, établie surtout dans l'intérêt de l'enfant, n'est pas absolue, qu'il appartient au Tribunal d'en restreindre l'exercice quand, matériellement et moralement, cet intérêt est en péril »

Dans ce même sens, on peut citer les arrêts de Cassa-

tion du 15 Mars 1864 (D. 64-1-301) et du 4 Avril 1865 (D. 65-1-267).

Cette jurisprudence bien qu'admise par la plupart des auteurs comme Demante (t. II, n^{os} 114 bis, 117 bis), Vazeille (t. II, n^{os} 429 et 469), Demolombe (t. VI, n^{os} 367 et suiv. ; t. II, n^{os} 637 et suiv.), Aubry et Rau (t. VI, 559), Glasson (Eléments de Droit français, t. I, p. 253), entraînait cependant certaines discussions. (Contra : Laurent, t. IV, n^o 291 ; Nillus, Déchéance de la puissance paternelle, p. 12).

Ainsi, peu à peu, on a compris qu'il fallait parer à cette lacune de notre législation. Toute une campagne se développa dans ce but. Mais on peut dire : « L'illégalité stricte de cette pratique ne faisait aucun doute, mais en enlevant l'enfant, sous couleur de contrôle, à des mains malfaisantes ou indignes, nos tribunaux accomplissaient une tâche sacrée et demeuraient dans la ligne d'une longue tradition nationale » (Josserand, Cours de Droit civil, 2^e éd., t. I, p. 579).

D. — Les travaux préparatoires de la loi de 1889.

M. Félix Voisin, rapporteur de la Commission chargée par l'Assemblée nationale, de reviser la loi de 1850 sur le patronage des jeunes détenus, présentait dans son article 13 une première ébauche de ce qui deviendra la loi de 1889, sur la déchéance de la puissance paternelle. Dans ce rapport, il n'était parlé que de privation du droit de garde dans certains cas : abandon, inconduite notoire ou condamnation des parents. M. Fuzier Hermann

(De la protection des enfants contre les abus de l'autorité paternelle), en 1876, soutint les mêmes idées.

A la Société générale des Prisons, en 1878, M. Robin fait un rapport sur les Ecoles industrielles préventives, instituées pour recueillir les enfants soustraits à l'influence de parents indignes.

M. Roussel, sénateur, présenta deux rapports sur ce sujet. Le second rapport relatif à la protection de l'enfance était accompagné d'un projet de loi qui, après avoir été discuté à la Société générale des Prisons, de Janvier à Juin 1880, fut déposé au Sénat, en 1881, par MM. Roussel, Béranger, Dufaure, Fourichon, Schoelcher et Simon. M. Brueyre parle de ce projet comme d'une « véritable maquette de la Loi de 1889 ».

Par arrêté ministériel du 15 Décembre 1880, une Commission parlementaire fut instituée auprès de la Chancellerie « à l'effet d'étudier les dispositions qui pourraient être proposées aux Chambres relativement aux cas de déchéance de la puissance paternelle à raison de l'indignité, ainsi qu'à la situation légale des enfants indigents ou abandonnés ».

Le rapport d'ensemble adressé par cette Commission au Ministre de la Justice forme les éléments d'un projet de loi que M. Cazot, Garde des Sceaux, déposa sur la Tribune du Sénat le 8 décembre 1881. Ce projet fut renvoyé à la Commission du Sénat qui s'occupait déjà de la proposition de loi de M. Roussel et de ses collègues. Deux ans d'études et d'enquêtes amenèrent un projet de loi accompagné d'un nouveau rapport de M. Roussel, le 25 Juillet 1882. Ce projet, très détaillé, était une véritable Charte de la protection de l'enfance, mais il ne put être

examiné à temps par les diverses commissions et conseils, et fut renvoyé à la législature suivante.

Très complet, ce projet entraînait des dépenses considérables. Aussi, est-ce sous une forme plus modeste qu'un projet fut examiné par le Conseil d'Etat (M. Courcelle-Seneuil, rapporteur) et au Conseil supérieur de l'Assistance publique (M. Brueyre, rapporteur).

Au Conseil d'Etat, après discussion, il fut décidé que la déchéance devait être totale, de tous les droits, et générale, sur tous les enfants, en raison de l'indignité présumée générale des parents.

Le projet définitif fut déposé par le Gouvernement le 22 Décembre 1888. La loi fut promulguée le 24 Juillet 1889.

CHAPITRE II

La Loi de 1889

La loi nouvelle, si attendue, si discutée, devait bâtir tout un système de protection de l'Enfance. Qu'était-elle devenue après les nombreuses simplifications qu'on lui fit subir ?

Elle organise, ainsi que l'indique ses deux titres, la déchéance de la puissance paternelle et la protection des mineurs placés avec ou sans l'intervention des parents

Résumons brièvement la loi.

Sous le titre II, qui traite de la Délégation volontaire ou forcée de la puissance paternelle, on envisage le cas des enfants confiés par leurs parents ou tuteurs à l'Assistance publique, à des Associations de bienfaisance autorisées à cet effet ou à des particuliers. Le Tribunal peut, à la requête des intéressés, déléguer à l'Assistance publique les droits abandonnés par les parents et remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier

gardien de l'enfant. C'est en somme, autorisée et organisée, la cession de puissance paternelle.

L'article 13 et l'article 20 de la Loi de 1889 traitent des cas, fort fréquents, d'enfants de moins de 16 ans recueillis sans l'intervention des parents, par l'Assistance publique, les Associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet et les particuliers. Une déclaration de recueillage doit être faite dans les trois jours au Maire de la Commune où a été recueilli l'enfant.

Si, dans les trois mois à dater de la déclaration, les parents n'ont pas réclamé l'enfant, ceux qui ont recueilli l'enfant peuvent demander au Tribunal qu'on leur confère l'exercice de tout ou partie de la puissance paternelle sur ces enfants. Si le Tribunal ne confère au requérant qu'une partie des droits, les autres, ainsi que la puissance paternelle, sont dévolus à l'Assistance publique.

Dans certaines conditions, les parents peuvent demander la restitution de leurs droits (Article 21)

Les enfants confiés à des particuliers ou à des œuvres de bienfaisance sont sous la haute surveillance du Préfet et de l'Assistance publique (Article 22). Le Préfet peut toujours demander au Tribunal que, dans l'intérêt de l'enfant, le particulier ou l'association soit dessaisi en faveur de l'Assistance publique (Article 23).

Toute cette partie de la Loi de 1889 ne subira pas ultérieurement de grandes modifications. Elle ne nous intéresse d'ailleurs pas particulièrement, car l'Assistance Educative n'a pas de rapport avec elle.

Dans le titre I de la loi de 1889 est organisée la déchéance proprement dite de la puissance paternelle.

I. — Une *déchéance de plein droit* à l'égard de tous les enfants (nés ou à naître) et de tous les droits est prononcée contre :

1° Les parents condamnés en vertu de l'article 334 du Code Pénal (excitation de leurs enfants à la débauche) ;

2° Les parents condamnés comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants, soit comme coauteurs ou complices d'un crime commis par un ou plusieurs de leurs enfants ;

3° Les parents condamnés deux fois comme auteurs, coauteurs ou complices d'un délit commis sur la personne d'un ou de plusieurs de leurs enfants ;

4° Les parents condamnés deux fois pour excitation de mineurs à la débauche.

II. — Une *déchéance facultative* est organisée, qui peut être prononcée soit par le Tribunal correctionnel à la suite de certaines condamnations, soit par le Tribunal civil sur requête et par instance spéciale dans les cas suivants :

1° Parents ayant été condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps ou à la réclusion, comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 à 101 du Code Pénal ;

2° Parents ayant été condamnés deux fois pour séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants, ou pour vagabondage ;

3° Pères et mères condamnés par application de l'article 2, paragraphe 2, de la Loi du 23 Janvier 1873 ou des articles 1, 2 et 3 de la Loi du 7 Décembre 1874.

La Loi du 23 Janvier 1873 tendait à réprimer l'ivresse publique et les progrès de l'alcoolisme. Les pères et mères condamnés par application de l'article 2, paragraphe 2, sont ceux qui, après une première condamnation correctionnelle pour ivresse, auront récidivé dans l'année qui suit.

Le second cas de déchéance prévu par cet alinéa est entraîné par une condamnation intervenue pour emploi d'enfants dans les professions ambulantes ou pour la mendicité. Nous avons vu plus haut (page 16) que la Loi de 1874 prévoyait une déchéance pour les père et mère coupables de ces délits vis-vis de leurs propres enfants ; la Loi de 1889 étend cette possibilité au cas où il s'agit d'enfants étrangers.

La Loi de 1889 viendra étendre le champ d'application de la Loi de 1874 aux personnes ayant autorité sur l'enfant et aux intermédiaires ou agents qui auraient livrés des enfants ;

4° Père et mère ayant été condamnés une première fois pour excitation de mineurs à la débauche ;

5° Père et mère des enfants qui ont été conduits dans une maison de correction par application de l'article 66 du Code Pénal ;

6° En dehors de toute condamnation, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants. Cet alinéa 6 est celui qui ouvre la voie la plus large à la déchéance. Cependant, il faut bien noter la coexistence des deux conditions. Il faut d'abord que les faits incriminés rentrent bien dans l'énumération de la loi, et que, d'autre part, ces faits se présentent avec gravité, continuité et fréquence, si bien qu'ils menacent la sécurité physique et morale des enfants.

Ainsi l'Etat, représenté par l'Assistance publique, va alors se substituer aux parents. Mais, si lui seul pourra être détenteur de la puissance paternelle, il pourra déléguer l'exercice de ces droits à des particuliers ou à des Associations de bienfaisance autorisées à cet effet et qu'il surveillera.

La procédure est strictement réglementée. La déchéance n'est prononcée (quand elle n'est pas encourue de plein droit) que les parents entendus dans leur défense, et après enquête, rapport et avis du Juge de Paix du canton. Les voies de recours sont organisées. Toutes les précautions sont prises pour éviter de dépouiller sans motifs extrêmement graves les parents de leurs droits sur leurs enfants.

Il est également prévu (articles 5 et 13) que des mesures provisoires concernant la garde et l'éducation des enfants peuvent être ordonnées pendant l'instance par la Chambre du Conseil.

Dans un chapitre II, la Loi de 1889 organise la dévolution des droits enlevés aux parents. Le Tribunal décide (article 10) si la tutelle sera constituée dans les termes du droit commun ou si (article 11) la tutelle sera exercée par l'Assistance publique avec possibilité pour elle de remettre l'enfant à des particuliers ou à d'autres établissements. Une procédure de restitution est aussi prévue (article 15).

Comme le dit très bien M. Chazarenc (La déchéance de la puissance paternelle, p. 40) « à la base de cette loi, on peut dire qu'il y a la reconnaissance du droit pour la Société à intervenir dans les rapports entre les parents et les enfants lorsque la nécessité l'exige. L'exercice de l'autorité paternelle reste comme toujours entre leurs mains, nul ne songe à y porter atteinte ou à gêner de quelque manière que ce soit la volonté du père de famille. Mais en cas de manquements graves aux obligations de l'article 203 du Code Civil, la puissance publique s'arrogera le droit d'intervenir et mettra fin à la situation regrettable, dont peut souffrir le mineur, en prenant une solution extrême, en l'enlevant à ceux dont il subit la mauvaise influence...

« Mais cette intervention de l'autorité publique ne sera qu'un remède sévère et tout exceptionnel ; ce ne sera pas un contrôle permanent exercé journellement sur les faits et gestes des parents ».

CHAPITRE III

Inconvénients et insuffisances de la Loi de 1889

Les Modifications apportées par la Loi du 15 Novembre 1921

La sévérité même de la loi de 1889 devait nuire à son application et provoquer des modifications.

Cet écueil avait cependant été signalé dès les travaux préparatoires de la loi. D'autre part, après sa mise en vigueur, la doctrine signala « le rendement manifestement insuffisant de la loi de 1889 » et le résultat bien mince (Drucker, Commentaires sur la loi de 1889, Code de l'Enfance, p. 169 et 170) d'une loi qui « vaut plus par les idées généreuses dont elle s'inspire que par la façon dont elle les a réalisées dans la pratique ».

Nous allons examiner les principales étapes de ces modifications.

En 1891 déjà, M. Brueyre, dans un exposé au Comité de défense des enfants traduits en justice, parle de

réformes possibles : « Nous craignons que l'application de la loi n'ait à souffrir du principe adopté ; c'est parce que la loi a été plus rigoureuse qu'il n'était nécessaire qu'elle risque de ne pas produire son effet utile ».

En effet, les statistiques de l'Administration de la justice civile donne les chiffres suivants concernant le nombre des cas de déchéances paternelles, de 1891 à 1919 :

1891 .. 806	1896 .. 1012	1901 .. 834	1907 .. 812
1892 .. 1057	1897 .. 1112	1902 .. 805	1909 .. 803
1893 .. 1064	1898 .. 909	1903 .. 757	1911 .. 836
1894 .. 1169	1898 .. 946	1904 .. 690	1913 .. 392
1895 .. 1175	1900 .. 732	1905 .. 798	1919 .. 646

(Code de l'Enfance, p. 69. Supplément au Code de l'Enfance, p. 323).

La moyenne annuelle des déchéances qui, de 1892 à 1896, était de 1006, tombe à 839, de 1908 à 1913. Or la criminalité juvénile, conséquence immédiate de la mauvaise éducation des enfants a augmenté. « Craignant de dépasser les limites de la sévérité, le juge ne prescrit pas les mesures de sauvegarde nécessaires » (Etienne Flandin, Rapport au Sénat, le 18 Avril 1918, sur la proposition de loi tendant à compléter la loi du 24 juillet 1889. Supplément au Code de l'Enfance, p. 327). Cela explique la diminution progressive de l'application de la déchéance paternelle.

C'est surtout pour les cas de déchéance facultative par application de l'alinéa 6 de l'article 2 que les magistrats ont plus de liberté. Aussi est-ce à ce propos que se pose la question. « Le paragraphe 6 de la Loi de 1889

est celui qui ouvre le plus vaste champ à l'action en déchéance, c'est celui qui, depuis la mise en vigueur de la loi, a reçu le plus grand nombre d'applications et peut même être employé heureusement pour combler les lacunes de la loi » écrivait Leloir, mais cependant son cadre est assez restreint : l'inconduite « notoire et scandaleuse », l'ivrognerie « habituelle » doivent être un exemple pernicieux. Enfin les mots : mauvais traitements, sont vagues et diversement interprétés par les Tribunaux.

Dans le Code de l'Enfance (p. 206), Drucker dit : « De ce que ce texte est large, il ne s'ensuit pas que l'appréciation des cas de déchéance soit abandonnée à l'arbitraire du magistrat. Pour qu'il puisse y avoir lieu à déchéance, deux conditions doivent être réunies. Tout d'abord, il importe que les faits rentrent bien dans l'énumération inscrite dans la loi. De plus, il faut que ces faits, bien et dûment constatés, se présentent avec un caractère de gravité, de fréquence et de continuité et un concours de circonstances telles qu'il soit de nature à menacer sérieusement la sécurité physique ou morale de l'enfant ».

Hors le cas de coexistence de ces deux conditions, et lors même qu'il y aurait excès ou abus d'autorité, la déchéance ne serait pas encourue. Dans ce sens, cf. :

Paris, 8 août 1893. S. 94-7-252.

Bordeaux, 29 mai 1901. Rec. Bordeaux, 1902-1-60.

Circulaire du Garde des Sceaux du 11 septembre 1889, Code, p. 208.

Alger, 1^{er} juillet 1903. D. P. 1905-2-59.

Douai, 28 décembre 1905. D. P. 1908-5-23.

Qu'entendait-on enfin par mauvais traitements ? Des actes de brutalité, ou bien aussi la négligence, la non observation des devoirs d'entretien, d'éducation, de surveillance. La jurisprudence était partagée.

Il se pose aussi la question, si discutée, du maintien du contrôle de la puissance paternelle par les tribunaux. Le maintien qui avait pris une grande extension avant la loi de 1889. La question a été fort discutée pendant quelques années, la jurisprudence et la doctrine étant également partagées.

Les uns suivaient cet avis, nettement motivé, du Tribunal de la Seine : « La puissance paternelle n'est pas absolue, elle doit être sérieusement contrôlée et les tribunaux doivent intervenir pour vérifier la manière dont elle est exercée et imposer leur autorité lorsque les intérêts qu'elle doit protéger se trouvent en souffrance ».

La loi de 1889 n'a porté aucune atteinte à ce pouvoir que les nécessités impérieuses de la pratique ont fondé et dont elles justifient le maintien. Bien loin de restreindre le contrôle de l'autorité judiciaire en matière de puissance paternelle, elle a voulu, au contraire, le fortifier en donnant aux Tribunaux le droit de faire plus qu'ils ne pouvaient sous l'empire de la législation antérieure, mais sans leur interdire de prendre des mesures moins radicales que la déchéance de la puissance paternelle dans le cas où ce remède extrême et infamant n'est pas rigoureusement indispensable à la sauvegarde de l'enfant (Tribunal civil de la Seine, 6 Août 1896, Gazette des Tribunaux, 8 Août 1896). Le Code de l'Enfance cite d'autres décisions dans ce sens : Tribunal de la Seine,

27 Janvier 1890, S. 91-2-17 ; Tribunal de Reims, 27 Décembre 1901, Gazette du Palais, 1902-1-225. etc.

Des auteurs comme Bourcart, Naquet, Testoud, Charmont, soutinrent vigoureusement cette opinion (Code de l'Enfance, p. 232).

Leurs adversaires, M. de Loynes notamment, déclaraient au contraire que « l'introduction d'un droit nouveau qui abroge virtuellement les dispositions contraires ou incompatibles du Code Civil. Notamment la déchéance de la puissance paternelle, étant désormais générale et indivisible, les tribunaux ne peuvent plus, après la dissolution du mariage, détacher, des attributs de cette puissance, le droit particulier de garde et de surveillance » (Poitiers, 21 Juillet 1890, Gaz. Pal., 90-2-84, D. P., 91-2-73. Paris, 15 Décembre 1898, D. P., 99-2-57, etc... Code de l'Enfance, p. 230).

Cette opinion, plus conforme au texte et à l'esprit de la loi tel qu'il ressort des travaux préparatoires, paraît avoir prévalu. C'est alors la loi même qu'il faut modifier parce que non satisfaisante.

Les magistrats souscrivent à ce mouvement d'opinion. M. Bregeauld, substitut au Tribunal de la Seine, dans un rapport au Comité de Défense, le 14 Février 1894, demande de remplacer cette déchéance absolue par un retrait partiel. A sa suite, le Comité émet le vœu que la loi de 1889 soit modifiée.

Le Congrès pénitenciaire international de Paris, en 1896, envisage la substitution, dans des cas dont les Tribunaux seraient appréciateurs, de la privation du droit de garde à la déchéance de la puissance paternelle. A la Société générale des Prisons, on s'occupa aussi de cette

question. M. Bonjean fit une communication sur ce point à l'Assemblée générale du 16 Juin 1897. A cette même société, furent adoptées les conclusions d'un rapport de M. Georges Leloir sur la nécessité d'une révision de la loi de 1889. « Exclusive de toutes nuances, elle se retourne contre les enfants eux-mêmes et contribue à rendre le fonctionnement de l'institution plus difficile et plus rare » dit M. Leloir.

La déchéance est totale, d'où « lorsqu'il n'y a qu'une seule victime, les Tribunaux hésitent souvent à prendre une mesure qui se retourne nécessairement contre les autres enfants ; puis l'administration, si rebelle dans certains départements, à l'application de la loi sur la déchéance, y oppose une résistance désespérée lorsqu'il s'agit de familles nombreuses qui, sans nécessité, risquent d'être mises à sa charge » (Supplément au Code de l'Enfance, p. 325, d'après Leloir).

La déchéance est complète, c'est un autre inconvénient que l'on doit au Conseil d'Etat « qui n'a pas compris qu'on put être père à demi, au tiers ou au quart » (Courcelles-Seneuil, rapport au Conseil d'Etat. Or, dit Leloir, « ce qui est indivisible, ce n'est pas la puissance paternelle, mais la qualité de père ».

En 1904, dans son Commentaire sur la loi de 1889 dans le Code de l'Enfance, page 170, M. Drucker écrit « une déchéance facultative ne portant que sur certains droits, de garde, d'éducation, de correction, constituerait un progrès certain sur le régime actuel et favoriserait l'application de la loi ».

En somme, dans l'ensemble, on se plaint du caractère trop sévère, trop pénal de la loi.

A ce sujet, voir encore : — a) les conclusions du Procureur général à la Cour de Cassation Baudoin, D. 1902, I, p. 209 et suiv. — b) Duverger et Querant, Soc. gen. des Prisons. — c) Berthelemy, Rev. Penitentiaire, 1902, p. 804.

Cette loi, en dépit de l'opinion de la doctrine et des magistrats, va cependant continuer à être appliquée d'une manière très restreinte jusqu'à la guerre de 1914, le mouvement législatif étant alors occupé par la loi de 1912.

Le 4 Juillet 1917, M. Georges Laronze, substitut près le Tribunal de la Seine, présenta devant le Comité de Défense des Enfants traduits en Justice un rapport sur le « retrait de certains droits de la puissance paternelle ». Les conclusions de ce rapport furent adoptées avec enthousiasme. On allait de nouveau s'occuper de la question.

Une proposition de loi fut déposée le 18 Avril au Sénat par M. Etienne Flandin « tendant à compléter la loi du 24 Juillet 1889 ». A côté de la déchéance absolue de la puissance paternelle, il pourrait exister un retrait partiel de celle-ci. Dans les cas où la déchéance est facultative, le juge sera autorisé à « proportionner le remède au mal, en adoptant les mesures les plus conformes à l'intérêt de l'enfant ». Le texte définitif, voté au Sénat le 10 Mars 1921, adopté à la Chambre le 4 Novembre suivant, fut promulgué en date du 15 Novembre 1921. Ce qui avait hâté, à la fin, la promulgation de cette loi, c'est l'insistance avec laquelle M. Etienne Flandin avait montré son urgence. » Il pourrait être excessif de frapper impitoyablement de la flétrissure que cons-

titué la déchéance de la puissance paternelle, des parents que la guerre ou la misère des temps ont pu placer dans l'impossibilité matérielle ou morale de remplir leurs devoirs vis-à-vis de leurs enfants ; mais il serait souverainement imprudent de ne pas prévoir à l'égard de ceux-ci les mesures de préservation morale qu'impose, avec une égale force, la nécessité de protéger et de défendre l'ordre social ».

La préservation de l'enfant est d'ordre public. Ces idées, qui ont présidé à la réforme de 1921, nous intéressent d'autant plus qu'elles annoncent celles qui, quelques années plus tard, amèneront la réforme de 1935.

La loi de 1921 laisse subsister intact l'article 1 de la loi de 1889, article qui institue la déchéance de plein droit des pères et mères dans certaines conditions.

Des modifications sont apportées aux articles 2 et suivants, en ce sens que, en cas de déchéance facultative, est instauré « le retrait partiel ou facultatif des droits de puissance paternelle à l'égard des enfants, ou d'un ou de plusieurs d'entre eux ». Au paragraphe 4, est ajouté le cas des parents dont les enfants ont été condamnés par l'application de l'article 67 du Code Pénal (condamnés comme ayant agi avec discernement, à des peines d'emprisonnement). Enfin, le paragraphe 6 de l'article 2 permet de déclarer déchu de la puissance paternelle à côté des parents qui compromettent par de mauvais traitements, par des exemples pernicieux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, la santé, la sécurité ou la moralité de leurs enfants, soit d'un ou de plusieurs d'entre eux, ceux qui les compromettent par

un défaut de soins ou par le manque de direction nécessaire. C'est le paragraphe 6 qui va ouvrir la plus large voie à l'application de la déchéance.

D'autres modifications interviennent dans le cours de la loi de 1921 pour l'harmoniser avec les cas de retrait partiel de la puissance paternelle.

CHAPITRE IV

Le Décret-Loi du 30 octobre 1935 L'Assistance éducative

La loi de 1921 a été, certes, une réforme heureuse, mais comme on l'a fort bien dit, peu après sa parution « il faudrait se garder de croire que cette loi constitua un progrès définitif sur la matière et qu'il faut que le législateur s'en tienne à cette réforme heureuse qui institue, ainsi que l'a dit M. Laronze, un système intermédiaire entre celui des déchéances, auquel il emprunte le caractère coercitif, et celui des placements dont il adopte la modération des effets » (M. Chazarenc : La déchéance de la puissance paternelle, p. 24).

La question de la protection des enfants en danger moral dans leur famille n'allait pas rester fixe, figée en quelque sorte dans l'organisation de la déchéance, telle que l'instituent les lois de 1889 et de 1921. Diverses circonstances ont concouru à amener une modification de l'opinion à ce sujet. Ce furent tout d'abord les résultats

encourageants obtenus par l'organisation de la liberté surveillée définie par la loi de 1912. Puis ce fut la très grande extension, depuis la guerre de 1914-1918, des idées de service social. Ce furent enfin le développement de pratiques destinées à résoudre diverses difficultés de manière satisfaisante, pratiques qui se développèrent de plus en plus avant d'être sanctionnées légalement.

I. RÉSULTATS DE LA LOI DE 1912

La Loi de 1912 sur les Tribunaux pour Enfants et Adolescents apportait de profonds changements dans la question de l'enfance délinquante. Cette loi reposait sur trois idées fondamentales.

1. Pour les délinquants mineurs de 13 ans, il faut substituer à la répression le relèvement et l'éducation.

2. Il appartient à des Tribunaux et à des Juges spécialisés de juger les enfants délinquants.

3. La liberté surveillée doit être organisée.

Cette *liberté surveillée* avait déjà été essayée chez nous par diverses institutions et divers procédés (Loi de 1898, libérations conditionnelles pratiquées par le Tribunal de la Seine avec combinaison entre l'article 66 du Code Pénal et l'article 9 de la Loi du 9 Août 1850). Il convient de noter ici le rôle personnel de M. Rollet, celui qu'on appelle par reconnaissance le « juge des enfants ». Un mouvement important d'opinion s'était développé en faveur du « probation system » anglo-

saxon, dont M. Julhiet, en 1906, après un voyage aux Etats-Unis, s'était fait l'apôtre enthousiaste.

« La loi de 1912, en ce qui touche la liberté surveillée, ne fait donc que couronner, en les instituant dans les textes les efforts combinés de la magistrature, des Sociétés de patronage et de l'Administration pénitentiaire » (Prieur, *La Liberté surveillée des Mineurs*, p. 20).

Ferdinand Dreyfus avait dit à la tribune du Sénat « Cette liberté surveillée, qui consiste à faire collaborer l'initiative privée à l'exécution de la loi, constitue le pivot de notre proposition ».

Ce système qui fonctionne depuis 1912 continue à donner satisfaction ; son application tend à augmenter.

Raymond Prieur, dans sa thèse sur la Liberté surveillée des mineurs, montre par des données statistiques, l'augmentation de la Liberté surveillée : pour les mineurs remis à leur famille, de 1919 à 1925, 20 % sont mis en liberté surveillée, de 1925 à 1930, 27 %, et en 1930, 50 %. L'augmentation de l'emploi de cette mesure est donc indiscutable. Pour les mineurs confiés à des institutions charitables, sont mis en liberté surveillée : de 1919 à 1925 : 69 %, de 1925 à 1930 : 70 %, et en 1930 : 77 %.

Le Tribunal des Enfants et Adolescents de la Seine fait un usage de plus en plus grand de la Liberté surveillée, qu'elle soit provisoire, préjudicielle ou accessoire.

Chacun connaît le rôle important du délégué « rôle double, action éducative sur le milieu, et rendre compte au Tribunal de sa mission et mettre ce dernier en relation avec la famille de l'enfant » (Magdeleine Levy : *Des auxiliaires des Tribunaux pour enfants*, p. 138).

La création et le bon fonctionnement de la Loi de 1912 ont fait comprendre à l'opinion, au législateur, tout le parti qu'on pouvait tirer d'une surveillance dans la famille, et en même temps « la Loi de 1912, quoique modeste dans ses réformes, contenait cependant en germe le principe d'une activité très large des individus et des œuvres dans le domaine de notre organisation judiciaire » (Luairé, Du rôle de l'initiative privée dans la protection de l'enfance délinquante, p. 45).

II. DÉVELOPPEMENT DES IDÉES DE SERVICE SOCIAL

Les idées de service social, nées au début du 20^e siècle, ont pris très vite un développement considérable, dans les pays anglo-saxons plus rapidement que chez nous. Après la guerre de 1914-1918, elles ont été introduites en France par les « travailleuses sociales ».

A la base de ce courant nouveau d'idées, il n'y a rien autre que les vieilles notions de charité et d'entraide, mais transformées par la notion d'organisation scientifique et d'ordre méthodique. Comme on l'a dit excellemment, « Si la science sans sympathie est froide et aveugle, la sympathie sans la science n'est que de la sentimentalité et de la futilité » (The Child, the Clinic and the Court, a group of papers, New-York, 1925).

Des Ecoles de service social se sont créées, qui ont été à même de fournir un personnel compétent et dévoué dont le rôle s'est révélé d'une extrême efficacité. On a dit quelquefois, avec ironie, que c'est le fonction-

naire qui crée la fonction. On pourrait reprendre ici cette phrase, mais en lui enlevant le sens paradoxal qu'on lui donnait.

« Que seraient, en effet, les possibilités de la magistrature et des magistrats vis-à-vis de l'enfance s'ils étaient réduits à leurs propres ressources ? Le législateur édicte, les magistrats sont disposés à appliquer les textes avec tout leur cœur, avec tout leur dévouement, avec toute leur conscience, mais que voulez-vous qu'ils fassent des enfants dont le cas leur est soumis si personne en dehors d'eux ne se présente pour prendre soin de ces enfants, pour veiller sur eux, pour s'efforcer de les rééduquer et de les réadapter ? Tous les textes resteraient lettre morte, seraient inapplicables et inappliqués, si la générosité publique, si le dévouement particulier ne venaient à la rescousse et ne se mettaient en ces circonstances à la disposition de la justice », disait très justement M. Frémicourt, Premier Président de la Cour de Cassation dans son allocution à l'Assemblée générale du Service social de l'Enfance (Compte-rendu du Service social, 1938, p. 37).

Les essais qui ont été faits s'étant montrés extrêmement fructueux, on a compris que l'avenir était là. A Paris, c'est à la demande même des magistrats du Tribunal pour Enfants et Adolescents et sous l'instigation d'une travailleuse sociale américaine, Miss Chloe Owings, que s'est progressivement organisé le Service social de l'Enfance en danger moral, service dont nous aurons à étudier le travail si utile et si fécond en résultats.

III. INFLUENCE DES PRATIQUES INSTAURÉES AU TRIBUNAL POUR ENFANTS DE LA SEINE

C'est au Tribunal pour Enfants et Adolescents de la Seine que fut le plus vite comprise l'importance que ces nouvelles tendances pouvaient avoir sur l'organisation de la protection de l'enfance.

Le Tribunal pour Enfants et Adolescents de la Seine a été fondé le 5 Mars 1914, selon les dispositions de la loi de 1912. Les magistrats qui le composaient ont été aussi chargés de centraliser toutes les questions relatives à l'Enfance : exercice du droit de correction des parents sur leurs enfants difficiles, déchéance de la puissance paternelle, etc. On a en effet très justement décidé que des magistrats habitués à ces questions si délicates et si complexes de l'enfance, choisis parmi ceux qui s'intéressaient à ces problèmes, devaient être chargés de ces questions si intimement liées. Très souvent, en effet, dans la pratique, une affaire de correction paternelle, de vagabondage et même de vol est à la base d'une poursuite en déchéance de puissance paternelle.

Au Tribunal pour Enfants et Adolescents, le problème de la criminalité juvénile se pose de plus en plus. Il faut agir. La prévention devient plus urgente que la répression. Ce qu'il faut « c'est redresser le délinquant, l'encourager par le pardon et l'assistance, l'orienter vers la voie du devoir, un moment négligée ou perdue ». (Note présentée par le Substitut du Tribunal pour Enfants et Adolescents de la Seine, Novembre 1929). On ne saurait à ce propos, assez louer le rôle bienfaisant exercé sur

cette évolution par les magistrats du Tribunal pour Enfants et Adolescents de la Seine, comme MM. Rollet, Kastler, Tanon, Aubry, Baffos, etc. Leur dévouement sans bornes aux causes de l'enfance, leur compréhension leur esprit très large, sympathique à toutes les nouvelles tentatives, vont transformer ce Tribunal en un « véritable Conseil de Famille, soucieux davantage d'interpréter l'esprit des textes que d'en appliquer strictement la lettre, dans l'intérêt bien compris de l'enfant, qui se confond avec l'intérêt général ». (Luaiire, Du rôle de l'initiative privée dans la protection de l'enfance délinquante, page 384).

Nous ne pouvons montrer plus clairement leur rôle qu'en nous référant à une Note, publiée en Novembre 1929 par le substitut du Tribunal pour Enfants et Adolescents : « Au cours de toutes ces dernières années notamment, se sont introduites, au Tribunal pour Enfants et Adolescents de la Seine, des pratiques, des initiatives justifiées par le souci d'améliorer les dispositions législatives et réglementaires, d'apporter plus de précision, de renseignements dans les enquêtes et partant, plus de justice, de les harmoniser au mieux avec les nouvelles conceptions philosophiques et sociales qui dominent désormais et conditionnent les diverses solutions du problème de l'enfance coupable ou malheureuse ».

Dans leur tâche, les magistrats ont été secondés par l'aide précieuse apportée par le Service Social de l'enfance. L'action éminemment philanthropique de celui-ci est appelée à rendre de grands services dans la délicate matière de la déchéance et des occupations les

plus absorbantes et les plus difficiles du Tribunal pour Enfants et Adolescents.

Les résultats suivants ont été obtenus en ce qui concerne la déchéance.

1° Ce qui a inquiété tout d'abord, c'est la longueur de la procédure. La gravité de la mesure de la déchéance nécessitait qu'elle ne soit pas décidée à la légère, mais au contraire qu'elle soit entourée de toutes les garanties nécessaires (enquêtes, comparutions des parents, juge rapporteur, avis du juge de paix, etc.). Quel allait être le sort des enfants pendant ce temps ?

L'article 5 de la loi de 1889 allait permettre de confier de suite la garde provisoire de l'enfant à l'Assistance publique ou à une œuvre reconnue d'utilité publique « soit de préférence en plaçant l'enfant sous la surveillance, la garde provisoire du service social » (Note p. 6).

La nouveauté consiste surtout en ceci, qu'en plus de l'enquête effectuée par la Police, une autre enquête sera faite au cours de l'instance, celle-ci confiée au service social qui a la garde de l'enfant et sur l'initiative du substitut.

2° Un autre inconvénient a mené à une autre pratique.

Les déchéances, même partielles, sont des mesures graves ; les magistrats hésitaient donc bien souvent à les prononcer. Les cas douteux ou insuffisants étaient classés sans suite. Mais n'était-ce pas là bien souvent au détriment des enfants ? N'était-ce pas les laisser sous une perpétuelle menace ?

« Le Tribunal va alors surseoir à statuer, accorder un

délai, délai de confiance ou délai d'épreuve, mais toujours sous la surveillance effective du service social ». Celui-ci fournira ensuite un rapport d'enquête.

3° Enfin, un substitut du Tribunal pour Enfants et Adolescents va même plus loin encore dans cette voie. Voici comment il explique lui-même cette pratique.

« Avant de saisir le Tribunal pour Enfants et Adolescents d'une requête en déchéance ou en retrait de garde, le substitut a pris l'initiative de convoquer, deux après-midi par semaine, au cours de deux audiences spéciales dans son cabinet, les parents coupables. En présence de l'Assistance sociale, déléguée par le Service social de l'Enfance en danger moral et accréditée auprès du Tribunal, il entend les parents dans leurs explications, attire leur attention sur la gravité des faits reprochés, fait appel à leurs sentiments paternels et obtient dans bien des cas une amélioration dans leur conduite, un placement amiable et volontaire des enfants, un traitement médical approprié, etc., le tout sous la surveillance et le contrôle direct du Service social qui se charge du placement, des soins, de l'examen médico-psychologique de l'enfant, et qui, de temps en temps, à dates fixées, fournit un rapport détaillé sur la marche de l'incident, signale les manquements aux promesses faites, etc. Les affaires de déchéance sont ainsi suivies pendant de longs mois, mais elles reviennent souvent devant le substitut ou devant le Tribunal pour Enfants et Adolescents ».

Ce rapport date de 1929. On voit donc que moins de huit ans après la promulgation de la loi de 1921, le système de la déchéance a été encore assoupli par une

pratique judiciaire tout à fait en dehors de la loi, mais cependant tout à fait dans son esprit. Cette pratique va arriver à faire créer la loi elle-même.

Quels vont être les résultats de cette pratique ? La même note nous l'indique.

« La grande majorité des demandes en déchéance se solutionnent ainsi, officieusement, à l'amiable ; les mesures de déchéance sont ajournées, le plus souvent évitées par suite de la bonne volonté, de l'amendement des parents, stimulés et encouragés par l'action tutélaire et continue du Service social. On voit un plus grand nombre de placements amiables des enfants, en plein accord avec la famille coupable ou négligente. On note une diminution sensible de l'envoi des enfants maltraités à l'Assistance publique. Enfin, une surveillance prolongée des familles s'établit, jusqu'au redressement complet matériel et moral, de la famille » (Note, p. 8).

Si aucun résultat ne peut être obtenu, la déchéance est prononcée comme par le passé. Mais, bien souvent, un sort meilleur est réservé aux enfants, parce que l'enquête du Service social faite pendant la surveillance, indique la meilleure solution à prendre pour l'enfant : parents, œuvre ou Assistance publique.

Si l'amélioration du sort des enfants a pu être obtenue sans avoir recours à la déchéance, n'est-ce pas là la meilleure des solutions ? La famille n'est plus disloquée, brisée. Des parents, souvent plus malheureux que coupables, n'ont pas été punis, mais bien relevés et reclassés.

Ce système a d'abord fonctionné au Tribunal de la Seine d'une manière officieuse. Les magistrats de ce

Tribunal s'efforcent de faire connaître et de répandre ces mesures, mais, en Province, cet exemple n'est pas suivi : négligence peut-être, mais surtout manque de moyens matériels pour réaliser cette œuvre ; le personnel nécessaire, apte à exercer cette surveillance n'existe pas. Ceci explique que ces excellentes pratiques sont demeurées l'apanage du Tribunal de la Seine.

IV. LE DÉCRET-LOI DE 1935

Devant les résultats satisfaisants de ce système, on a pensé pouvoir modifier la loi et codifier des pratiques restées jusqu'alors officieuses. A Paris, elles deviendraient légales. En Province, leur introduction obligatoire pourra susciter les bonnes volontés. L'Etat n'a-t-il pas pris bien souvent, en matière de protection de l'Enfance, l'habitude de compter sur l'initiative privée ?

Nous sommes loin des longues discussions qui ont précédé le vote de la loi de 1889 ; plus de rapports, plus de passage devant des séries de commissions parlementaires. Autre temps, autres mœurs. Il suffit de six lignes ajoutées à un « train » de décrets-lois passés à la faveur d'une loi de finance, et voilà l'Assistance éducative instituée (1).

(1) D'un point de vue pratique, le seul auquel nous voulions nous placer, il n'est pas nécessaire de poser, au sujet du Décret-Loi de 1935, la question de la validité du Décret-Loi. On sait en effet que ces textes, quand ils ont été régulièrement déposés pour ratification dans le délai prévu par la loi qui a permis de les prendre, s'imposent aux administrations et aux tribunaux comme une loi, sauf à ce que soit posée, à propos de leur application, l'exception d'illégalité.

Le rapport général précédant les décrets-lois tente d'expliquer et, en quelque sorte, d'excuser ce procédé législatif. « Dans une deuxième série de mesures, le Gouvernement s'est préoccupé de compléter et d'ajuster, quand la nécessité en est apparue, les dispositions d'ordre économique et financier, objet de précédentes décisions. Divers textes apportent de nombreuses simplifications dans l'application des lois fiscales, dans l'administration de la justice, dans le fonctionnement des lois d'assistance, etc. Ainsi est complétée une œuvre méthodique dont le Gouvernement ne dissimule ni les imperfections ni les lacunes, mais dont il a le droit de dire qu'à une heure décisive de l'avenir du Pays, elle aura sauvé le présent et préparé l'avenir » (*Journal Officiel* du 31 Octobre 1935, p. 11.407).

Le texte même du Décret qui nous intéresse est précédé d'un court rapport au Président de la République : il montre l'esprit dans lequel a été conçu ce texte. Nous croyons utile de le rapporter.

« La loi du 24 juillet 1889, en ses articles 1 et 2, prévoit les cas dans lesquels la déchéance de la puissance paternelle peut être prononcée, mais pour que cette mesure de rigueur soit prise, il faut qu'une faute lourde puisse être retenue à la charge des parents. Or, il est des cas fréquents où l'indignité des parents n'est pas suffisamment établie, ceux-ci ayant surtout manqué d'expérience, de savoir faire. Le texte que nous vous soumettons a pour but de remédier à cet état de chose souvent très préjudiciable à l'enfant. Nous donnons au Président du Tribunal le droit de prendre des mesures qui n'auront aucun caractère de déchéance

à l'égard des parents mais qui tendront à les aider et à les faire conseiller dans l'exercice de leurs devoirs d'éducation de leurs enfants. Tel est, M. le Président, le texte que nous soumettons à votre agrément ».

Le texte même du Décret-loi est le suivant.

Décret du 30 octobre 1935 portant modification de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889.

Art. 1^{er}. — L'article 2 de la Loi du 24 juillet 1889 est ainsi complété :

7. — En dehors des cas prévus par l'article 1^{er} et les six premiers paragraphes du présent article, lorsque la santé, la moralité ou l'éducation de l'enfant sont compromises ou insuffisamment sauvegardées par le fait des père et mère, une mesure de surveillance ou d'assistance éducative peut être prise par le président du tribunal, sur requête du ministère public. Cette surveillance ou cette assistance sera exercée par le personnel soit des services sociaux, soit par des institutions agréées par l'autorité administrative ou le tribunal ou encore par des particuliers qualifiés, notamment par les assistantes sociales ou les visiteuses de l'enfance ».

Art. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de l'article unique de la loi du 8 juin 1935.

Deuxième Partie

**CARACTÈRES JURIDIQUES
DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE**

Le texte du Décret-Loi de 1935 est très bref et fort peu explicite. « Résumé, oui, ou si l'on veut canevas sur lequel on peut broder, discerner, discourir, prétexte offert semble-t-il à projets, discussions, controverses », a-t-on dit à ce sujet (G. Talbert, « L'indignité des parents et les décrets-lois » dans la revue *L'Enfant*, Mars 1936). Heureusement, il est possible de trouver quelques éclaircissements sur la valeur et la portée de ce texte dans l'Exposé des Motifs adressé au Président de la République par MM. Laval, Président du Conseil, et Léon Bérard, Garde des Sceaux, exposé qui précède le texte du Décret-Loi au *Journal Officiel*. Les données que cet exposé fournit venant s'ajouter à ce qui vient d'être vu concernant les influences et les circonstances qui ont présidé à la création de l'Assistance Educative, vont permettre de préciser les caractères juridiques de cette mesure.

Il faut noter ici que c'est spécialement dans la pratique que vont se préciser les caractéristiques de cette mesure légale. C'est seulement après une étude détaillée de la procédure et de la pratique de l'Assistance Educative qu'on pourra vraiment déterminer le caractère exact de celle-ci et porter sur elle une appréciation critique.

L'Assistance Educative s'intègre dans la Loi de 1889 et va participer de ses caractères. La Loi de 1889 est une loi civile mais « aussi administrative en ce qu'elle associe l'autorité administrative à l'autorité judiciaire dans l'œuvre de la protection de l'enfance, et pénale car elle présente la déchéance comme la sanction non d'une infraction caractérisée mais d'un manquement à un devoir social consacré par la loi positive » (P. de Casabianca. « La fonction sociale de la Puissance paternelle », *Bulletin international de la Protection de l'Enfance*, n° 142, 1936).

L'Assistance Educative va avoir un triple caractère :

1. *Le caractère civil* de la Loi de 1889 apparaît avec évidence. Il n'est pas de matière appartenant plus au Droit Civil, à l'Etat des Personnes que la question de la Puissance paternelle. Elle touche un des premiers droits humains et un de ceux qui, depuis toujours, ont été considérés comme essentiels.

Par son objet, mais aussi par sa procédure, la Loi de 1889 est civile, puisque ce sont le plus souvent les Tribunaux civils qui prononcent la déchéance, après une procédure caractéristique analogue à celle de l'interdiction ou de la destitution de tutelle. Ce caractère civil, l'Assistance Educative va le conserver intact. Si sa procédure est simplifiée à l'extrême, puisque c'est celle de l'ordonnance, ce sont toujours et uniquement les magistrats qui décideront de la nécessité de son application et qui en surveilleront le fonctionnement.

Le statut juridique de la Famille n'est pas touché : les droits et les devoirs des parents comme ceux des enfants

subsistent intacts. Seuls, un contrôle et une surveillance, viennent se superposer, sans rien modifier aux liens réciproques des parents et des enfants.

2. Le *caractère pénal* de la Loi de 1889 se note surtout dans ses effets puisqu'elle prononce contre les parents indignes la privation de droits privilégiés. Dans certains cas aussi, la déchéance est prononcée par les Tribunaux répressifs, ou intervient de plein droit après certaines condamnations ; c'est une diminution de la capacité générale de l'individu.

L'Assistance Educative perd la plus grande part de ce caractère. Elle est prononcée par un Tribunal civil, n'entraîne la privation d'aucun droit ; l'exposé des motifs précédant ce décret indique bien que cette mesure n'a aucun caractère de déchéance ; il ne s'agit pas là de parents ayant commis une faute lourde qu'il faut punir, mais seulement de parents inexpérimentés, négligents ou incapables qu'il faut aider et conseiller.

3. Le *caractère social*, administratif, d'aide et d'assistance va prédominer dans cette mesure. Le but de la Loi de 1889, c'est-à-dire essentiellement la protection des enfants en danger moral, la rattachait déjà aux mesures d'assistance que doit prendre l'Etat dans son souci du bon ordre social. Dans le Décret-Loi de 1935, ce caractère social est encore plus accentué. La procédure même de l'Assistance Educative, l'ordonnance, est une procédure de droit administratif. Elle est très simple, très rapide. Elle prend effet de sa promulgation et aucune voie de recours n'est possible contre elle.

L'Assistance Educative a, par certains points, le caractère d'une mesure d'ordre public, analogue à des prescriptions de police ou d'hygiène publique. Mais ce qui la différencie des prescriptions de ce genre, — et il faut le souligner tout particulièrement. — c'est que la mesure d'Assistance Educative est décidée par l'autorité judiciaire et non par l'autorité administrative : celle-ci n'intervient à aucun moment.

Cette Assistance Educative a donc une physionomie très originale et particulière, instituant à la fois, comme l'évoque le texte du décret, une surveillance et une assistance à la famille, ceci dans un seul et unique but, la protection de l'enfant.

CHAPITRE PREMIER

L'Assistance éducative, mesure de surveillance

L'Assistance Educative, on l'a vu, n'enlève aucun droit aux parents. La puissance paternelle reste à qui de droit. Les relations de parents à enfants et d'enfants à parents ne sont pas changées. Les parents continuent à avoir « l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants » (article 203 du Code Civil), et les enfants doivent « honneur et respect à leurs père et mère » (article 371 du Code Civil). Ces obligations, on le sait, se ramènent, pour les parents, aux droits de garde, de surveillance, de représentation, de correction, et pour les enfants, aux devoirs d'obéissance. Ces droits, et les devoirs qu'ils impliquent, ne sont pas touchés. Les parents décideront et dirigeront, les enfants obéiront exactement comme par le passé.

Il n'y a pas ainsi lieu à un transfert de droits, comme dans la déchéance, pas de tutelle à organiser, ou de droit de garde à confier à une institution ou à un parti-

culier. La cellule familiale n'est pas brisée. Aux yeux du monde, rien n'est changé : la vie de la famille continue. Pour les parents, aucun élément vexatoire n'intervient. Seulement, à l'exercice de la puissance paternelle se surajoute un contrôle, une surveillance, qui devra être effective bien que discrète.

L'Assistance Educative est centrée par l'intérêt physique et moral de l'enfant. Tout ce qui est lié à lui, directement ou indirectement, doit être l'objet de la surveillance du délégué à l'Assistance Educative. L'enfant devra être soigné correctement ; son éducation devra être convenable ; son hygiène physique, son ambiance morale, son éducation devront être organisées conformément à certaines règles, à certaines normes. La surveillance a pour but précisément de vérifier que les parents ne s'écartent pas de cette norme en ce qui concerne soins et éducation. Il faut donc que cette règle soit préalablement fixée. Quelle sera-t-elle ? Sera-ce celle, plus ou moins fantaisiste, que fixeront les parents honnêtes et de bonne volonté peut-être, mais mal informés et ignorants ? Ou sera-ce la règle imposée par l'hygiène, le bon sens et la tradition ? Hygiène et morale officielles, objectera-t-on ? Sans nul doute, mais exigées et tempérées par le critérium de l'intérêt de l'enfant, intérêt immédiat et intérêt de son avenir. On comprend donc l'importance primordiale du choix du délégué. De son jugement, de son bon sens dépendra en grande partie la valeur de la surveillance.

Ce sera à lui de juger si telle ou telle habitude d'hygiène infantile est admissible ou non, si telle condition du foyer familial où vit l'enfant peut nuire ou non à son

éducation ou à sa moralité. C'est lui qui apprécie si telle ou telle manière de vivre de la famille est un danger pour l'enfant.

Mais, rappelons-le, l'autorité des parents n'est diminuée en rien par la mesure de l'Assistance Educative. On peut donc prévoir des divergences entre l'opinion des parents et le délégué au sujet de telle mesure, de telle décision à prendre. Qui devra l'emporter dans ce conflit dont dépend souvent la santé physique et l'avenir moral de l'enfant ? Le délégué, bien entendu, répondra-t-on.

Cependant, on l'a vu, le délégué n'a aucun pouvoir d'intervenir dans les relations de parents à enfants. On aurait pu prévoir son rôle sur le type de celui d'un protecteur d'incapables : le père aurait eu à demander son autorisation avant d'accomplir certains actes importants, de même que le conseil judiciaire doit autoriser le prodigue pour que ses actes ne soient pas annulables. On aurait pu concevoir le délégué comme pourvu d'un droit de veto a posteriori sur tous les actes du père qu'il aurait jugé dangereux pour l'enfant. Mais tout cela, évidemment, aurait entraîné une diminution plus ou moins grande de la puissance paternelle. Or, une telle diminution n'était pas dans l'esprit du décret-loi.

Dans l'étude plus détaillée des effets de l'Assistance Educative, on verra que le délégué a le devoir de persuader la famille, de lui expliquer les erreurs qu'elle peut commettre, de la conseiller, mais son seul pouvoir effectif est de faire un rapport au Président du Tribunal qui, lui, décidera des mesures à prendre.

Le rôle de surveillance du délégué à l'Assistance Educative se ramène ainsi, en dernière analyse, à une prévi-

sion. Pour protéger l'enfant, il ne faut pas se borner à observer les erreurs commises par les parents ou à les attendre, il faut essayer de s'y opposer. Le délégué devra observer la vie familiale, en dresser en quelque sorte la courbe. Si elle s'écarte de la norme, d'une façon plus ou moins accentuée et durable, il lui faudra faire un rapport d'alarme au Président du Tribunal. Devant un état de chose qu'on lui signale comme allant en s'empirant, le magistrat pourra agir avant que l'irréparable ne soit accompli, avant que l'enfant ne tombe malade ou ne soit perverti.

L'idée de surveillance d'un enfant au sein du groupement qui l'élève n'est pas une nouveauté. C'est aussi l'idée qui préside au rôle de haute tutelle de l'Assistance publique.

La Loi de 1889 instituait un contrôle de l'Etat et de l'Assistance publique sur les enfants confiés à des particuliers ou à des œuvres par la mise en jeu de cette loi à la suite de diverses circonstances (déchéance des parents, cession de puissance paternelle, recueillage).

Un décret du 12 Avril 1907 est venu organiser pratiquement ce contrôle. Mais ici, ce rôle de haute tutelle s'expliquait fort bien, puisque dans ces circonstances, l'Assistance publique a la jouissance de la puissance paternelle sur ces enfants et n'en délègue que l'exercice aux œuvres et aux particuliers qui s'en chargent. La Loi du 14 Janvier 1933 a ultérieurement généralisé ce contrôle sur tous les établissements de bienfaisance privée, recevant plus de 10 enfants. A côté du contrôle purement administratif, fait au moment de la création de l'œuvre (déclaration) et continué ensuite sur pièces

par l'envoi à la Préfecture de bulletins semestriels et de comptes-rendus spéciaux, il est organisé un contrôle sur place, par la surveillance des inspecteurs de l'Assistance publique. « Ces inspecteurs exerceront ce contrôle d'après la visite qu'ils feront aux locaux de l'établissement, où le directeur doit les laisser pénétrer à toute heure... ; l'investigation pourra donc être très approfondie et le contrôle étroit. Ces inspecteurs se bornent à une mission de surveillance. En aucun cas, ils ne prendront de décision, n'adresseront d'injonctions au directeur, ne prescriront de modifications au fonctionnement de l'œuvre. Ils ont seulement la possibilité de consigner leurs observations sur des registres et d'adresser des rapports aux Préfets » (D. Bouchet. Rôle de l'Assistance publique dans la Loi de 1889, p. 153). Les Préfets décideront alors des sanctions administratives qu'ils pourront prendre.

Si le but et l'objet de cette surveillance sont les mêmes que ceux de l'Assistance Educative, c'est-à-dire la protection de l'enfant, et les moyens de surveillance analogues, on peut voir, à première vue, combien le climat de cette loi est différent de celui du Décret-loi qui nous occupe. Il s'agit d'une surveillance administrative exercée de haut par des fonctionnaires, tandis que l'Assistance Educative est une mesure judiciaire exercée par des particuliers choisis par l'autorité judiciaire. Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur ce dernier point.

La Liberté Surveillée, organisée par la Loi de 1912, est une mesure dont se rapproche beaucoup l'Assistance Educative. Cela n'est pas pour étonner, puisqu'aussi

bien, on a vu que le Décret-loi du 30 Octobre 1935 a voulu organiser une surveillance des enfants en danger dans leur famille, analogue à celle de l'enfant délinquant remis en liberté surveillée dans sa famille. L'analogie entre les rôles de ces délégués est voulue. On peut, à ce sujet, tirer d'utiles renseignements d'une circulaire du 30 Janvier 1914 sur les rapporteurs et délégués à la liberté surveillée. Ce sont « des auxiliaires officieux, associés à l'œuvre de la justice ; ils remplissent donc un double rôle de surveillance et de protection. Pour cela, le délégué « doit soumettre le délinquant à un contrôle constant et le maintenir à la disposition de la justice. Tel est le double caractère de la liberté surveillée, qui, d'une part, encourage, par l'aide permanente qu'elle leur apporte, les efforts de l'enfant vers son relèvement, et, d'autre part, laisse la possibilité de prendre à toute époque les mesures que commanderait son intérêt. Mandataire du Tribunal, le délégué exerce, par de fréquentes visites, la surveillance dont il a la charge. Il se rend compte de la conduite et du travail de l'enfant, contrôle les conditions matérielles et morales de son régime et s'assure que les personnes qui en ont la garde sont dignes à tous égards de la confiance qui leur est accordée. Les délégués resteront en relation avec le Président du Tribunal, ils lui adresseront des rapports relatifs à leur mission ».

L'objet de la surveillance est, dans la liberté surveillée comme dans l'Assistance Educative, le bien-être physique et moral de l'enfant et sa bonne éducation. Dans les deux cas, le développement normal et harmonieux de la vie familiale a été compromis, mais par des causes

distinctes. Dans un cas, c'est l'enfant lui-même qui s'est écarté de la règle et a donné des sujets de mécontentement ou d'inquiétude ; dans l'autre cas, ce sont les parents qui ont mal rempli ou négligé leurs devoirs. La surveillance de la vie familiale par le délégué à l'Assistance Educative devra donc être particulièrement vigilante sur les faits et gestes des parents. Elle sera plus difficile que dans le cas de la liberté surveillée où le délégué peut compter sur l'appui des parents, bien disposés, attentifs et capables.

Après avoir étudié en détail la procédure et les effets de l'ordonnance d'Assistance Educative, nous serons plus à même de reprendre cette comparaison.

Un autre Décret-Loi du 30 Octobre 1935 organisait la nomination, dans certains cas, d'un délégué chargé de veiller sur les intérêts matériels et moraux des enfants naturels. Ce délégué avait un rôle analogue à celui du délégué à l'Assistance Educative sur bien des points. en fait de surveillance et d'assistance, mais ses attributions étaient plus précises et plus étendues puisqu'il pouvait « proposer toute mesure utile à la personne et à la conservation des biens du mineur au Procureur de la République qui, s'il y a lieu, présentera requête au Président du Tribunal en vue de leur application ».

Le délégué d'un enfant naturel avait un rôle de surveillance des intérêts financiers de l'enfant qui est tout à fait étrangère aux préoccupations du délégué à l'Assistance Educative.

Depuis, le Code de la Famille organisé par le Décret du 23 Juillet 1939, est venu changer l'article 389 du Code Civil, déjà modifié par la Loi du 2 Juillet 1907 et

par le Décret-Loi du 30 Octobre 1935. Toute la question de la tutelle des enfants naturels est réorganisée et devient de la compétence des juges de paix. « Les fonctions dévolues au Conseil de famille à l'égard des enfants légitimes sont remplis à l'égard des enfants naturels par le Conseil des Tutelles du Canton où est né l'enfant, ou, après accord entre les deux assemblées, par le Conseil du lieu de la résidence ». La suite de l'article 111 expose les règles de composition et d'organisation de ce Conseil des Tutelles, unique pour tous les enfants naturels du Canton, mais où il est possible d'admettre des parents du père ou de la mère du mineur.

L'institution du délégué subsiste ; le même article 111 décide :

« Le Conseil de la tutelle désigne pour veiller à la protection de l'enfant non reconnu, reconnu par un seul de ses parents, ou orphelin, un délégué choisi, ou non, parmi ses membres.

« Il n'y a pas lieu de désigner un délégué lorsque la tutelle a été régulièrement organisée. Les fonctions de subrogé-tuteur se confondent, dans ce cas, avec celles du délégué.

« Le délégué assiste la personne qui élève l'enfant et veille à ce que celui-ci ne soit pas laissé à l'abandon. Il propose au conseil les mesures utiles pour assurer la protection morale et matérielle du mineur. Il peut être invité par le Conseil à fournir, soit par écrit, soit verbalement, tous les renseignements nécessaires sur ce dernier.

« Il peut être relevé de ses fonctions, soit sur sa de-

mande, soit après avoir été entendu à la requête de tout intéressé ou d'office. Il est remplacé sans délai ».

Ce délégué aura le même rôle que le délégué des enfants naturels du Décret-Loi du 30 Octobre 1935, mais il n'a plus aucun caractère judiciaire : il est nommé par le Conseil de tutelle et souvent choisi parmi ses membres. C'est de lui qu'il dépend. C'est au Conseil qu'il rend compte de sa surveillance. Sa nomination est obligatoire dans certains cas. Ce délégué a donc un caractère administratif qui le différencie tout à fait du délégué à l'Assistance Educative si son but est analogue : la protection de l'enfant.

CHAPITRE II

L'Assistance éducative, mesure d'assistance

L'Assistance Educative n'est pas seulement une mesure de surveillance, elle est aussi, et peut-être plus encore, une mesure d'assistance.

L'exposé des motifs du Décret-Loi, on l'a vu plus haut, insiste sur ce point particulier : les parents devront être aidés et conseillés.

Sur quoi devront porter aide et conseils ? Essentiellement sur les devoirs que les parents ont à remplir vis-à-vis de leurs enfants. Les parents devront comprendre que du moment qu'ils ont mis au monde des enfants ils ont pris une charge ; il va leur incomber la grave « obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants ». (Code Civil, article 203). Trop de parents croient sincèrement s'être acquittés au mieux de leurs devoirs lorsqu'ils ont à peu près nourri et habillé leurs enfants et distribué au hasard quelques taloches. Instruction, éducation, morale, ils oublient tout cela. Ce qui est plus

grave encore, ils ne soupçonnent quelquefois pas l'existence de tels problèmes. Cette méconnaissance des devoirs élémentaires des parents semble s'être accentuée de plus en plus en ces dernières années. Un des buts de l'Assistance Educative est de pénétrer les parents de l'ampleur et de la gravité de leur tâche.

Comme la surveillance, cette assistance devra être très étendue. Elle s'attachera à tout ce qui est en rapport avec l'enfant et son milieu, à tout ce dont l'enfant pourra bénéficier directement ou indirectement.

Faut-il encore insister et spécifier que cette assistance ne sera pas une assistance patrimoniale ? Elle n'a aucun rapport avec les mesures d'assistance organisées par le Droit Civil vis-à-vis des incapables : assistance au mineur, à l'interdit par une tutelle, au prodigue par un conseil judiciaire, etc. L'aide apportée par l'Assistance Educative est beaucoup plus proche de l'assistance aux indigents, aux malades, aux orphelins du Droit administratif. C'est le rôle tutélaire de l'Etat qui s'exerce. Nous pouvons reprendre ici la conclusion de Y. Gibiard, dans sa thèse sur la Protection des Enfants du premier âge et des Enfants assistés depuis les Décrets-Lois de 1935 (p. 84 et 86) : « L'idée d'assistance a varié au cours des siècles derniers, traduisant l'évolution des doctrines individualistes vers les doctrines étatistes ou solidaristes, selon l'expression de Léon Duguit... Notre droit s'engage vers un interventionnisme éclectique à base de solidarité. L'assistance devra être regardée dorénavant comme un devoir, non plus comme un bienfait... Ainsi l'intervention de l'Etat est appelée à atteindre de nos jours un plein épanouissement. Certes, son rôle n'est

point de tendre à un accaparement de l'enfant au dépens de la famille, ainsi que le craignait M. Loys Brueyre. et à la disparition progressive du milieu familial. Au contraire, en France, l'Etat cherche à conserver l'enfant dans la famille, son milieu naturel, le seul vraiment apte à son éducation : il interviendra simplement pour compléter le rôle de la famille, pour remédier à ses faiblesses. Cependant, cette politique devra être opportuniste et ne répudiera pas pour cela toute initiative privée. C'est dans cette mesure qu'on évitera que cet élargissement du pouvoir de l'Etat n'aboutisse à un véritable monopole ». — La vie moderne est dure, trop dure. Certains individus, pour divers motifs, sont faibles. Ils seront fatalement écrasés par la Société, si la Société ne leur vient en aide et ne les protège. Ainsi des familles dont les chefs sont ignorants, incapables, misérables, risquent de sombrer si on ne leur apporte, par l'Assistance éducative, conseils et assistance.

Dans quel esprit devra être comprise cette assistance ?

Pour répondre à cette question, il convient de se reporter, une fois de plus, aux mesures qui ont donné naissance à l'Assistance Educative. C'est en partie au développement récent des idées de service social que le décret-loi doit son origine. C'est en tous cas à ces méthodes nouvelles (dont le Service social de l'Enfance de Paris avait déjà montré les bienfaits) que les législateurs de 1935 entendaient avoir recours.

Quelles sont les caractéristiques de ces méthodes nouvelles d'Assistance ? Jacqueline Hébrard, dans sa thèse sur le Service social auprès de l'Enfance (Paris, 1936), distingue ces mesures de la Charité proprement dite et

de l'Assistance publique. L'Assistance publique, réglementée, schématisée, remplit le devoir de solidarité qui existe entre les membres d'une société organisée. Cette charge doit se répartir sur la collectivité tout entière qui a le devoir d'intervenir. Mais son action ne peut être qu'impersonnelle, administrative, sèche. La Charité, elle, part d'un esprit tout différent, fait de philanthropie, de pitié et d'amour, mais elle est trop souvent aveugle. Trop souvent, elle a tendance à se borner à un secours pécuniaire.

Le Service social part de cette idée que « les causes de misère sociale étant d'ordre général, le remède doit l'être aussi ». On ne se bornera plus à accorder une allocation à un malheureux, on recherchera les raisons profondes de cet état de choses pour les détruire dans leurs racines et remettre ce malheureux en état de se suffire à lui-même.

Le Dr Sand, dans son livre sur « Le Service social à travers le Monde » déclare : « le service social est bien plus qu'un baume pour la souffrance, il constitue un système de mise en valeur des éléments humains, et comme tel, il appelle une action systématique, concentrée, intégrale. »

Le caractère scientifique du Service social est donc présenté comme essentiel. Son but est de rendre à l'individu ou à la famille l'indépendance qu'ils ont perdue ; à l'action curative se superpose l'action préventive, espérant que, dans l'avenir, cette dernière seule arrivera à suffire. Dans ce but, les promoteurs du Service social insistent sur le caractère professionnel du Service social. « Il faut des agents préparés à leur rôle pour que leur

action mieux coordonnée soit plus féconde et capables de s'y donner uniquement, c'est-à-dire rémunérés » (Jacqueline Hébrard, op. cit., p. 17). Il faut cependant garder au Service social un caractère privé car « seule, la belle audace de la charité privée peut avoir cet enthousiasme pour créer l'œuvre et continuer malgré les obstacles et les échecs... et la souplesse nécessaire dans la période tâtonnante des débuts. » (*Id.*, p. 18).

Ainsi compris, le Service social a un caractère économique, car à sa base, il y a le désir de « réduire les pertes de forces et de vies humaines ». On a dit qu'un des principes essentiels du Service social était que tous les efforts doivent tendre à mettre les assistés en état de se passer d'assistance.

Pour remplir ce but, quelles seront ces méthodes ? « L'Assistance s'est trop longtemps contentée d'appliquer le remède simple et rapide du secours pécuniaire. Le Service social n'y a recours que subsidiairement... Sa méthode comprendra toujours trois phases : enquête, diagnostic, traitement. » (J. Hébrard, op. cit., p. 15).

Si nous avons étudié si longuement les principes et la méthode du Service social, c'est parce qu'ils constituent les principes et la méthode de l'Assistance que le législateur a voulu confier au délégué à l'Assistance Educative.

La déléguée à l'Assistance Educative exerce son œuvre au sein même de la famille, suivant les principes du Service social. Le pasteur Doumergue disait à la première conférence internationale du Service social (Recueil, t. II, p. 166) : « Tout travail social se fait dans la famille ; l'Assistante sociale d'hôpital entre dans la

famille par la porte de l'hôpital, l'Assistante scolaire par la porte de l'Ecole, mais la porte une fois franchie, c'est à la famille tout entière que, toutes, elles ont affaire, et c'est un même service social, de même nature, et selon les mêmes méthodes »¹. La déléguée à l'assistance éducative est entrée par la porte « Justice », mais le travail est le même, il faut seulement remarquer que la porte Justice, la pratique le démontre, donne une très grande autorité à celle qui entre par elle. Aucun secours pécuniaire direct ne sera apporté par l'Assistance Educative. La déléguée n'a à sa disposition aucune indemnité ni subvention lui permettant d'assister matériellement et directement la famille. La déléguée peut seulement, et doit si le besoin s'en fait sentir, renvoyer vers les œuvres privées ou publiques qui peuvent distribuer des secours. En effet, le Dr Cabot (Essais de Médecine sociale, Paris, 1919, p. 260 et 267) : écrit : « Le renseignement est le moins dangereux des dons... et l'un des renseignements le plus précieux est celui qui consiste à indiquer la source d'autres renseignements ».

Le but du délégué à l'Assistance Educative est, comme celui des autres travailleurs du Service social, « la protection et la reconstruction de la famille » Mlle Delagrangé, dans le *Bulletin international du Service social*, n° 4, écrivait : « Les travailleurs sociaux connaissent la force de la famille. Ils savent quel est le milieu le plus favorable à la régénérescence de l'être humain, à son plein épanouissement ; il est indispensable de la secourir dans son action, avant d'envisager la séparation, l'utilisation d'institutions collectives. »

Enfin, la Surveillance éducative participe encore d'un

des caractères du service social en étant exercée par des organismes privés.

Ceci conduit à envisager un des traits caractéristiques de cette assistance organisée par le Décret-Loi du 30 Octobre 1935, c'est-à-dire cette collaboration directe entre l'Etat, représenté par la Justice, et un particulier pour faire œuvre d'assistance.

Une étude de l'évolution du rôle de l'Etat dans l'assistance montrerait un Etat d'abord faible, dépassé par sa tâche. Dans l'ancien Droit, les congrégations religieuses s'occupaient presque exclusivement de l'assistance. Puis l'Etat a compris qu'il ne pouvait se désintéresser de ces questions. Il a commencé par réglementer, puis par créer lui-même des organismes. Ses services publics d'assistance ont pris de la force et de l'autorité avec lui et, peu à peu, ils ont obtenu un quasi monopole. Ainsi en était-il au moment de la Loi de 1889 à la fin du XIX^e siècle. Au désir d'omnipotence de l'Assistance publique, s'ajoute le fait de la lutte anticléricale très forte qui va s'attaquer aux œuvres privées, très souvent religieuses. Les pouvoirs et les capacités des organismes privés d'assistance sont de plus en plus restreints, soumis à un contrôle étroit.

Peu après le début du XX^e siècle, un mouvement en sens inverse commence à se faire sentir : l'Etat reste maître tout-puissant de l'Assistance, l'organise et la développe de plus en plus dans tous les ordres d'idées. Il accentue surtout la lutte préventive plutôt que l'assistance après coup. Mais, en même temps, une sorte de méfiance se manifeste vis-à-vis des services publics d'assistance, peut-être simplement parce qu'on les voit acca-

blés par trop de nouvelles attributions. En tous cas, l'Etat se met à faire appel à des organisations privées, mais toujours sous un contrôle et une surveillance des organismes publics. On voit ainsi s'établir une « collaboration bienveillante » (D^r Merlin, rapporteur au Sénat de la Loi de 1933) entre l'Assistance publique et l'Assistance privée.

Si la Loi du 14 Janvier 1933 établit un contrôle très sévère sur les œuvres privées, « il ressort des discussions qui précèdent le vote de la loi, que c'est seulement un texte de large conciliation, une loi de tolérance et de préservation. Le contrôle ne doit pas être inquisitorial. Il est une manifestation de la confiance réciproque entre la bienfaisance privée et les représentants de l'Etat » (D. Bouchet. « Rôle de l'Assistance publique dans la Loi de 1889 », p. 158). « Une collaboration officielle et permanente des services publics d'assistance et des œuvres de bienfaisance privée est réalisée dans le cadre départemental au moyen des Conseils départementaux de l'Assistance publique, et, sur le plan national, au moyen des Conseils départementaux de l'Assistance publique, et, sur le plan national, au moyen du Conseil supérieur de l'Assistance publique organisé par la même loi du 14 Janvier 1933 » (*Idem*, p. 159). Mais il est à noter que, depuis la Guerre, tous ces organismes ont disparu ou sont suspendus, peut-être provisoirement.

Le Décret-Loi de 1935 va plus loin dans cet ordre d'idées puisqu'il institue une collaboration directe entre la Justice et des Oeuvres privées et même de simples particuliers nommés par le Président du Tribunal et n'ayant à répondre de leur mission que devant lui seul

Nous sommes ici en présence de ce que M. le Professeur Garraud expliquait dans la Préface de la thèse de M. Luaire, page VI : « Extension toujours plus accentuée des interventions de l'Etat dans le domaine individuel et familial, extension qui d'ailleurs se mêle et se combine avec un mouvement inverse, montrant un Etat à tendances envahissantes et ses organes débordés par les tâches qui lui sont assignées, et, par là même, amené, bon gré, mal gré, à requérir ou même à quémander l'aide des particuliers ou des groupements ou institutions privés aux services officiels ».

Troisième Partie

**DOMAINE ET PROCÉDURE
DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE**

On vient de voir que l'Assistance éducative a été instituée par le décret du 30 octobre 1935 : c'est donc à ce texte qu'il faut se référer pour l'étude juridique de cette mesure.

Malheureusement, le texte de ce décret est fort bref et souvent peu explicite. Il présente des lacunes sur bien des points. On en vient souvent à se demander dans quel sens il faut l'interpréter.

La clef de cette interprétation nous sera donnée par la connaissance de l'origine de ce décret, de ses caractères juridiques et de sa place dans notre législation.

En réalité, ce texte représente seulement un décret modificatif d'un article de la loi de 1889. Il fait partie d'un tout, le système de déchéance de la puissance paternelle. C'est donc à cette loi qu'il faut avant tout se référer en cas de silence du décret. Il faut reprendre la règle formulée par M. Bruyere : « lorsqu'une difficulté d'interprétation se présente, elle doit se résoudre, étant donné l'esprit de la loi qu'indique parfaitement le libellé de son titre, par la réponse à la question : Qu'exige l'intérêt de l'enfant ? Et cette réponse sera la procédure la plus simple, l'interprétation la plus large, la compétence la plus étendue ». (Code de l'Enfance p. 237).

Ce désir de simplification dans l'intérêt de l'enfant, nous l'avons rencontré plus net encore dans l'esprit qui a présidé à la création de l'Assistance éducative. Nous y avons trouvé aussi cette notion que la prévention doit toujours dominer la répression.

Ce caractère nouveau et original d'assistance, de surveillance que présente l'Assistance éducative, lui vient de son analogie voulue avec la liberté surveillée des mineurs délinquants. De cette analogie, on peut tirer d'utiles indications.

Dans le sujet qui fait l'objet de cette étude, il est difficile de trouver des solutions dans la jurisprudence. En effet, ce décret est relativement récent et peu appliqué, sauf à Paris. Aucune des ordonnances constituant cette jurisprudence n'a été publiée encore dans les recueils. Nous ne nous référerons donc qu'à des pratiques courantes à Lyon et à Paris.

Avec ces notions bien présentes à l'esprit, il nous sera possible d'étudier ce décret au point de vue pratique, en ce qui concerne son domaine d'application, sa procédure, ses effets juridiques.

CHAPITRE PREMIER

Domaine d'application

I. FAITS OCCASIONNANT L'ASSISTANCE EDUCATIVE

L'Assistance éducative peut être appliquée « lorsque la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation de l'enfant sont compromises ou insuffisamment sauvegardées par le fait des père et mère ».

Le texte est vague, mais il est large. On est loin des cas précis et nettement délimités de la loi sur la déchéance, au moins à son origine. Nous avons vu que, d'après la loi de 1889, il fallait qu'interviennent certaines condamnations ou des faits strictement précis à l'encontre des parents : inconduite notoire et scandaleuse, ivrognerie habituelle, mauvais traitements. La loi de 1921 était beaucoup plus large : elle tenait compte du défaut de soins ou du manque de direction de la part des parents. Ceux-ci sont, en somme, punis, non pas seulement

parce qu'ils ont commis des actes répréhensibles, mais aussi parce qu'ils n'ont pas fait ce que leur devoir de parents leur imposait : on leur impute les fautes graves qu'ils ont commises par abstention ou omission. Le décret de 1935 va plus loin encore dans cette voie. A côté des actes graves et des abstentions coupables, il tient compte de manquements beaucoup plus minimes, de simples négligences quelquefois.

Dans l'appréciation des faits, à une notion quantitative, le décret superpose une notion qualitative. Il renferme l'expression : enfants « insuffisamment sauvegardés ». L'expression est claire. On s'attache non plus seulement au fait que les parents ont négligé leurs devoirs, mais au fait qu'ils ne l'ont pas rempli suffisamment bien. L'élément en cause ici n'est plus seulement la culpabilité des parents, mais le résultat de leur attitude au point de vue de l'intérêt de l'enfant. C'est l'intérêt de l'enfant qui devra toujours servir d'élément fondamental d'appréciation.

Bien plus : on n'a pas à déterminer pourquoi les parents agissent ainsi, s'ils ont des excuses justes et des raisons valables. Un seul point compte, qu'on doit voir avant tout : l'enfant n'a pas ce qu'il lui faut ; il souffre dans sa santé ou son éducation ; il faut le protéger.

Mais un point essentiel est à noter. Si, pour décider de l'application de l'Assistance éducative, il ne faut pas se préoccuper des « causes » des manquements des parents à leur devoir, par contre leur connaissance précise s'avère indispensable pour l'exercice même de l'Assistance Educative. Nous verrons plus loin l'importance de cette notion.

Le décret énumère un certain nombre de griefs généraux qui peuvent être articulés contre les parents ; dans le détail on peut en envisager une infinité d'autres.

A. — Santé compromise ou insuffisamment sauvegardée.

Cette expression si courte recouvre en fait une infinité de manquements très divers.

Les enfants peuvent être mal nourris, par une mère incapable qui les laisse sans nourriture convenable, sans leur préparer les repas nécessaires, ou commet, à l'endroit de leur alimentation, des fautes lourdes ou des négligences graves. Une mère par exemple négligera d'aller chercher à la crèche le lait gratuit mis à sa disposition pour son bébé, ou, l'ayant reçu, elle ne prend pas soin de le lui donner dans les conditions prescrites.

On va même plus loin. Des parents peuvent nourrir leurs enfants d'une façon en apparence convenable, mais en réalité l'Assistance Educative devra leur être appliquée parce que ces enfants, de santé délicate, ont besoin de soins spéciaux, particulièrement vigilants et attentifs, qui ne paraissent pas leur être donnés.

Dans d'autres cas, fréquemment rencontrés dans la pratique, l'Assistance Educative sera prononcée contre des parents qui se refusent à faire soigner leurs enfants, par exemple à les envoyer à une consultation jugée nécessaire par l'infirmière visiteuse ou l'infirmière scolaire, ou encore parce que ces parents ne font pas suivre les traitements indispensables prescrits pour leurs enfants, ou bien parce qu'ils n'envoient pas à l'hôpital ou au

préventorium, où il a toute facilité d'être placé, l'enfant délicat qui en a besoin.

D'autres fois aussi, la famille vit dans un taudis où les enfants végètent, privés d'air et d'hygiène élémentaire, tandis que si les parents acceptaient de travailler, ils pourraient changer de logement.

B. — Sécurité de l'enfant compromise ou insuffisamment sauvegardée.

La sécurité même des enfants peut être en danger. Les parents aiment leurs enfants à leur manière. Ils ne les maltraitent pas. Mais le père boit, la mère quelquefois aussi, et ils se battent. Des voisins, pris de boisson, viennent passer la soirée dans le ménage. Ce sont alors des discussions, des batailles ; les enfants apeurés, reçoivent quelquefois des coups qui ne leur sont pas destinés.

Voici un cas concret : la femme R..., s'est vue appliquée l'Assistance Educative car il lui arrive de partir des journées entières de chez elle (soit disant pour aller chercher du travail) laissant enfermés seuls, pendant 12 ou 18 heures de suite, ses enfants âgés de 18 mois, 3 ans et 5 ans ; ou bien encore, elle les laisse dans l'escalier à 9 heures du matin, disant à la voisine : « Surveillez-les un moment ; je vais faire mes courses ». Et elle ne rentre qu'à 9 heures du soir. La voisine, heureusement, a l'âme compatissante et ne travaille pas au dehors.

D'autres parents ne surveillent absolument pas leurs enfants, les laissent errer et vagabonder des journées entières, sans faire le moindre effort pour les envoyer en classe ou les occuper chez eux. Dans la famille C..., par exemple, la fille aînée, à peine âgée de 15 ans, reste des nuits entières dehors, ou ne rentre que vers 3 ou 4 heures du matin, sans que ses parents lui fassent la moindre observation.

C. — Moralité compromise ou insuffisamment sauvegardée.

La moralité des enfants est aussi protégée par l'Assistance Educative. Si les faits d'inconduite notoire, de prostitution officielle de la mère, entraînent facilement la déchéance de la puissance maternelle, bien souvent aussi les magistrats ont affaire à une femme peu sérieuse qui ne se gêne pas pour recevoir chez elle toutes sortes d'individus. C'est le cas de la femme L. C..., qui, bien que le mari soit prisonnier, a une conduite sur laquelle plane des doutes sérieux, sans qu'aucun fait précis puisse lui être reproché.

D'autres fois, il s'agit d'un ménage à peu près régulier et honnête qui reçoit chez lui, avec ses enfants présents, toutes sortes de voisins ou d'amis peu recommandables, repris de justice ou gens suspects ; et l'on boit, et l'on parle, beaucoup trop pour la moralité des enfants. Ainsi, dans la famille V..., c'est une tante, fille soumise, qui vient souvent s'installer au foyer familial pour quelques jours avec son « ami » du moment. Quel exemple pour les deux grandes filles de la maison (13 ans et 14 ans).

Souvent aussi, ce sont des parents dénués d'intelligence et de bons sens qui trouvent tout naturel de placer de jeunes fillettes comme bonnes dans des cafés louches, ou des garçonnets comme grooms ou chasseurs dans des bars suspects.

**D. — Education compromise
ou non suffisamment sauvegardée.**

L'éducation des enfants peut faire totalement défaut. Ils ne vont jamais à l'école, ne sont jamais conseillés ni guidés. Ils vivent dans un sorte d'abandon moral plus ou moins complet.

L'Assistance Educative peut ainsi constituer une sanction pour les cas très graves d'absentéisme scolaire, puisque la loi du 28 mars 1882 n'a prévu en fait aucune sanction vraiment efficace, l'affichage à la Mairie du nom des parents étant, dans ces cas, un châtiment absolument illusoire, dont parents et enfants se moquent parfaitement.

On rencontre aussi fréquemment des femmes seules, sans ressources, pauvres épaves, qui n'ont ni le temps, ni la santé, ni la capacité voulue pour élever et éduquer un ou plusieurs enfants. Elles les aiment, certes, leurs petits, avec toute la force de leur instinct, mais leur vie est dure, trop dure pour leurs capacités minimales ; la tâche à accomplir est au-dessus de leurs forces ; elles laissent tout aller ; leurs enfants vont devenir de pauvres épaves comme elles, si ce n'est pire. La mère, dans ces cas, proteste souvent contre la mesure qui la frappe : « Je ne donne pas de mauvais conseils à mes enfants ».

Ceci est exact, mais elle ne leur donne pas de conseils du tout, ni bons, ni mauvais. Ces enfants sont complètement abandonnés à eux-mêmes, ce qui est presque aussi grave que de recevoir de mauvais conseils.

Nous pourrions citer un très grand nombre de cas très divers concernant les motifs qui ont provoqué les ordonnances d'Assistance Educative. En réalité, chaque affaire a son caractère particulier. Les variétés de motifs sont très grandes.

Il faut, au reste, bien remarquer que, le plus souvent, plusieurs motifs peuvent être invoqués simultanément. Tout marche de pair. Ce sont à la fois la santé, la moralité des enfants qui sont en péril en même temps. Les parents sont déficients soit par mauvaise conduite, soit par paresse, par alcoolisme, par misère, par incapacité physique ou intellectuelle, ou pour presque toutes ces raisons à la fois. Toutes ces tares sociales se tiennent de près ; elles influent les unes sur les autres.

La moralité déficiente tient souvent aux conditions matérielles de la famille « Ceux qui ignorent les conditions de vie de toute une classe de la population de nos grandes villes s'indignent contre l'absence de moralité qu'on y rencontre. Les assistantes sociales qui ont l'expérience de ces milieux ne peuvent partager des idées aussi simplistes et aussi fausses ; elles se rendent compte que les causes matérielles et les causes morales s'enchevêtrent étroitement et qu'un certain niveau de vie économique est indispensable pour permettre l'éclosion de la vie morale » a dit très judicieusement Elisabeth Huguenin dans son travail sur « Les enfants moralement abandonnés ».

Un des grands coupables de toutes ces misères sociales, c'est l'alcoolisme. A lui tout seul, il joue un rôle considérable, essentiel. Il est bien souvent le générateur unique de toutes ces tares. L'homme boit; ne travaille plus ; la femme, après avoir résisté quelque temps et essayé de lutter, finit, écoeuvée, par boire aussi. Elle se conduit mal ; le logis devient un taudis. La déchéance physique et morale, la maladie qui s'ensuivent, finissent par enlever toute tenue, toute moralité même élémentaire à la famille qui sombre ainsi. Pour enlever ce qui reste de remords et de honte, le vin encore. Pour les enfants, tout cela signifie être mal nourris, mal soignés, être sales, vagabonder à leur gré sans contrôle aucun dans la rue, et quelles rues souvent, quand ce n'est pas à domicile même que s'installent les mauvais exemples.

Pour qui suit ces affaires de déchéance ou d'Assistance Educative, le rôle de l'alcoolisme, par le vin tout autant que par l'alcool, apparaît comme un fléau effrayant pour la santé physique et morale de la Famille et du Pays. Ce sont, hélas ! des faits bien connus, trop connus.

Le tableau que nous venons de donner pourra peut-être paraître bien sombre à certains, mais nous avons voulu montrer ainsi comment des faits, qui paraissent peut-être peu graves au début, finissent vite par entraîner les pires déchéances, car : « Issue d'honnêtes gens, une génération peut vivre d'ordinaire dans l'amoralité sans tomber sous le coup d'aucune loi humaine, mais la génération suivante descend très vite beaucoup plus bas » (Céline Lhotte et E. Dupeyrat, *Le Jardin flétri*, p. 211).

Le manque de précision du texte du Décret de 1935

lui confère à certains points de vue une particulière souplesse. Grâce à cela la porte sera plus largement ouverte pour une application très vaste de la mesure de l'Assistance Educative. La plus grande liberté d'appréciation est laissée aux magistrats. Nous reviendrons plus loin du reste sur le rôle de première importance qui est le leur.

II. PERSONNES AUXQUELLES S'APPLIQUE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

Il s'agit là d'une question essentielle qu'il convient d'envisager de près.

Le texte du Décret parle des « père et mère ». Faut-il par là n'appliquer l'Assistance Educative qu'au père et à la mère de l'enfant ? Il semble évident qu'une telle interprétation restrictive serait contraire à la fois à la Loi de 1889 et à l'esprit même du Décret de 1935. Le texte qui modifie l'article 2 de la Loi du 24 Juillet 1889 peut être soumis aux mêmes discussions que la Loi elle-même, en ce qui concerne les personnes auxquelles peut s'appliquer la déchéance. Comme on l'a vu plus haut, la loi de 1889 est fort explicite, mais la jurisprudence fournit à ce sujet des solutions d'un grand intérêt pratique.

1. La déchéance peut être poursuivie contre le *père*, détenteur légal et naturel de la puissance paternelle.

2. La déchéance peut être poursuivie conjointement contre le *père et la mère*, si on peut leur reprocher à

tous deux les mauvais traitements dont les enfants sont victimes, ce qui est du reste le cas le plus fréquent (Tribunal de la Seine, 8 et 29 janvier 1890 ; Carpentier, t. 31, p. 1028, paragr. 316 : cité par Sabatier, Déchéance de la puissance maternelle, p. 41)

3. La *mère* aussi est exposée à la déchéance, si c'est à elle qu'est dévolue la puissance paternelle par suite du décès, de la disparition, de l'aliénation mentale ou de la déchéance du père. La mère, également, peut être déchue seule, le père vivant restant investi de la puissance paternelle (Trib. Seine, 1^{re} Févr. 1894, Dallôz-2-263). Au point de vue pratique évidemment, on ne conçoit guère une Assistance Educative dévolue à l'encontre d'un seul des parents et non à l'encontre de l'autre. En effet, l'Assistance Educative n'est pas une peine comme la déchéance, peine pouvant frapper un individu seulement ; elle est une mesure de préservation, de surveillance générale s'appliquant à ce qui forme la « famille » de l'enfant, avec son milieu et sa vie propre

4. Les *parents naturels* peuvent être déchus, à condition toutefois qu'ils aient reconnu l'enfant et qu'ils soient ainsi unis à lui par un lien légal (en ce sens, arrêt de la Cour d'Appel de Caen, du 7 juillet 1913, Sirey, 1920-2-41, prononçant la déchéance contre une femme à l'égard de sa fille, de ses enfants à naître, et de ceux qu'elle viendrait à reconnaître dans l'avenir).

Dans le Code de la famille, institué par le Décret du 29 juillet 1939, la question est nettement tranchée en ce qui concerne la déchéance ou le retrait partiel, par l'article 113, modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1889.

article ainsi complété : « L'action en déchéance ou en retrait de tout ou partie des droits de la puissance paternelle, est intentée devant la Chambre du Conseil du Tribunal du domicile ou de la résidence du père ou de la mère, par un ou plusieurs parents du mineur au degré de cousin germain ou à un degré plus rapproché, ou par le Ministère public. S'il s'agit d'un enfant naturel, elle peut être intentée par le Conseil de Tutelle institué par l'article 389 du Code Civil, représenté par le délégué ou tout autre de ses membres par lui désigné ».

L'Assistance Educative pourra donc être appliquée aussi aux parents naturels, la famille naturelle, comme la famille légitime, est pour l'enfant la famille tout court, le foyer où il apprendra la vie, où il doit être soigné, protégé, élevé, éduqué. Si la famille est déficiente à ce point de vue, elle doit être surveillée et aidée plus encore peut-être si elle est naturelle, car elle est généralement moins solide. Dans la pratique, il est très fréquent de voir l'Assistance Educative appliquée à des ménages illégitimes qui ont reconnu leurs enfants, ou bien à des filles-mères.

On peut se demander, à la vérité, si, à l'avenir, l'Assistance Educative devra toujours être appliquée. En effet, le Code de la Famille du 29 juillet 1939 décide que la tutelle des enfants naturels dorénavant régulièrement organisée et que « le conseil de tutelle désigne, pour veiller à la protection de l'enfant non reconnu, ou reconnu par un seul de ses parents, ou orphelin, un délégué choisi ou non parmi ses membres ». Il n'y a pas lieu de désigner un délégué lorsque la tutelle a été régulièrement organisée. Les fonctions de subrogé-tuteur se

confondent dans ce cas avec celles du délégué. Le délégué ainsi désigné assiste la personne qui élève l'enfant et veille à ce que celui-ci ne soit pas laissé à l'abandon ». Il semble donc qu'il n'y aura plus nécessité de nommer un délégué à l'Assistance Educative : la protection de l'enfant sera assurée par le délégué à la tutelle. C'est ce que semble avoir décidé le Législateur puisque l'article 113 dit « l'article 3 de la loi du 24 juillet 1889 est complété ainsi qu'il suit : S'il s'agit d'un enfant naturel, elle (la déchéance) peut être intentée par le Conseil de tutelle institué par l'article 389 du Code Civil, représenté par le délégué ou tout autre de ses membres par lui désigné ». L'intervention du délégué de tutelle ou du délégué à l'Assistance Educative aboutit à la même sanction en cas d'échec de leur essai d'assistance, c'est-à-dire à la déchéance. On aurait pu d'ailleurs, difficilement concevoir la coexistence, en ce qui concerne la même famille, de deux surveillances et assistances distinctes.

Une difficulté survient à propos des enfants naturels non reconnus ou des enfants adultérins ou incestueux ; ils peuvent être élevés par leur père et mère par le sang, mais sans que ceux-ci aient des liens légaux avec eux. Peut-on leur appliquer l'Assistance Educative ? Il semble bien que, légalement, il faut répondre non. De tels cas sont heureusement rares et depuis le Code de la Famille, la situation de ces enfants, sera obligatoirement régularisée puisqu'on va leur organiser une tutelle et leur nommer un délégué.

5. A défaut des parents, les *ascendants* peuvent être déchus de la Puissance paternelle lorsque, par suite du décès ou de la déchéance des père et mère, ils sont char-

gés de la tutelle sur leurs petits enfants. Ils peuvent donc être soumis au régime de l'Assistance éducative. Dans la pratique, les magistrats appliquent souvent cette mesure à de grands-parents, pour qui la tutelle sur leurs petits enfants est une trop lourde charge en raison de leur faiblesse de la misère ou de l'indifférence répréhensible dont ils font preuve et qui est peut-être due à l'âge.

6. Le *tuteur* ordinaire ne saurait être déchu de la puissance paternelle puisqu'il ne la possède pas. Il prend seulement soin de la personne de l'enfant, le représente, administre ses biens sous le contrôle du Conseil de Famille. Des dispositions spéciales sont prises vis-à-vis de lui dans le Code civil (articles 443 et 444) sans qu'on ait besoin de recourir à la déchéance.

Mais le tuteur peut-il se voir appliquer l'Assistance Educative ? Il semble que cela serait conforme à l'esprit du Décret, à ce désir de protection et d'aide à l'enfant au sein du groupement familial qu'a eu le Législateur. Cette aide peut devenir nécessaire dans cette famille de remplacement qu'a tenté de reconstituer le Conseil de Famille en confiant l'enfant à un tuteur.

Des difficultés pratiques pourraient venir de conflits d'autorité entre le Conseil de Famille, chargé de surveiller les tuteurs et le délégué chargé de l'Assistance éducative ; ils ont la même fonction. On pourrait évidemment éviter des difficultés de cet ordre en choisissant le délégué à l'Assistance Educative parmi les membres du Conseil de Famille, s'il peut s'en trouver un capable de remplir ce rôle, ou bien encore en nommant membre du Conseil de Famille le délégué à l'Assistance Educative, ce qui conduirait au même résultat pratique, mais

n'est pas réalisable dans l'état actuel de notre législation, le Conseil de Famille ayant une composition et un caractère légal.

7. Les *parents adoptifs* peuvent être déchus de la puissance paternelle ou soumis à la mesure d'Assistance Educative. Les textes sont formels : le Code de la Famille (article 101) a abrogé le titre huitième du Livre premier du Code Civil et l'a remplacé par des dispositions nouvelles. L'article 367 (nouvelle rédaction) décide dans son dernier alinéa : « les lois sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés sont applicables aux mineurs adoptés, et l'adoptant peut être déchue de tout ou partie des attributs de la puissance paternelle dans les conditions prévues par les dites lois ».

Quant à la légitimation adoptive organisée par le Code de la Famille (Article 368 et suivants du Code Civil, nouvelle rédaction), elle ne soulève aucune difficulté. Elle procure à l'enfant qui en fait l'objet, les mêmes droits que s'il était né du mariage ; il sera donc l'objet des mêmes mesures de protection que s'il était légitime. Déchéance et Assistance Educative pourront être appliquées à ceux qui sont devenus de véritables parents.

8. A propos de la déchéance, il a été discuté de la question suivante : *quelqu'un peut-il être déchue de la puissance paternelle sur des enfants à naître* ou des enfants que la personne viendrait à reconnaître ?

Dans les cas où la déchéance est de plein droit et automatique, il est sûr que le fait même de la condamnation entraînera dans l'avenir la déchéance de cet individu, s'il vient à avoir ou à reconnaître un enfant. Pour

les cas de déchéance facultative, l'article 9 de la loi de 1889 décide que « le Tribunal qui prononce l'une ou l'autre de ces deux mesures statue sur le même jugement sur les droits de la mère à l'égard des enfants nés et à naître, sans préjudice, en ce qui concerne ces derniers, de toute mesure provisoire à demander à la Chambre du Conseil, dans les termes de l'article (pour la période du premier âge) ».

La généralité de la doctrine admet cette solution (p. ex. MM. Charmont et Drucker, Supplément au Code de l'enfance, p. 342).

En ce qui concerne l'Assistance Educative, que décider ? Il n'y a pas de cas où l'Assistance Educative doit être ordonnée de plein droit ; il faut toujours qu'une enquête montre que les parents remplissent mal leurs devoirs vis-à-vis de leurs enfants. L'Assistance Educative ne pourra donc s'appliquer qu'à des personnes ayant déjà des enfants. Cette remarque faite, on peut dire que l'Assistance Educative est applicable en vue d'enfants à naître, qui pourront ainsi être protégés dès avant leur naissance.

9. Enfin, puisque le texte du Décret-loi doit être interprété d'une manière extensive, on peut admettre que l'Assistance Educative peut être appliquée à *tous gardiens* de l'enfant.

La question peut se poser surtout dans les cas d'enfants confiés en garde à un tiers par suite d'une déchéance partielle de ses parents ou d'un jugement de divorce. L'article 11 de la loi de 1889 prévoit cette hypothèse « les droits dont le retrait a été prononcé sont délégués par le Tribunal soit à des parents des mineurs, soit

à des particuliers, jouissant de leurs droits civils. « Dans l'article 302 du Code Civil, sur le Divorce, il est prévu que les enfants peuvent être confiés aux soins « d'une tierce personne ». Cet enfant doit pouvoir être protégé contre ses gardiens. La loi de 1889, comme la réglementation du divorce, permettent toujours de revenir devant le Tribunal et de modifier la mesure de garde. Cependant la pratique a montré qu'il est souvent utile, sans avoir à recourir à une modification de garde, de surveiller, d'aider, de conseiller les gardiens de l'enfant. Le Tribunal, bien entendu a pris sur eux de sérieux renseignements avant de leur confier l'enfant ; cependant, malgré cela, ils peuvent être honnêtes, pleins de bonne volonté et d'affection pour l'enfant, mais peu capables, ignorants. L'institution de l'Assistance Educative vient donner toute sécurité au Président du Tribunal, qui ne perdra pas de vue l'enfant dans son nouveau foyer et sera immédiatement prévenu de tout incident par le délégué à l'Assistance Educative.

Un jugement de déchéance du Tribunal de Lyon, du 24 Octobre 1938 a déchu les parents C..., de leurs droits de garde sur leurs enfants qui ont été confiés à leur grand-mère, sous surveillance et Assistance Educative, exercée par le Sauvetage de l'Enfance.

Si ce procédé n'est peut-être pas d'une légalité absolue (il faudrait d'abord un jugement de déchéance statuant sur la garde, puis une ordonnance du Président du Tribunal), il est, du moins, conforme à l'esprit du texte et aux besoins pratiques de protection de l'enfant.

On pourrait même, d'une façon analogue, envisager l'organisation d'une surveillance sur l'enfant confié dans

ces conditions à une institution charitable, ceci à l'instar de la liberté surveillée.

10. Bien plus, un problème de Droit international privé peut même se poser ; l'Assistance Educative peut-elle être appliquée à des *étrangers* ?

La question de l'application de la loi sur la déchéance de puissance paternelle à des étrangers a été sujette à beaucoup de controverses. La jurisprudence est restée hésitante pendant longtemps. La doctrine se partageait entre la théorie du « Statut personnel » et celle de la « Loi de police et de sûreté ». Certains auteurs pensaient que la loi de 1889 touchant à l'organisation de la famille et à la puissance paternelle, traite une question de statut personnel, donc n'est pas applicable aux étrangers qui, à ce point de vue, ne relèvent que de leur loi nationale. D'autres craignaient que l'application de cette loi ne donna lieu à des difficultés d'ordre international ou administratif (charge d'enfants étrangers gênant notre Assistance publique). Certains, enfin, voient des difficultés dans le fait que, si la déchéance peut être prononcée en vertu de la loi française, du moins la dévolution des droits de puissance paternelle et l'organisation de la tutelle doivent être réglées par la loi nationale des parents étrangers. A tous ces auteurs s'opposaient les partisans de la théorie qui considère uniquement la loi de 1889 comme une loi de police et de sûreté applicables aux étrangers résidant en France, conformément à l'article 3 du Code Civil. Ce sont ces derniers qui l'emportèrent. « De nos jours, cette controverse est définitivement résolue en doctrine et en jurisprudence ; c'est une loi de police et de sûreté dont

les prescriptions s'imposent à tous et protègent tous ceux qui résident sur le territoire français ». (Supplément au Code de l'Enfance, pp. 223 et suiv.).

L'Assistance Educative va, sans aucune hésitation, être appliquée aux étrangers ; elle a, au premier chef, un caractère de surveillance, de police et, nous l'avons vu, ne porte aucune atteinte au statut personnel des parents ou de l'enfant.

La pratique, en fait, montre une application fréquente de cette mesure à des étrangers, plus ou moins désaxés, peu au courant de nos habitudes et de nos ressources. Ces foyers misérables ont, plus que d'autres, besoin d'assistance et de surveillance.

Quand les parents quittent la France, bien entendu, la surveillance tombe automatiquement.

CHAPITRE II

Procédure

La procédure très simple de l'Assistance Educative est indiquée par le texte même du Décret de 1935 : c'est une ordonnance prise par le Président du Tribunal civil sur requête du Ministère public.

Là encore, domine l'idée de « protection de l'enfant » d'abord. On a choisi la procédure la plus simple, la plus rapide que peut fournir l'appareil de la Justice. Il faut pouvoir agir vite. Une telle procédure convenait aussi à cette pratique, déjà introduite, de faire surveiller la famille et d'essayer de la réadapter, avant que soit prise toute mesure de déchéance, ou durant la longue procédure nécessaire pour cette déchéance. L'ordonnance de l'Assistance Educative permet d'exercer légalement cette action préventive si nécessaire.

Nous allons étudier les étapes successives de l'application de cette mesure de l'Assistance Educative, susceptible de protéger si efficacement les enfants en danger moral.

L'Assistance Educative peut être décidée après une procédure particulière spécialement entreprise à cet effet précis. Elle peut être aussi décidée au lieu et place d'une déchéance, par conséquent à la suite d'une procédure de déchéance. Enfin, elle peut intervenir comme mesure complémentaire d'une décision de garde prise dans un jugement de déchéance partielle. Dans ces deux derniers cas, les éléments essentiels de la procédure propre de l'Assistance Educative se retrouvent: dépistage, enquête, requête du Procureur et ordonnance du Président du Tribunal. Dans la pratique, ainsi qu'il sera vu plus loin, la distinction de ces procédures n'apparaît qu'après l'enquête, ou plus tard.

I. LE DÉPISTAGE. COMMENT IL S'OPÈRE

Le texte même du Décret-Loi de 1935 ne donne aucun renseignement sur le point de départ et les conditions du dépistage des enfants malheureux ou en danger dans leur famille. Il expose la procédure seulement à partir de la requête du Ministère public. Il importe d'envisager comment le Procureur peut avoir connaissance des faits qui sont à l'origine de l'action.

Ils lui sont signalés comme le sont tous les faits délicieux susceptibles d'entraîner une action quelconque. C'est une des fonctions du Ministère public, représentant de l'Etat, de faire respecter l'ordre public et de protéger tout individu. Ici son rôle apparaît comme particulièrement important, puisqu'il s'agit de protéger les personnes les plus faibles qui soient, les enfants, contre

ceux-là même qui devraient les protéger et les défendre, leurs parents, et qui faillissent à leur devoir.

Le Procureur devra donc rechercher tous les cas où son intervention pourrait être nécessaire. Il devra accueillir et même provoquer toutes les déclarations à ce sujet.

L'initiative privée va avoir à jouer à ce point de vue un rôle très grand. Toute personne a non seulement le droit, mais le devoir, de signaler à la Justice les enfants qui lui semblent maltraités, privés de soins ou de soutien dans leur famille, en somme en danger physique ou moral (1). En pratique, il arrive très fréquemment que des voisins, des personnes en rapport avec l'enfant ou avec sa famille, des oncles ou des tantes, des parents plus éloignés, pris de pitié ou d'indignation, viennent trouver le Procureur pour lui exposer les faits et les manquements dont ils sont témoins.

Bien souvent, certaines personnes, n'osant pas faire leur devoir jusqu'au bout ou craignant des représailles, emploient le procédé plus discutable de la lettre anonyme. D'autres fois aussi, certains particuliers s'adressent aux agents de police ou directement aux Commissaires de police. Ceux-ci font une enquête puis transmettent ses résultats au Procureur de la République. Dans le département de la Seine, le 5^e Bureau de la Direction de l'Hygiène, de la Protection de l'Enfance et du Travail est chargé de centraliser les questions con-

(1) Cf. à ce sujet, dans la revue *L'Enfant*, Mars 1934, n° 326, l'article de R. Russier : « Liguons-nous contre les tortionnaires d'enfants ».

cernant la protection de l'enfance et tout particulièrement de l'enfance malheureuse. « Informé de l'état d'abandon dans lequel se trouve un enfant, ou des mauvais traitements qu'il subit, le service prescrit une enquête immédiate par le Commissaire de Police, et la procédure établie par ce magistrat est transmise dès sa réception au Parquet » (L. Joyeux. « Le problème de l'enfance délaissée dans le département de la Seine »). Très fréquemment, des faits de ce genre, d'abandon ou de négligence, sont constatés directement par des membres d'Associations charitables, de Visiteuses de l'Enfance, d'Assistantes sociales, ou portés indirectement à leur connaissance. Les Visiteuses et les Assistantes sociales sont en contact permanent avec tous les milieux sociaux par les dispensaires, les écoles, les usines, les gouttes de lait, etc. Leur grande pratique, leur connaissance parfaite du milieu, leur permettent de remarquer très vite les familles déficientes ou coupables. Elles opèrent ainsi une sorte de tri préliminaire. Ce n'est qu'à bon escient, et pour des raisons réellement valables, qu'elles prennent la décision de signaler au Procureur de la République les familles à l'égard desquelles une mesure légale de protection ou d'assistance mérite d'être prise. Cette façon de faire évite une trop grande surcharge du cabinet du Procureur.

Ici, il faut noter le rôle des Assistantes de police, malheureusement en trop petit nombre actuellement, puisqu'il n'en existe que quelques-unes en France, depuis leur création en 1935, en particulier à Paris, à Lyon, à Grenoble. Dépendant de la Police d'Etat, elles sont spécialisées pour tout ce qui touche l'enfance et la

famille dans le fonctionnement général des services de police. Leur action de dépistage est extrêmement efficace : nous verrons plus loin leur utilité fort grande dans les enquêtes.

L'Administration aussi prend part au dépistage. L'Assistance publique n'oublie pas son rôle tutélaire sur tous les enfants malheureux. Elle signale de nombreuses affaires de ce genre à la Justice. Elle n'accorde, en effet, de secours, en argent ou en nature, qu'après une enquête officielle par ses services. Cette enquête révèle souvent non pas seulement une misère à soulager, mais des négligences plus ou moins graves des parents. L'Assistance publique prévient alors le Procureur de la République qui donnera une solution.

Le rôle du Procureur est de première importance. C'est à sa connaissance que tous les faits de cet ordre sont portés. Il lui appartient d'examiner tous ces faits, de les étudier, de faire la discrimination de leurs divers éléments. Devant lui, viendront la masse des dénonciations calomnieuses de voisins qui veulent nuire par jalousie ou se venger « en faisant arriver des histoires », celles de la dame trop sensible qui ne peut entendre crier un bébé capricieux sans évoquer un enfant martyr. Il y a là tout un côté quelque peu lamentable ou caricatural. Mais, à côté de cela, il y a les déclarations sincères de gens pleins de pitié pour de pauvres petits pour qui foyer et famille ne sont pas synonymes de tendresse et d'affection.

A côté de ce tri essentiel, il y a la décision à prendre. Chaque cas présente ses caractères particuliers. Faut-il poursuivre une déchéance ou bien transmettre l'affaire

au Tribunal correctionnel chargé de réprimer et de punir avec sévérité les bourreaux d'enfants ? Faut-il demander au contraire une Assistance éducative ? Ou faut-il classer l'affaire sans suite ? Le Ministère est en effet le maître de décider d'une enquête et des mesures à prendre.

Une question se pose. La Loi de 1889, par son article 3 (modifié par la loi de 1921) donne aux parents de l'enfant, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, et pour les enfants naturels, au conseil de tutelle (Art. 113 du Code de la Famille), le droit d'intenter l'action en déchéance. Peuvent-ils également provoquer la mesure d'Assistance Educative ? Le Décret-Loi est muet sur ce point, et il semble bien que ce silence ait été voulu. Les parents de l'enfant n'ont pas ici un rôle privilégié : ils devront s'adresser au Procureur comme toute autre personne, pour lui demander de prendre une mesure de protection.

Cette mesure, le Procureur ne pourra la décider qu'après enquête.

II. L'ENQUÊTE

En quoi consiste cette enquête ? — La Loi de 1889 donne d'utiles précisions sur ce point important. On peut les exposer d'après le Code de l'Enfance, page 254. Le Procureur doit faire faire une enquête sommaire, premier acte de la procédure lorsque la déchéance est introduite par le Ministère public : en cas de déchéance demandée par la famille, cette enquête est faite après

communication du mémoire introductif au Ministère public ; elle est prescrite par l'article 4, paragraphe 1.

L'enquête a un double objet « elle doit porter sur les faits constitutifs de la demande en déchéance (du moins lorsqu'il n'y a pas un fait précis (condamnation des parents) pouvant entraîner la déchéance facultative), et, d'autre part, elle doit encore, et en tout cas, porter, aux termes de la loi, sur la situation de famille du mineur et sur la moralité de ses parents connus. Son but est de réunir dès le commencement de la procédure toutes les informations de nature à éclairer le Juge relativement à la déchéance et à la tutelle de l'enfant, afin que, lorsqu'il prendra une décision, il sache si la famille a une existence sérieuse et quelles ressources elle peut offrir pour l'éducation de l'enfant. (Rapport Courcelles-Seneuil, dans Leloir, t. II, annexe, p. 233).

Dans le cas de l'Assistance Educative, le premier objet de l'enquête est le même ; il faut savoir si les faits, qui ont été portés à la connaissance du Ministère public, sont exacts. Le second objet de l'enquête paraît moins utile ; si dès l'abord, le Procureur ne peut poursuivre qu'une Assistance Educative, les renseignements sur les autres parents de la famille sont de moindre importance, puisqu'il ne va pas s'agir de constituer une tutelle à l'enfant ou de lui chercher un placement. L'enquête doit surtout procurer le plus de renseignements possible sur la famille même, ses habitudes, sa façon de vivre, l'état des relations entre parents et enfants, etc.

Il s'agit là d'une enquête très délicate, infiniment plus difficile qu'une enquête en vue d'une déchéance. Il ne s'agit pas de faits vérifiables, nettement caractérisés :

prostitution de la mère, mauvais traitements laissant des traces de sévices sur l'enfant, ivrognerie patente des parents. L'Assistance Educative, nous y avons insisté plus haut, sera nécessitée beaucoup plus par des abstentions coupables, des négligences graves d'éducation ou de soins, par toute une ambiance mauvaise et inquiétante pour l'avenir physique et moral de l'enfant. Ce sont, pour autant, des faits matériels et psychologiques qu'il faudra vérifier et apprécier. La matière est infiniment délicate.

Pour que ces enquêtes soient faites convenablement, il faut observer la vie même de la famille, ses conditions. Il y a, à ce propos, toute une série de nuances à saisir et à juger au point de vue de l'avenir de l'enfant. Ce qu'il faut apprécier exactement, ce sont non seulement les faits, mais leurs conséquences pour l'enfant.

Par qui vont être faites ces enquêtes ? — Dans la pratique habituelle, une première et rapide enquête est demandée au Commissaire de police, qui fera procéder aux premières vérifications d'identité, de domicile, d'état civil, et qui aussi confirmera l'exactitude matérielle des faits signalés. Dans les campagnes, les petites villes, cette première enquête sera effectuée par les soins de la gendarmerie. Mais, dans presque tous les cas, les informations ainsi fournies ne sont pas suffisantes. Pour l'enquête plus approfondie nécessaire ici, le Ministère public a besoin de l'action d'enquêteurs plus spécialisés dans ces questions difficiles. Certains inspecteurs de la sûreté peuvent en être spécialement chargés. Sur ce point, il faut se féliciter de la création des Assistantes

de Police dont il a été parlé plus haut. Elles ont acquis, du fait de leur formation, une compétence spéciale dans toutes ces questions. Elles savent observer et retenir les petits détails qui en disent long à une personne avertie et, au contraire, passent inaperçus à un enquêteur non spécialisé, si attentif qu'il soit. Or, ce sont ces petits détails qui montreront les lacunes et les défauts de tout le fonctionnement matériel et moral d'un milieu familial, d'une éducation. Une femme, pour toutes ces questions d'intérieur et de foyer, sera toujours un meilleur juge. Elle seule pourra facilement, et de suite, voir ce qui ne va pas ; elle en trouvera sans difficulté la raison. L'assistante de police, dans son costume sobre, passe inaperçue, vis-à-vis du quartier, des voisins. Ceci est capital en matière d'enquête pour l'Assistance Educative, puisqu'on veut précisément éviter de donner à cette mesure un caractère pénal de sanction. Enfin, il faut souvent interroger les enfants. Quelqu'ennuyeux que cela soit, ceci est fréquemment nécessaire. Or, une femme pourra le faire plus maternellement et saura éviter de poser l'enfant en accusateur de ses parents, ce qu'il faut éviter à tout prix.

A Paris, en Juin 1930, le Préfet de Police a décidé la création d'une « Brigade de protection des mineurs » comprenant 1 brigadier-chef, 2 sous-brigadiers et 12 inspecteurs. Elle rend de très grands services. D'autre part, à défaut des Assistantes de police, trop rares et numériquement insuffisantes, des Assistantes sociales peuvent être utilisées et font d'excellentes enquêtes qui donnent toutes satisfactions aux magistrats (Jacqueline Hébrard. « Le Service Social auprès de l'Enfance », p. 102). A

Paris, ce sont les Assistantes du Service Social de l'Enfance (rue du Pot de Fer) qui sont chargées de ces enquêtes ; elles y apportent la même compétence, la même sollicitude, le même dévouement que les Assistantes de police.

Les Maires des communes rurales sont souvent chargés de fournir des renseignements sur les familles douteuses signalées au Parquet à fin d'assistance éducative. Les Maires connaissent presque toujours, et de longue date, leurs administrés ; ils répondent donc en connaissance de cause à ces demandes de renseignements. Mais, par cela même, ils sont en bons ou en mauvais termes avec leurs électeurs. Les renseignements fournis risquent de perdre leur objectivité et d'être sujets à caution.

Si le Service Social rural était plus développé, l'Assistante Sociale rurale pourrait parfaitement remplir ce rôle d'enquêtrice.

Dans la procédure de déchéance, il est prescrit, à peine de nullité, de requérir l'avis du Juge de Paix du dernier domicile ou de la dernière résidence du défendeur. Le Décret-Loi de 1935 ne mentionne pas une telle prescription ; il n'est donc pas obligatoire de prendre l'avis du Juge de Paix à propos de l'opportunité d'une mesure d'Assistance Educative. Le Ministère public peut toujours, au reste, réclamer cet avis et le joindre au résultat de l'enquête.

Dans les cas de déchéance de plein droit ou de déchéance facultative intervenant à la suite de condamnations (article 2, paragraphes 1 à 6), l'enquête se borne à la réclamation d'un casier judiciaire. Dans le cas de déchéance facultative prévue par l'article 2, paragra-

phe 6, une enquête doit prouver que les père et mère compromettent santé, sécurité ou moralité de leur enfant.

Pour l'Assistance Educative, l'enquête est toujours un élément obligatoire de la procédure.

III. LA REQUÊTE DU MINISTÈRE PUBLIC

Sur la base des informations fournies par l'enquête, le Ministère public est alors appelé à prendre une grave décision. Devra-t-il poursuivre l'Assistance Educative ? Ou la déchéance ? Ou classer l'affaire sans suite ? On voit quelle responsabilité il a à assumer en l'occurrence. A la vérité, ce n'est point lui qui décide, ce sont les magistrats qui ordonnent les mesures, mais ils jugent sur le rapport du Ministère public. Ils sont donc forcément influencés par la façon dont les faits sont présentés dans la requête. D'autre part, le Ministère public peut classer l'affaire sans suite. L'avenir, la santé, donc la vie même des enfants peuvent dépendre de sa décision. Leur seule chance de devenir honnêtes et bien portants dépend quelquefois de cette décision. Suivant ce qu'elle sera, ils peuvent, ou non, retomber dans le milieu où ils seront contaminés, dévoyés, définitivement perdus.

Mais, d'un autre côté, on doit tenir compte d'une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 21 Septembre 1889 : « Le rôle du Ministère public est tracé par la nature même de ses fonctions. Il doit s'attacher aux faits judiciairement constatés. Les membres de la famille peuvent, en dehors de toute condamnation, rechercher

les preuves de l'indignité des parents. S'ils les apportent devant le Tribunal, le Ministère public donnera son avis motivé. Il ne se refusera pas davantage, tout en réservant la liberté de son appréciation, à l'examen scrupuleux des faits dont la gravité serait telle que l'autorité administrative croirait devoir les lui signaler. Mais quand il n'est saisi par aucune intervention légitime, ni par aucun accident d'ordre judiciaire, il n'appartient pas au magistrat d'ouvrir des investigations sur la vie privée de ses concitoyens, ni d'exercer sur eux une sorte de censure morale ».

Depuis 1889, les idées sur la question de la Puissance paternelle ont singulièrement évolué. Ce texte, qui visait à calmer les inquiétudes devant les audaces d'une loi nouvelle, n'a plus guère de valeur de nos jours. La nécessité de protéger l'enfant doit faire céder l'indépendance jalouse des familles. Il en reste cependant un avertissement aux tendances inquisitoriales de la puissance de l'Etat qui s'ingère de plus en plus dans le domaine de la vie privée. Mais le tact et le bon sens des magistrats leur a fait éviter le double écueil, d'une faiblesse coupable et d'une inquisition trop poussée. Il convient de leur rendre hommage à ce point de vue.

Si le Ministère public constate que les faits qui lui ont été signalés ont été vérifiés par l'enquête et semblent nécessiter une surveillance et une assistance dans la famille, il rédigera une requête qu'il présentera au Président du Tribunal. Dans cette requête, les faits sont énumérés brièvement et une solution proposée: l'Assistance Educative.

IV. L'ORDONNANCE DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL

Le Président du Tribunal va, à son choix, ordonner ou non l'Assistance Éducative.

Le Magistrat compétent est le Président du Tribunal civil du lieu de résidence des parents, ou de tous ceux, tuteurs ou gardiens, à qui sera appliquée la mesure.

A Paris, l'Assistance Educative, comme toutes les questions de déchéance ou de protection des enfants, est du ressort du Tribunal pour Enfants et Adolescents. C'est le Président de ce Tribunal qui ordonnera donc l'Assistance Educative.

Comme toute ordonnance, l'Assistance Educative sera prononcée après une procédure simplifiée. Pas de notification de mémoire aux parents, pas de rapport du Juge à jour indiqué, pas de citations à l'audience. Le Ministère public présente sa requête au Président du Tribunal qui prend sa décision et signe l'Ordonnance.

Comment les parents vont-ils être mis au courant de cette mesure ? — Le décret-loi n'a rien prévu et la pratique courante des ordonnances ne nous apprend rien à ce sujet.

Il n'y a pas lieu à signification. Or, des inconvénients sérieux résultent de cette façon de faire. Les familles accueillaient fort mal les délégués, niaient leur mission, refusaient de se soumettre à leur contrôle. Pour suppléer à ce défaut, les magistrats du Parquet ont pris

l'habitude de convoquer les parents dans leur cabinet et de leur apprendre que cette mesure vient de leur être appliquée. Ils expliquent en quoi elle consiste. Ils montrent qu'en somme, c'est une mesure de faveur qu'on leur applique, mais que c'est aussi un avertissement. La Justice, par l'intermédiaire de la Déléguée à l'Assistance Educative les surveille. Si leur conduite à l'égard de leurs enfants n'est pas sérieusement améliorée, s'ils ne suivent pas les conseils de la Déléguée, ils seront privés de leur droit de garde ou déchus de la puissance paternelle.

Le Parquet peut aussi, sans convoquer les parents, leur envoyer, par l'intermédiaire des Commissaires, des imprimés leur expliquant la mesure dont ils sont l'objet.

Bien entendu, lorsque l'Assistance Educative est ordonnée en place d'une mesure de privation de droit de garde ou de déchéance, les parents sont prévenus immédiatement puisqu'ils ont été cités à l'audience. Le Président rend son ordonnance à la fin de l'audience, après lecture du jugement de non lieu à déchéance. On explique de suite aux parents, s'ils sont présents, en quoi consiste la mesure de l'Assistance Educative.

Cette compétence du Président du Tribunal est-elle exclusive ? — La question se pose en pratique lorsqu'une affaire de déchéance va en appel. Ce peut être le Ministère public qui interjette appel à la suite du rejet d'une demande de déchéance ; l'appel peut, au contraire, venir des parents contre lesquels le Tribunal a prononcé la déchéance de puissance paternelle.

La Cour va-t-elle pouvoir décider la mesure d'Assis-

tance Educative, solution plus rigoureuse que celle du Tribunal dans le premier cas, ou mesure de faveur à la place de la déchéance dans le second cas.

Pour rester dans l'esprit large et souple du Décret-Loi, il faudrait peut-être répondre affirmativement. Cependant, la pratique courante a tendance actuellement à s'en tenir sur ce point au texte même du Décret. C'est le Président du Tribunal qui, seul, peut ordonner cette mesure. Elle ne présente pas d'ailleurs de grands inconvénients, sauf peut-être la possibilité d'un certain retard. Le Ministère public peut toujours, après un rejet de déchéance en appel, saisir à nouveau le Président du Tribunal d'une requête aux fins, cette seconde fois, d'une ordonnance d'Assistance Educative.

Les parents auront-ils recours contre cette décision ?

— Cette ordonnance, prise sur requête, est un exercice de juridiction gracieuse. Elle n'est donc pas susceptible d'appel. Cependant, son caractère pénal, si atténué qu'il puisse être, aurait peut-être pu faire prévoir une voie de recours.

Les Décrets-Lois de 1935 ont fixé l'emploi de la même procédure de l'ordonnance pour statuer sur le sort des enfants vagabonds et pour réglementer l'exercice du droit de correction des parents. Dans les deux cas, les textes mêmes des deux décrets comprennent l'organisation d'un recours contre les ordonnances du Président du Tribunal.

Dans le premier cas, l'enfant « en état d'abandon » ou ses parents peuvent faire appel sur la décision du Tribunal devant la Chambre du Conseil de la Cour

d'Appel (Décret abrogeant les articles 270 et 271 du Code Pénal). Il faut ici noter une curieuse différence de juridiction : Président du Tribunal en première Instance et Chambre du Conseil en Appel.

Selon le Décret-loi modifiant les articles 376 et suivants du Code Civil, l'enfant placé par suite de l'exercice du droit de correction du père pourra s'adresser au Procureur général de la Cour d'Appel qui en référera au Premier Président de cette Cour. Celui-ci pourra modifier ou révoquer les mesures prises par le Président du Tribunal. Au contraire, le Décret-loi qui concerne l'Assistance Educative ne parle de recours en aucune façon. Il faut donc admettre qu'il n'est pas possible, dans les conditions actuelles de la Loi, de s'élever contre une ordonnance d'Assistance Educative.

CHAPITRE III

Effets de l'ordonnance d'Assistance éducative

Le Président du Tribunal va nommer, par ordonnance, une personne qui sera chargée de surveiller et d'assister la famille. Nous avons vu que c'est dans ce choix direct, par la Justice, d'un collaborateur privé que cette Assistance Educative se caractérise.

Il convient d'étudier ce qui va dicter le choix du délégué, quel sera son rôle et ses moyens d'action.

I. CHOIX ET NOMINATION DU DÉLÉGUÉ

Le Décret-loi laisse le soin du choix du délégué au Président du Tribunal, mais il énumère toute une série de personnes qui peuvent exercer ce rôle.

Faut-il considérer cette énumération comme limitative ? Il semble qu'avant même d'aller plus loin dans cette étude, on puisse répondre à cette question par la

négative. Le terme « particulier qualifié » est assez vague pour permettre une extrême liberté de choix au magistrat.

L'Assistance Educative sera exercée soit par le personnel des services sociaux, soit par des institutions agréées par l'autorité administrative ou le Tribunal, soit encore par des particuliers qualifiés.

**A. — Personnel des services sociaux
ou des institutions agréées.**

Ce qui sera délégué n'est pas une personne nommément déléguée, mais un membre d'un groupement organisé, groupement qui, lui, sera désigné. C'est le service, l'œuvre qui est chargé de faire exercer la surveillance, l'assistance, et qui le fera faire par une personne effectivement désignée par lui. La Justice se décharge ainsi du choix du délégué sur le service ou l'œuvre qui a mérité sa confiance : mais c'est, pour les magistrats, une garantie de durée, de continuité, de compétence. Un groupement est plus sûr et plus stable qu'un individu

1. — L'Assistance Educative peut être exercée par le *personnel d'un service social*.

Que doit-on entendre exactement par « service social » ? Il faut ici prendre bien soin de distinguer. Ce mot de service social est, en effet, souvent employé pour désigner l'ensemble d'un mouvement avec sa méthode et son but propre. C'est dans ce sens que le Dr Sand (*Revue du Service social*, Janvier 1927), dans un article sur les « Ecoles du Service social » disait que « le Ser-

vice social, c'est l'ensemble des efforts volontaires tendant, par des méthodes scientifiques, à parer aux besoins d'origine sociale ». Dans ce sens, l'expression « service social » est la traduction du « social service » anglais qui a la même signification. Mais le mot « service social » est aussi employé pour désigner l'organisme qui effectue ce travail. C'est dans ce sens qu'il faut le prendre dans notre texte. On peut reprendre ici la définition donnée par P. Levy Falco dans « Les Auxiliaires sociales » (p. 7) : « Les services sociaux sont les services auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociale, institutions dont au sein des administrations publiques, des entreprises et des œuvres privées, ils améliorent le rendement en vue de pourvoir, par l'aide préventive, aux besoins d'origine sociale de l'homme ». C'est la terminologie adoptée par les techniciens de l'assistance sociale et les textes officiels. Ces services sociaux peuvent donc dépendre de divers organismes publics et privés. Dans le texte du Décret-loi, il faut voir la première consécration officielle du rôle des services sociaux auprès du Tribunal.

Comme on l'a vu plus haut, le premier a été créé à Paris : c'est le Service social de l'Enfance en danger moral. C'est en quelque sorte pour légaliser son activité que le Décret-Loi de 1935 a été pris (cf. p. 43). Depuis 1935, d'autres services sociaux auprès du Tribunal se sont peu à peu organisés à Montpellier, Toulouse, Nancy, Amiens, Lille, Avignon, Nice, Grenoble, etc. Dans beaucoup d'autres villes, il n'existait pas de services sociaux proprement dits. Mais l'Assistance Educative n'en a pas moins fonctionné dès le début.

2. — Elle était alors exercée par le *personnel des Institutions agréées par l'Autorité administrative ou par le Tribunal*. Ces institutions agréées sont pour la plupart des organismes fonctionnant déjà depuis longtemps en tant qu'œuvres protectrices de l'enfance. Ce sont ainsi les diverses Sociétés de patronage qui, depuis la fondation, en 1893, de l'Union des Sociétés de Patronage, se sont considérablement développées en France. On compte plus de 120 œuvres fonctionnant ainsi auprès des Tribunaux de province pour recueillir les mineurs et exercer la liberté surveillée. On peut dire qu'elles ont été les pionniers de tout ce mouvement d'aide aux enfants délinquants, prédélinquants ou en danger moral. Leurs membres fournissent de nombreux délégués à la liberté surveillée. Il a été tout naturel d'avoir recours à ces personnes habituées à exercer, pour le Tribunal, une surveillance dans les familles. Comme pour les délégués à la liberté surveillée, on n'exigera pas que ces associations soient reconnues d'utilité publique ou déclarées à la Préfecture. Il suffira qu'elles soient agréées par le Tribunal (cf. Luaire, op. cit., p. 66). Telles sont, à Lyon, la Société lyonnaise de Sauvetage de l'Enfance et la Société de Patronage des libérés, sociétés qui, d'ailleurs, ont fusionné. On rencontre aussi, dans les Comités de défense des enfants traduits en justice, un personnel dévoué, s'intéressant à ces questions ; on pourra donc charger ces Comités de la surveillance éducative de telle ou telle famille. Mais on peut faire le reproche à ces organismes d'être souvent trop juridiques, trop théoriques. On leur préférera alors des orga-

nismes purement d'assistance, qui seront peut-être plus à même d'apporter aide et conseil dans les familles en surveillance éducative. Certaines œuvres de Protection de l'Enfance, de Croix Rouge, pourront aussi être désignées, suivant les cas, par le Président du Tribunal ; c'est ce qui se passe à Bordeaux pour la Fédération des œuvres girondines de la Protection de l'Enfance.

Enfin, en dehors du personnel de ces divers organismes, les magistrats peuvent faire appel à des particuliers.

B. — Particuliers qualifiés.

* Ces particuliers sont alors désignés nommément dans l'ordonnance d'Assistance Educative.

Le mot « particuliers qualifiés » est vague, on l'a dit plus haut, mais la suite du texte montre bien les désirs du législateur : « notamment assistante sociale ou visiteuse de l'enfance ». Il a voulu que ce soient des personnes habituées au travail social et le faisant d'une manière scientifique, mais avec cœur cependant.

Assistances sociales ou Visiteuses de l'Enfance ont dû faire des études spéciales et leur capacité est sanctionnée par un examen. Un décret du 12 Janvier 1932 institue « un brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'assistant ou d'assistante de service social, diplômé de l'Etat français. Il sera décerné aux personnes ayant suivi les cours d'une école de service social agréée à cet effet, ayant subi avec succès un examen devant un jury nommé par arrêté ministériel ». Depuis un Décret du 13 Janvier 1938, les études jusque-là assez

différentes, des Assistantes sociales et des Visiteuses plus médicales, sont unifiées. Le même examen donne le diplôme d'Assistante de service social diplômée de l'Etat français. Le titre de Visiteuse est supprimé. Il n'y a plus qu'Assistantes sociales et Infirmières diplômées.

L'Etat s'intéresse de plus en plus au développement du Service Social. En effet, d'après l'article 6 de la Loi du 15 Octobre 1940 fixant les attributions des Directeurs régionaux de la Santé et de la Famille (*Journal Officiel* du 9 Novembre 1940), ceux-ci sont considérés comme chefs des Services d'Assistance sociale de la région.

Ce texte précise : « Les Infirmières visiteuses et Assistantes sociales, qu'elles appartiennent aux Services publics d'Hygiène ou d'Assistance et qui relèvent à ce titre de l'autorité directe des Directeurs régionaux, qu'elles appartiennent à d'autres services publics ou à des institutions privées quelle qu'en soit la nature et qui relèvent à ce titre de leur contrôle, participent obligatoirement à l'organisation régionale du Service Social et au fonctionnement de ce service qui est réglementé par les soins des Directeurs régionaux ». Une circulaire du Secrétariat d'Etat à la Santé et à la Famille du 20 Mai 1941 précise que le développement du Service Social pose de sérieux problèmes d'organisation. Ce service, qui ne doit pas prendre le caractère d'une entreprise d'Etat, s'assurera le concours des organismes existants tout en coordonnant leur activité grâce à des comités de liaison.

Il est intéressant de comparer cette liste de délégués à l'Assistance Educative avec celle des personnes char-

gées de la liberté surveillée par la Loi de 1912. « Peuvent être nommés délégués, les membres des Sociétés de patronage, des Comités de défense des enfants traduits en justice, des Institutions charitables agréées par le Tribunal » ; peuvent l'être aussi « des particuliers choisis directement par le Tribunal ». Ces deux mesures ont, en somme, un recrutement assez analogue en ce qui concerne le personnel. Vers 1912, si le dévouement aux œuvres de protection de l'enfance malheureuse était très actif, la notion de service social n'était pas encore apparue chez nous. Depuis la guerre de 1914-18, elle s'y est considérablement développée. On a reconnu la supériorité de personnes préparées à ce rôle de délégué d'une manière rationnelle et scientifique. C'est pour cela que le Décret-loi insiste sur le personnel social. Bien entendu, ceci n'est qu'une suggestion. Le Tribunal a toute liberté pour désigner les personnes que leurs capacités, leurs qualités personnelles rendent aptes à bien remplir ce rôle.

Quelles seront les conditions auxquelles ces personnes devront satisfaire ?

II. CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE DÉLÉGUÉ

Le texte ne pose aucune condition pour être chargé de l'Assistance Educative, mais par analogie avec la liberté surveillée et par l'expérience acquise, on peut ramener à deux catégories les conditions exigibles : conditions légales, conditions pratiques.

A. — Conditions légales.

Il faut se rapporter à la circulaire du 30 Janvier 1914 sur les délégués à la liberté surveillée : « Les délégués devront être majeurs. En principe et sauf exception justifiée par une situation particulière, ils seront de nationalité française. Leur passé sera, dans tous les cas, irréprochable ».

1. MAJORITÉ : cette condition est absolument indispensable. Dans la pratique, on voit qu'il y a intérêt à élever l'âge limite des délégués à l'Assistance Educative. Un délégué à la liberté surveillée, même très jeune, peut avoir beaucoup d'influence sur un délinquant à redresser. Peut-être, dans certains cas, peut-il même intervenir une sorte de camaraderie entre lui et le mineur. Par contre, dans le cas de l'Assistance Educative, les conditions sont autres. Ce sont les parents qu'il faut conseiller et aider ; un certain âge seul peut donner assez d'autorité à la personne chargée de la surveillance éducative.

2. PASSÉ IRREPROCHABLE. A ce propos, la circulaire précisait que lorsqu'il s'agit de personnes n'étant pas directement connues du Tribunal, « il sera procédé à une enquête à la fois discrète et approfondie, destinée à fournir toutes les sûretés requises ».

3. NATIONALITÉ FRANÇAISE. Dans l'idée du législateur de 1914, c'était une sûreté de plus. Il faut la conserver.

4. SEXE. D'après la Loi de 1912, les délégués sont spécifiés pouvoir être « de l'un ou l'autre sexe ». Il ne

fait pas de doute qu'il en va de même pour les délégués à l'Assistance Educative. Cependant, certains comme M. Fuster, voudraient voir ce rôle réservé aux femmes. « Dans le domaine de l'aide sociale, de la protection de l'enfance, les qualités d'un enthousiasme initial, puis de patience et de précision dans la réalisation, que l'on rencontre si souvent chez les femmes, sont indispensables. Les qualités masculines ne donneraient pas le même rendement » (Edouard Fuster, « Allocution sur l'éducation sociale des femmes » : Compte-rendu général du Congrès des Institutions d'assistance et d'hygiène sociales. Paris, 1921, p. 145). En pratique, les délégués à l'Assistance Educative seront presque exclusivement des femmes. Bénévoles ou professionnelles, c'est leur concours qu'on peut le plus aisément se procurer et ce sont elles qui sont le plus à même d'exercer cette surveillance et cette assistance dans le domaine familial. Aussi, pour cette raison, dans cette étude, parlerons-nous presque toujours de « la déléguée » à l'Assistance Educative.

Il faut noter que toutes les conditions énumérées ci-dessus sont requises du personnel des Services sociaux et des Institutions agréées qui exercent l'Assistance Educative. Mais la pratique amène à réclamer d'autres qualités encore chez les déléguées.

B. — Conditions pratiques.

Dans la pratique, les déléguées doivent, de toute nécessité, présenter certaines qualités personnelles et des connaissances techniques spéciales.

1. QUALITÉS PERSONNELLES. Les déléguées devront avoir tout d'abord un *dévouement sans limites* aux OEuvres de l'Enfance, qu'elles soient professionnelles ou bénévoles ; nous reviendrons plus loin sur ce point. La déléguée ne devra jamais considérer son travail comme un métier quelconque que l'on fait pour gagner sa vie, ou parce que les circonstances vous y ont amené. Il faut qu'elle se consacre à ce travail avec amour et avec flamme. C'est ce qui lui donnera la patience et la ténacité nécessaires pour ne pas céder au découragement, ne pas se laisser rebuter par les échecs ou la mauvaise volonté évidente et manifeste de certaines familles.

Il faut aux déléguées à l'Assistance Educative les mêmes qualités qu'aux Infirmières ; leurs rôles ont d'ailleurs beaucoup d'analogies. Les unes soignent les plaies physiques, les autres, les plaies sociales et morales, souvent aussi rebelles et repoussantes. Si une Infirmière ne doit pas économiser sa peine, si elle doit se lever bien souvent pour surveiller son malade, une Assistante doit retourner aussi souvent qu'il le faut visiter une famille en « état de crise », pour essayer de procurer des secours ou faire les démarches nécessaires.

Les déléguées doivent avoir, en plus, des *qualités de tact et de discrétion* pour que, malgré leur ingérence évidente dans les familles, elles ne soient pas mal accueillies et que l'action éducative puisse s'exercer sans froisser ou vexer ceux qui la subissent. Il faut aussi qu'on ait confiance en elles, qu'on leur livre les ennuis, les préoccupations ; pour cela, on doit compter sur leur discrétion ; sinon, leur influence serait nulle.

La déléguée a besoin d'avoir un *solide bon sens*, un *jugement très objectif*, beaucoup de *calme*. Cela lui est indispensable pour pouvoir juger la vie familiale et mesurer les dangers que courent les enfants.

A côté de ces qualités morales, il faut à la déléguée certaines *qualités physiques* : bonne santé et surtout équilibre nerveux excellent. Si l'assistante, trop fatiguée, perd son calme, elle ne pourra plus conserver le jugement constamment sain qui est indispensable. Le plus petit détail prendra trop d'importance par rapport à l'ensemble, son jugement sera faussé. Si elle s'énervé, se met en colère, elle perdra toute son influence sur la famille.

2. CONNAISSANCES PRATIQUES ET TECHNIQUES. A côté des qualités personnelles, des connaissances pratiques et techniques sont nécessaires à la déléguée à l'Assistance Educative. Ce sont ces connaissances techniques qui font désirer généralement le choix des Assistantes sociales pour ces fonctions de surveillance. Mais de telles connaissances peuvent tout aussi bien se rencontrer chez des particuliers.

Il faut une *connaissance suffisante des lois sociales et d'assistance*, de l'organisation hospitalière, charitable et scolaire de la ville et de la région où se trouve la déléguée. Elle doit pouvoir toujours conseiller et aider la famille, lui donner le renseignement demandé, l'adresse utile. Donnés au bon moment, ces avis suffisent souvent à gagner à jamais la confiance d'une famille primitivement hostile.

Certaines *connaissances de médecine et d'hygiène* sont

aussi nécessaires pour pouvoir orienter les membres de la famille tombés malades, dépister une tare, surtout relever à temps les premiers signes d'apparition d'une maladie pour la faire soigner au plus tôt.

Des *connaissances élémentaires de psychologie* sont aussi indispensables, psychologie générale et, plus particulièrement, psychologie spéciale de l'enfant.

Enfin, une *technique particulière de l'enquête et du travail éducatif* est à la base de toute œuvre efficace. Cette technique ne peut être apprise que par la pratique, par l'expérience journalière. C'est pour cela qu'une déléguée doit être d'un certain âge et posséder une certaine expérience pour réussir dans cette œuvre de surveillance et d'assistance éducative. Dans les Ecoles sociales, les Assistantes apprennent à profiter de l'expérience de leurs aînées.

Cette technique se compose, en fait, d'une série de petits « trucs » pour entrer dans les familles, se présenter, noter rapidement les détails symptomatiques, etc. Elle est d'autant plus nécessaire que, le plus souvent, les parents cherchent à se montrer sous le jour le plus avantageux ; ils cherchent à cacher leurs fautes et leurs erreurs.

Pour nous résumer, nous ne pouvons mieux faire que de citer cette remarque faite par M. Louis Mourier, Directeur général de l'Assistance publique de Paris, faite dans une allocution prononcée à l'Assemblée générale du Service social de l'Enfance de Paris, le 14 Mai 1936 (p. 45 du Compte-rendu) : « L'Assistance sociale est une figure nouvelle, née de notre société d'après-guerre et qui répond à une nécessité des temps modernes. A la

fois conseillère et éducatrice, elle doit posséder des qualités d'activité, de tact, de cœur qui viennent s'ajouter à une instruction professionnelle approfondie ».

III. STATUT JURIDIQUE DU DÉLÉGUÉ A L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

Les délégués à l'Assistance Educative ont une situation juridique assez particulière ; ce ne sont pas des fonctionnaires puisqu'ils n'ont ni traitement, ni statut, mais ils ne sont pas non plus des particuliers absolument libres, puisqu'ils jouent un rôle dans un service public, la Justice, et qu'ils sont astreints à certaines conditions légales.

Les délégués peuvent-ils être assimilés à des mandataires ?

Il faut reprendre à leur propos ce qui a été dit pour les délégués à la liberté surveillée; ils sont des « organes de liaison entre la juridiction et les justiciables » (Passez, Congrès de Bruxelles, 1921). La circulaire ministérielle du 30 janvier 1914 les appelle les « mandataires du juge d'instruction et du Tribunal ». Le délégué à l'Assistance éducative est lui aussi le mandataire du Président du Tribunal vis-à-vis des parents.

Magdeleine Lévy, dans sa thèse sur : Les auxiliaires du Tribunal pour enfants, p. 231, a comparé ce mandat au mandat civil des articles 1984 et suiv. du Code Civil.

Nous pouvons reprendre cette comparaison pour les délégués à l'Assistance-Educative. En effet :

1. Ils agissent au nom d'un tiers dont ils tiennent toute la fonction et qu'ils représentent : Juge d'instruction ou Président du Tribunal pour le délégué à la liberté surveillée, Président du Tribunal pour le délégué à l'Assistance Educative.

2. Comme dans tout mandat, il y a trois parties en présence: le mandant (Président du Tribunal), le mandé, (la famille), et le mandataire (le délégué).

3. La fonction est gratuite.

4. La fonction est ouverte aux femmes comme aux hommes.

Mais il y a aussi des différences importantes. Les causes d'extinction du mandat sont diverses, car le mandant, le Président du Tribunal, peut mourir et cesser ses fonctions, et cependant le mandat durera. D'autre part, par rapport au mandé, la disparition du mandataire ne change pas la situation : le mandat a lieu dans l'intérêt du mandé, la famille, ou même, plus exactement, dans l'intérêt d'un tiers, l'enfant. Enfin, et surtout, le mandant n'est pas engagé par les actes de son mandataire, le Président n'est pas tenu de ratifier les actes du délégué à l'Assistance éducative. Nous avons vu d'ailleurs que la déléguée n'a pas juridiquement le droit de prendre une décision vis-à-vis où à la place de la famille ; l'idée de mandat est donc bien réduite.

Il faut donc dire, avec M. Luairé (op. cit., p. 80) à propos du délégué à l'Assistance éducative comme à propos

des rapporteurs et délégués à la liberté surveillée, que leur rôle est plutôt celui d'un collaborateur, rôle qui ne comporte pas de grands liens juridiques. Au regard de la Loi, le collaborateur est assimilé à un citoyen chargé d'un ministère de service public. Bien que la question ait pu être discutée, il est protégé contre les outrages et les violences par l'article 214 du Code pénal (Revue pénitentiaire, 1910, p. 110 et 374) : « ils puisent dans le mandat qu'ils ont reçu de l'Autorité judiciaire une part de l'autorité qui s'attache aux décisions de justice » (Supplément au Code de l'Enfance, p. 242).

Quels sont les droits et les devoirs du délégué ?

Les droits du délégué à l'Assistance Educative sont peu nombreux ; ils semblent se ramener à deux : droit de pénétrer dans la famille à surveiller, d'inspecter, d'interroger, et droit de signaler, par rapport au Président du Tribunal, le résultat de sa surveillance. Mais si les parents s'opposent à l'exercice par le délégué de son rôle de surveillance, pourra-t-il opposer l'emploi de la force ? A cette question, il faut répondre négativement.

La question a été assez nettement tranchée en ce qui concerne les rapporteurs et délégués à la liberté surveillée (circulaire du 30 janvier 1914), pour qu'aucun doute n'existe en ce qui concerne l'Assistance Educative. Le délégué n'est pas un officier de police judiciaire ; il ne peut qu'en référer au magistrat en cas d'impossibilité de remplir sa mission. M. Guibourg (Revue des Tribunaux pour Enfants, 1914) avait proposé qu'on étende au délégué la protection prévue pour les inspecteurs du travail (article 29 de la Loi sur le travail des femmes et

des enfants du 2 Novembre 1892). Mais il semble que cela changerait le caractère du délégué à l'Assistance Educative, en remettant trop de pouvoir entre les mains de celui qui n'est, malgré tout, qu'un simple particulier. C'est une bonne chose pour lui et pour l'efficacité de sa mission qu'il puisse toujours se retrancher derrière l'autorité du Président du Tribunal.

La déléguée à l'Assistance éducative est tenue au secret professionnel et soumise à l'article 378 du Code Pénal » comme toute personne dépositaire par état ou profession des secrets qu'on leur confie ». C'est une obligation pour elle, mais elle trouve dans ce devoir même un surcroît d'autorité vis-à-vis des familles qui leur accordent plus aisément toute leur confiance. On pourrait sans inconvénient reprendre sur ce point la proposition de M. Félix Martin, faite à la Chambre en 1911, à propos des rapporteurs et délégués. Cette proposition fut alors repoussée, mais MM. Nast et Kleine (Code Manuel des Tribunaux) désireraient la voir établir : elle visait à faire prêter serment aux auxiliaires du Tribunal. Les délégués à l'assistance éducative se verraient ainsi utilement persuadés de la gravité de leur mission ; le public en tirerait peut-être plus de respect et de considération.

Les délégués doivent-ils être des professionnels ou des bénévoles ?

La question a été très discutée de savoir si les rapporteurs et délégués de la Loi de 1912 devaient être professionnels ou bénévoles.

Les créateurs de la Loi de 1912 parurent ne pas envisager que les auxiliaires du Tribunal puissent être autres que des bénévoles. On voulait à tout prix éviter le « fonctionnarisme », et tout ce que ce mot représente, pour certains, de routine et d'égoïsme. On a donc insisté sur le caractère bénévole et sur la décentralisation. Rapporteurs et délégués sont des particuliers responsables individuellement devant ceux qui les ont nommés, c'est-à-dire le Juge d'Instruction et le Président du Tribunal pour Enfants et Adolescents (Magdeleine Lévy, *op. cit.*, p. 230). Aucun financement n'est prévu pour les auxiliaires des Tribunaux pour Enfants et Adolescents, les rapporteurs et délégués peuvent seulement obtenir une indemnité qui leur sera allouée sur leur demande, par un mémoire spécial, et ne pourra dépasser l'indemnité accordée au Juge de Paix en matière civile par le Décret du 8 décembre 1911 et qui est destinée à compenser les frais engagés.

Peu à peu, cependant, on s'est rendu compte de l'avantage qu'il y aurait à employer, à côté des bénévoles dont le concours est des plus précieux, quelques professionnels qui coordonneraient et dirigeraient l'action des délégués bénévoles; assureraient une liaison constante avec le Tribunal et surtout apporteraient dans ces services, technique et continuité.

Des professionnels peuvent fonctionner d'une manière officieuse auprès de certains Tribunaux, grâce à des Œuvres ou Services sociaux qui rétribuent des Assistantes sociales dont l'activité est ainsi consacrée à ce rôle de rapporteur ou de délégués chefs (Services so-

ciaux auprès des Tribunaux, à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Saint-Etienne, etc...)

Le Décret-Loi de 1935 ne parle absolument pas de financement, ni même d'indemnité aux délégués à l'Assistance éducative. Peuvent-ils réclamer une indemnité pour frais de transport, de correspondance, etc. ? Jusqu'à présent, on leur a toujours refusé ce droit. Les Tribunaux civils, que ce soit en cas de garde d'enfants confiés à la suite de jugements de déchéance, ou en cas d'Assistance éducative, n'allouent aucune indemnité ni rétribution : la question financière leur est absolument étrangère. Nous reviendrons sur le fait de la lourde charge que cela constitue pour les œuvres privées.

Cependant, le Décret-Loi de 1935, malgré cette absence de financement, paraît désirer des délégués professionnels plutôt que bénévoles ; il parle de « personnel des services sociaux ou des œuvres ou institutions », ou encore, à propos des particuliers qualifiés, cite comme seuls exemples les Assistantes sociales et les Visiteuses de l'enfance qui sont aussi des personnes qui se consacrent exclusivement à leur tâche d'auxiliaires sociales.

En pratique, les Services sociaux utilisent à la fois un personnel professionnel rétribué par le service et des aides bénévoles. Les Assistantes professionnelles des Services sociaux assurent la marche générale du service et en forment les cadres responsables. Le personnel bénévole, plus ou moins assidu, les assistera pour les courses et les démarches indispensables, ou exercera l'Assistance éducative de certaines familles sous le contrôle des assistantes du service. Mais les relations et la condition de l'assistante sociale, vis-à-vis du service qui la

rétribue, est ignorée du Président du Tribunal lorsque la déléguée est désignée nommément. Lorsque c'est le Service social qui est désigné par le Président du Tribunal, c'est la représentante du Service social qui, remplissant la fonction, aura le même statut juridique, c'est-à-dire celui qui vient d'être étudié.

IV. ROLE ET MOYENS D'ACTION DU DÉLÉGUÉ A L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

Le but de l'Assistance Educative étant d'instituer une surveillance et une assistance sur la famille, quel va être le rôle pratique de la déléguée ? Quels seront ses moyens d'action ?

Pour obtenir plus de netteté dans cette étude, on peut envisager d'une manière très concrète les phases successives du travail de la déléguée ; ce travail, nous le verrons, est du même type que ceux rencontrés dans la plupart des actes de Service social.

Une ordonnance d'Assistance éducative vient d'être rendue par le Président du Tribunal chargeant Mlle X, ou tel Service social, d'exercer une surveillance éducative sur les enfants de la famille Z. Comment la déléguée va-t-elle procéder ? Notons que si c'est un Service social qui est désigné, ce Service chargera de cette famille une de ses Assistantes ; celle-ci remplira le même rôle qu'une déléguée nominativement désignée par le Président du Tribunal.

La déléguée se trouve, à certains points de vue, dans la situation d'un médecin à qui un malade a été confié :

il doit essayer de le guérir, ou s'il est atteint d'une maladie chronique incurable, essayer de lutter contre une aggravation du mal ou sa propagation. Avant toute chose, le médecin doit examiner soigneusement le malade pour fixer le diagnostic et l'origine de son mal. La déléguée, elle, doit surveiller et essayer de guérir un état morbide de la famille, une maladie sociale. Il lui faut d'abord essayer d'en faire le diagnostic précis et d'en déterminer les causes exactes.

1. *Enquête.* — L'enquête est la première tâche de la déléguée ; c'est un élément essentiel de son rôle.

Tout d'abord, la déléguée a étudié soigneusement, au Palais, le dossier de l'affaire, avec toutes les pièces de procédure : les éléments du dépistage, la ou les enquêtes, la requête du Ministère public, etc... Elle est ainsi en possession de tous les renseignements d'état civil ; elle peut se faire une première idée de la famille et de ses défauts. Elle saura ainsi sur quels points devront plus particulièrement porter ses investigations lors de sa première visite à la famille.

Cette première visite peut encore être classée comme partie constitutive de l'enquête. Il s'agit de prendre un contact direct avec les membres de la famille. L'importance de cette première visite est grande. D'elle dépendra en grande partie le « climat » des relations futures entre la déléguée et la famille. Par ce premier contact la déléguée peut perdre, ou gagner, la confiance et la sympathie dans la famille, élément de la plus grande importance pour le résultat de l'œuvre éducative.

Par une conversation patiente, l'enquêtrice s'efforcera

de reconstituer le « curriculum vitae » de la famille. Elle se souviendra en cela du principe souligné par le professeur Edouard Fuster : « connexité entre l'élément physique, économique, mental, de la vie, entre le passé d'un individu, son présent, son avenir, entre lui-même, sa famille, la Société ».

Il est d'ailleurs assez curieux de noter la facilité avec laquelle les « clients » de l'Assistante racontent, dès la première rencontre, toute leur vie, toutes leurs histoires personnelles. Il suffit que la déléguée y porte une attention complaisante. Une enquêteuse qui sait juger ces bavardages peut en tirer un grand profit. Elle peut ainsi se faire une opinion sur le caractère, la mentalité et les modalités de réaction de ses « malades ».

De son côté, l'état du logement est extrêmement révélateur, pour une déléguée arrivée bien entendu à l'improviste. L'ordre, la propreté, l'ouvrage en train ou la bouteille de vin sur la table, les photographies familiales ou les cartes postales grossières sur les murs, etc..., autant d'indices révélateurs des habitudes et de la mentalité d'une famille.

Les comportements divers des membres de la famille devront aussi attirer l'attention de la déléguée. Ils sont très intéressants à noter.

La déléguée se renseignera aussi discrètement sur la santé des divers membres de la famille. Ces renseignements sont généralement fournis sans difficultés ni réticences, bien que sous une forme peu scientifique et précise.

La situation économique de la famille sera, au contraire très difficile à faire préciser. Très souvent, de faux

renseignements sont fournis sur ce point, les ressources étant presque toujours dissimulées ou cachées.

La déléguée va ensuite procéder à certaines vérifications et contre-enquêtes. Des visites de contrôle seront faites à l'école, aux services sociaux régionaux, aux œuvres s'étant déjà occupé de la famille, chez l'employeur au besoin, s'il est au courant de la mesure d'Assistance éducative. Sur ce point, l'Assistante ne doit agir qu'à bon escient et avec le plus grand tact ; il faut éviter de gêner la famille au lieu de l'aider, en nuisant à sa réputation auprès des voisins, des fournisseurs. Par là aussi, on s'exposerait à son ressentiment. Pour éviter ce danger, la déléguée devra s'adresser autant que possible à d'autres Services sociaux ou à des organismes officiels qui sauront garder la discrétion professionnelle indispensable.

La déléguée arrive ainsi à ce que Mary Richmond (Les méthodes nouvelles d'Assistance) jugeait essentiel : « Compréhension de l'individualité, et des caractéristiques personnelles, compréhension des ressources, des dangers et des influences du milieu familial, professionnel, social ».

Lorsqu'au cours de la procédure, le Parquet a fait effectuer une enquête par le personnel d'un Service social, l'enquête de la déléguée sera en somme toute faite ; elle n'a qu'à prendre contact avec la famille. Quelquefois, du reste, c'est l'enquêteuse sociale elle-même qui est chargée ensuite, par Ordonnance, de la surveillance et de l'assistance éducative de la famille qu'elle a déjà étudiée.

L'enquête au départ est longue, car elle ne doit pas

se borner aux faits extérieurs, mais se préoccuper surtout des attitudes profondes, beaucoup plus importantes. « Ces éléments psychologiques ne s'établissent pas par un « oui » ou par un « non » apposé à un formulaire administratif ; ce procédé nuirait d'ailleurs à un contact humain qui ne saurait s'établir sans le respect des personnes en des matières aussi délicates ». (Service social de l'Enfance, 1937, p. 23).

2. *Diagnostic social.* — Le « diagnostic social » se fera à partir de l'enquête. C'est sur lui que prendra base tout le programme de relèvement social, d'assistance éducative, au sens strict du mot. Il faut donc que ce diagnostic soit porté avec soin. En effet, l'état de crise, de déficience de la famille, peut avoir des causes diverses : ce sont ces causes que la déléguée s'efforce de découvrir, pour ensuite lutter contre elles.

Ces causes peuvent être très diverses, fréquemment fort complexes et plus ou moins associées. La déchéance de la famille trouve souvent sa cause lointaine dans des défauts, des vices habituels aux parents. Les causes immédiates de l'état de crise actuel de la famille peuvent résider dans les événements accidentels : maladie, chômage, etc... Vis à vis de ces causes, le traitement sera bien différent. On peut rappeler, à propos de l'origine de ces misères, ce que disait le major R. Cabot (Essai de médecine sociale) : « Le point de vue catastrophique n'est presque jamais juste. Ce n'est pas par hasard que la famille en question se trouve dans la pauvreté en ce moment-là... La situation présente aurait pû être prévue depuis longtemps et elle se produira certainement

de nouveau, à moins que nous n'en retracions l'origine et l'empêchions d'aboutir aux mêmes effets. »

Le diagnostic est aidé du fait que la déléguée arrive dans la famille de suite après l'Ordonnance d'Assistance éducative. Cette famille est encore dans l'état de crise qui a provoqué l'intervention de la Justice. Les défauts, les tares de la famille sont alors plus aisément discernés.

3. *Traitement éducatif.* — Le « traitement éducatif » est alors entrepris. La déléguée décide un programme général de lutte. Elle va d'abord essayer de porter remède aux causes accidentelles de la crise familiale. Ce sont les plus faciles à combattre et leur suppression va entraîner la confiance, la reconnaissance de la famille, car les parents seront heureux de voir, grâce à l'intervention de la déléguée, disparaître « leurs ennuis ».

Le remède doit être approprié à chaque cas ; il sera donc très variable. Tantôt, c'est la recherche de travail pour le père, ce qui, hélas, est bien souvent difficile. Tantôt, ce sera l'envoi d'un enfant en colonie de vacances, ou à la campagne comme berger. Ce pourra être aussi la découverte d'un logement correct, en place d'un taudis dans une maison mal famée. Souvent aussi, la seule solution sera le placement d'un ou plusieurs enfants, mais placement amiable que les parents acceptent d'autant plus facilement qu'en fait ce sont eux qui semblent le décider et l'effectuer, la déléguée n'apparaissant là que comme intermédiaire. Enfin, dans des cas d'extrême misère, la déléguée fera obtenir à la fa-

mille un secours d'une œuvre charitable pour, en quelque sorte, les « dépanner ».

a) On voit ici le rôle *d'aide à la famille* joué par la déléguée. Elle va servir d'agent de liaison entre la famille et les différents organismes qui lui procurent travail, places ou secours.

Les questions d'assurances sociales, d'allocations familiales, d'organisation hospitalière, deviennent aujourd'hui si compliquées que bien des gens peu débrouillards s'y perdent. La déléguée recherchera la meilleure solution des difficultés de la famille à ce point de vue. Elle se renseignera personnellement sur les démarches à faire, les papiers exactement nécessaires pour tel ou tel cas, pour les indiquer ensuite avec précision aux parents. Elle aura apporté ainsi l'aide précieuse d'un renseignement. Elle aura évité bien des erreurs et des pertes de temps. Elle aura facilité le travail de la famille. Mais ce sont ses protégés qui apparaîtront avoir eu le rôle actif et pris eux-mêmes leurs décisions ; ou, du moins ils en auront eu l'illusion.

La déléguée ne devra, par ailleurs, n'adresser la famille à des œuvres charitables distribuant des secours que dans des cas très rares. Elle devra présenter la chose, non comme un dû, mais comme une faveur rare qui ne se reproduira pas.

b. Le rôle de *surveillante* de la famille sera facilement exercé par la déléguée. Il lui faudra voir si les faits qui ont nécessité l'Assistance éducative, et qui ont pu avoir cessé pour l'instant par crainte de la Justice ou grâce à l'aide apportée par la déléguée, ne se reproduisent pas.

La déléguée devra surveiller la santé physique et morale de la famille ; elle va donc être amenée à examiner des points très divers :

Santé physique des enfants : mine, propreté, bonne exécution des prescriptions médicales en cas de maladie ;

Hygiène générale de la maison ;

Surveillance de la fréquentation scolaire, très importante ;

Surveillance du milieu de travail des enfants : usines ou ateliers de réputation douteuse, métiers moralement dangereux, comme ceux de chasseurs, ouvreuses, vendeurs de journaux, etc.

Surveillance de l'ambiance morale de la famille, tâche difficile à exercer ;

Surveillance de la régularité du travail des parents ;

En un mot, surveillance de tout ce qui peut nuire au développement physique ou moral de l'enfant.

Comme on l'a vu, cette surveillance ne peut être continue ; elle doit être assez fréquente cependant pour que des événements importants ne puissent surgir dans la vie familiale sans que la déléguée en soit avertie. La fréquence des visites étant variable avec chaque cas, son appréciation en est laissée au bon sens de la déléguée.

Les résultats de la surveillance doivent être consignés dans les dossiers constitués pour chaque famille par la déléguée. Une impression, une remarque, peuvent s'oublier à la longue ; mais la déléguée retrouvera toujours dans le dossier le renseignement cherché. En relisant

son dossier, elle voit se dessiner la courbe, ascendante ou descendante de la famille ; elle se rend compte des moments où il faut intervenir ou faire un rapport.

Des rapports au Président du Tribunal doivent être faits par la déléguée chaque fois qu'elle estime que la protection nécessite une intervention. Elle soumet ainsi le cas au Président du Tribunal qui reste seul juge de la décision à prendre. Certains services sociaux ont l'habitude d'envoyer périodiquement des rapports au Président du Tribunal pour rendre compte de leur mission, même si celle-ci ne donne lieu à aucune difficulté. Une telle façon de faire paraît tout à fait recommandable.

La surveillance de la déléguée s'exercera par des visites fréquentes toujours imprévues. Il faut surprendre la famille sous tous ses aspects, à toutes les heures de la journée. L'opinion que la déléguée s'est faite par son enquête pourra ainsi se modifier. Cette surveillance sera d'autant plus efficace que la déléguée aura plus d'expérience et de pratique des divers milieux sociaux.

Malgré son intérêt évident, la surveillance est cependant de moindre importance que l'assistance, si ce n'est pour rappeler à la famille que la Justice ne la perd pas de vue. C'est la partie en quelque sorte négative de la mission des déléguées, la partie positive, constructive, étant l'éducation de la famille.

c. *L'éducation de la famille* est de beaucoup la tâche difficile à réaliser. Elle constitue cependant le but supérieur auquel doit tendre l'Assistance éducative.

« Après ce travail préliminaire, le Service social, libéré d'une tâche trop ingrate, pourrait se consacrer

davantage aux familles ébranlées, mais relevables, aux enfants éducatibles. Que ceux-ci restent au foyer ou que momentanément éloignés, le maintien du placement et aussi du contact avec les leurs soit à assurer, ou leur retour à préparer, car l'éloignement n'est rien, sinon une solution provisoire et fragile. C'est à la réadaptation future qu'il faut viser. Quelle que soit la valeur de l'éducation qui pourrait être fournie par une institution, si l'enfant est livré à lui-même au retour, s'il revient dans un milieu non modifié, ou si le milieu étant demeuré nocif, on ne veille pas à sa préservation ; les efforts entrepris demeurent sans résultats valables. (Compte-Rendus du Service social de l'Enfance en danger moral, 1937, Rapport de travail de Mlle Gain, p. 25).

Ici, ce sont les parents, chefs de la famille, qu'il faut redresser. Quand on songe aux difficultés que présente l'éducation d'un enfant, être jeune, malléable, suggestionnable, on imagine facilement celles auxquelles on va se heurter dans l'éducation de personnes âgées, solidement ancrées dans leurs mauvaises habitudes et, le plus souvent, persuadées de l'excellence de tout ce qu'elles ont fait jusqu'à présent.

Quels sont les moyens d'action dont dispose la déléguée pour ce rôle d'éducateur ?

On sait qu'elle n'a aucun pouvoir effectif : elle ne peut donc agir que par persuasion ou intimidation.

La *persuasion* est la meilleure arme de la déléguée ; il lui faut arriver à gagner suffisamment la confiance des parents pour que ceux-ci écoutent ses conseils, les réclament même. La déléguée doit essayer de se faire accepter comme une amie de la famille à qui on confie

les ennuis et les soucis familiaux et qui aide à les surmonter.

« Il faut absolument gagner leur confiance pour avoir sur elle l'influence voulue, pour obtenir qu'elles consentent à nous laisser diriger, placer, soigner les enfants. Un geste inconsideré d'impatience, une expression dépitée que les familles intéressées traduisent par un sentiment de supériorité ou de mépris chez la visiteuse, la moindre maladresse d'une personne aussi bien intentionnée soit-elle, suffit pour démolir un projet d'action familiale, pour gâcher un cas » (Compte Rendu du Service social de l'Enfance, 1931, p. 25, Rapport de Mme Spitzer).

Par la force des choses, la déléguée est surtout en contact avec la mère de famille puisque c'est elle qui s'occupe surtout des enfants ; c'est sur elle que la plus heureuse ingérence peut s'exercer. La déléguée, au cours de ses visites, s'efforcera de lui donner quelques « trucs » ménagers, des recettes, des adresses. Pourquoi ses conseils ne seraient-ils pas suivis aussi bien que ceux de la voisine ?

Bien entendu, il ne faut pas que la déléguée soit trop moralisatrice. Un sermon ne porte souvent pas tandis qu'un conseil pratique frappe l'esprit.

L'*intimidation*, par contre, aura seule de l'effet sur certaines familles. Ce n'est que par la peur de se voir retirer leurs enfants que certains feront les efforts suffisants pour améliorer leur conduite et la vie à leur foyer. Ce n'est qu'en menaçant d'en référer au Président du Tribunal que la déléguée se fera écouter ou plutôt, à dire vrai, obéir.

Selon le tempérament de chaque famille, le moyen d'action variera. Les services sociaux chargés d'une assistance éducative mettent en pratique cette notion. Ils cherchent d'abord, par une première visite, à voir à quel genre de personnes appartient la mère de famille avec qui va « travailler » l'assistante. Telle ou telle assistante sera alors désignée pour s'en occuper spécialement suivant que son caractère et sa manière d'agir paraîtront devoir le mieux convenir au cas à l'étude. Pour espérer réussir, il faut mettre dans son jeu cet atout important qu'est la sympathie personnelle : telle femme s'entendra mieux avec une assistante douce et compatissante qui l'écouterà, la réconfortera, lui donnera d'utiles conseils. Telle autre n'écouterà bien qu'une personne nette, précise, qui fournira des renseignements, fera des observations, sans plus. Bien entendu, après une période d'essai, il est indispensable que ce soit toujours la même assistante qui ait la charge de la famille, car il faut connaître à fond la famille ses déficiences, mais aussi ses ressources pour arriver à un résultat.

La déléguée n'apportera pas son aide uniquement à la mère de famille ; chaque enfant devra trouver auprès d'elle un appui ; elle devra s'intéresser à chacun en particulier et exercer sur lui son action éducative.

Parlant des pupilles d'une œuvre de protection d'adolescents en danger moral, le Maréchal Lyautey disait « qu'il avait manqué à la majorité d'entre eux, à une heure donnée, le geste opportun, la main tendue, le mot décisif qui les eut empêché de tomber » (Prieur, *La Liberté surveillée des mineurs*, p. 77). Ces mots, la délé-

guée peut et doit les dire, si elle sait gagner la confiance des enfants.

Bien souvent d'ailleurs, la déléguée aura à trancher des conflits familiaux, des heurts entre parents et enfants : rôle difficile, mais où son action peut être salutaire.

L'Assistante doit dépister et traiter les cas si fréquents « où une mésentente latente, où un manque de savoir faire éducatif préparent des enfants délinquants ou difficiles » : parents trop sévères ou trop indulgents, foyer où toute initiative, toute expansion de l'enfant est étouffée, parents humiliant ou vexant sans cesse un enfant sous prétexte d'éducation, etc.

L'influence de l'Assistante peut souvent assouplir ces cadres familiaux trop rigides, procurer à l'enfant les loisirs nécessaires à sa jeunesse, ou au contraire, elle conseillera aux parents plus de fermeté, de continuité dans leurs décisions.

En conclusion, on peut appliquer au rôle de la Déléguée à l'Assistance éducative, ces lignes de Jacqueline Hébrard (Op. cit. p. 23). « Le Service social respecte dans chaque individu les puissances d'activité même diminuées, même apparemment disparues, qui cependant subsistent en lui et n'attendent bien souvent qu'un encouragement, un appui sympathique pour se réveiller ».

L'assistante prévoira donc toujours une part active de participation de son client à son programme d'action.

Elle cherchera à transformer les habitudes et les mentalités, à rendre à la famille le goût du travail et de l'indépendance, à fonder en elle-même, en chacun de ses membres, dans leur intelligence, leur volonté et leur cœur, l'œuvre de relèvement :

V. SANCTIONS.

DURÉE DE L'ASSISTANCE EDUCATIVE

Le texte du Décret-Loi de 1935 ne parle pas de sanctions à propos de l'Assistance Educative : c'est une grave lacune. Mais, à ce défaut, la pratique a remédié en usant du *rapport au Président du Tribunal*, comme dans la liberté surveillée.

Un délégué ne peut-il pénétrer dans une famille ? Ses conseils sont-ils systématiquement méconnus ? Aucune amélioration ne se produit-elle ? Le délégué adressera alors un rapport exact des faits au Président du Tribunal. C'est celui-ci qui décidera des mesures à prendre.

Le rôle du Président du Tribunal est de premier plan, puisque c'est toujours à lui qu'on doit en référer et que c'est lui qui prendra toutes les décisions. Entre ses mains repose le sort de l'Assistance Educative.

« Le Magistrat, tout comme le médecin consultant, est souvent appelé à agir pendant une crise décisive dans la vie de l'enfant ; c'est de cette décision que dépendra l'avenir de son jeune client, le traitement amenant la guérison ou, au contraire, le geste malheureux qui enfoncera l'enfant dans la misère » (Compte-Rendu du Service social de l'Enfance, 1931, p. 25. Rapport de Mme Spitzer).

Ceci peut être dit avec autant de justesse à propos du rôle des magistrats vis-à-vis des enfants en danger moral dans leur famille. De sa décision dépendra l'avenir des enfants.

C'est le Président qui devra décider, à la lecture du rapport de la déléguée à l'Assistance Educative, s'il y a lieu de laisser les choses au même point, d'essayer d'admonester les parents ou de faire prononcer une déchéance.

Maintenir le *statu quo* est la solution de facilité, mais ce n'est pas la meilleure, si la déléguée ne se déclare pas satisfaite de ce qui se passe dans la famille ; la situation ne va pouvoir qu'empirer, au grand détriment des enfants.

La pratique de l'*admonestation* peut donner de très bons résultats. Le Président du Tribunal fait convoquer à son cabinet ou au Parquet, les parents récalcitrants ; il les met en face de la situation. Ou ils feront des efforts pour mieux élever leurs enfants et écouteront les conseils de la déléguée, ou bien des mesures plus graves seront prises à leur égard. Le magistrat écoute, s'il y a lieu, leurs protestations, puis les admoneste sérieusement, en leur montrant leurs erreurs et la gravité de leurs négligences. Ce procédé suffit quelquefois à faire réfléchir les parents et à améliorer, au moins pour quelque temps, le sort des enfants.

C'est quelquefois, hélas, le seul moyen que l'on ait de tenter quelque chose pour protéger les enfants lorsque les faits ne sont pas suffisants pour donner lieu à déchéance. On se trouve démuni par les lacunes de la Loi.

La *déchéance* ou, tout au moins, la *déchéance du droit de garde*, est la sanction courante. Le Président du Tribunal, jugeant que la situation devient insupportable, passe le dossier au Ministère public qui ouvrira alors une instance en déchéance.

Le Président du Tribunal peut même veiller, s'il y a lieu, à ce que la Chambre du Conseil prenne toutes mesures utiles pour la garde des enfants.

L'Assistance Educative peut donc prendre fin par suite d'une nouvelle mesure prise en considération des enfants : déchéance de la puissance paternelle, ou privation du droit de garde. Ce sont les éventualités auxquelles il faut avoir recours lorsque l'Assistance Educative s'est révélée impuissante à sauvegarder les enfants.

L'Assistance Educative peut aussi cesser à la suite d'une nouvelle ordonnance décidant de la cessation de cette mesure et déchargeant la déléguée de son rôle. C'est une éventualité rare, qui n'est prise que dans le cas, fort peu fréquent, d'une amélioration très importante de la famille.

On peut voir aussi cette mesure décidée au cas de départ de la famille, par suite du retour dans sa patrie d'une famille d'étrangers, ou seulement par suite du déplacement de la famille dans une autre région ; dans ce dernier cas, une personne habitant la nouvelle résidence de la famille peut être désignée à la place de la première déléguée : il y a simplement ordonnance pour changer la déléguée à l'Assistance Educative, mais la mesure continue de fonctionner.

En cas de décès ou de démission de la déléguée, la même solution serait prise.

Le décès des parents peut amener aussi l'extinction de l'Assistance Educative, puisque des mesures nouvelles sont prises à l'égard des enfants (tutelle). Il serait peut-être avantageux pour les enfants d'être toujours suivis par la déléguée, mais nous avons vu (p. 93)

que cela entraînerait de grandes difficultés dans la pratique.

Bien entendu, la surveillance éducative prendra fin lorsque tous les enfants auront atteint leur majorité.

Il arrive aussi, en pratique, lorsqu'une amélioration de la vie familiale a été obtenue, que la déléguée ne demande pas décharge de sa mission d'Assistance éducative, et conserve son droit de regard sur la famille, mais en n'exerçant plus sa surveillance d'une manière aussi stricte. Elle passe la surveillance de la famille à un autre Service social dont le rôle est plus désigné pour assister cette famille redevenue normale (Service social d'Habitations à Bon Marché, d'Usines, etc.). Si des difficultés revenaient à surgir, le Service social avvertirait la déléguée ou le Service chargé de l'Assistance éducative ; ceux-ci reprendraient leur rôle.

Quatrième Partie

APPRECIATIONS CRITIQUES

CHAPITRE PREMIER

Fonctionnement pratique de l'Assistance éducative à Paris et à Lyon

Nous étudierons dans ce chapitre le fonctionnement pratique de l'Assistance Educative, spécialement à Lyon et à Paris. Les circonstances ne nous ont pas permis d'effectuer les enquêtes que nous nous étions proposé de faire dans d'autres villes.

I. FONCTIONNEMENT DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE A LYON

Après la promulgation du Décret-loi de 1935, les magistrats lyonnais se sont demandé à qui ils allaient confier l'exercice de la Surveillance Educative. Tout naturellement, ils ont été amenés à penser à la Société lyonnaise du Sauvetage de l'Enfance, avec laquelle ils étaient fréquemment en rapport puisqu'elle leur signa-

lait souvent des enfants en danger moral et qu'elle acceptait la garde de nombreux enfants dont les parents étaient déchus de ce droit. Elle satisfaisait, par ailleurs, à toutes les conditions du Décret-Loi. C'était une œuvre fondée en 1890, au lendemain de la Loi de 1889. Elle avait été autorisée, par décret ministériel du 25 Mars 1891, à recevoir l'exercice de la puissance paternelle. Elle a été reconnue d'utilité publique par décret du 31 Mars 1894.

A côté de son école professionnelle de Sacuny-Brignais, pour garçons difficiles, où sont acceptés les mineurs de moins de 14 ans envoyés par le Tribunal, la Société accepte aussi la garde d'enfants, garçons ou filles, confiés par les Tribunaux par suite de la Loi de 1912, de la Loi de 1889, ou des mineurs vagabonds. Elle les place selon les nécessités propres à chaque enfant, soit dans des établissements, soit chez des particuliers.

Depuis sa fusion, en 1938, avec une société sœur, la Société lyonnaise de Patronage des Libérés, elle est chargée de l'exercice de la liberté surveillée des mineurs (Loi de 1912) acquittés comme sans discernement et rendus à leurs familles, ou placés dans des établissements spécialement habilités. Elle se charge aussi de donner aux familles et aux institutions des renseignements sur les points particuliers de ses activités.

Cette Société est en relations constantes avec les magistrats du Parquet et du Tribunal qui semblent lui accorder toute leur confiance.

L'exercice de la Surveillance éducative est donc une activité supplémentaire qui vient s'ajouter à beaucoup d'autres.

*Comment est organisé le travail dans cette Société ?
Par qui est exercée la Surveillance éducative ?*

Devant le nombre croissant des familles en Assistance éducative, il a fallu faire un effort d'organisation pour arriver à mener à bien des tâches si diverses avec des moyens très restreints en personnes et ressources. Une partie du personnel du Sauvetage s'occupe spécialement des filles en garde, en liberté surveillée et des familles en Assistance éducative. Une assistante sociale bénévole, une secrétaire, des aides bénévoles sous la direction d'une administratrice, dont la parfaite compétence et le long dévouement à la cause de l'enfance malheureuse sont au-dessus de tout éloge, constituent le « Bureau » ; des élèves assistantes sociales viennent à tour de rôle faire des stages au Sauvetage et complètent le personnel spécialisé.

Le Bureau s'occupe de toute la partie « direction du travail » et coordination. Il se charge seul de la correspondance, des relations avec le Palais, si importantes, et de la réception des personnes qui s'adressent au Sauvetage pour demander des renseignements, des conseils ou pour signaler des cas d'enfants en danger moral, etc.

Les cas qui nécessitent une solution judiciaire sont signalés au Parquet. Des enquêtes sont quelquefois demandées au Sauvetage de l'Enfance, mais le plus généralement, elles sont faites à Lyon par les Assistantes de Police.

Les Visiteuses de l'Enfance de l'Oeuvre de la Franco-américaine effectuent aussi des enquêtes sociales pour

tous les enfants délinquants. Elles transmettent le résultat de leur enquête aux médecins de la Consultation médico-psychologique fondée à la Faculté de Médecine par le Professeur Etiennë-Martin et dirigée maintenant par le Professeur Mazel ; les mineurs délinquants ou vagabonds y sont obligatoirement examinés et les résultats de l'examen, joints à l'enquête sociale effectuée par des Visiteuses, sont consignés dans une notice qui figure dans tous les dossiers des mineurs devant passer devant le Tribunal pour Enfants et Adolescents.

Le Bureau du Sauvetage de l'Enfance prépare et organise l'exercice de la Surveillance éducative.

Le Parquet, avant de faire une requête à fin d'Ordonnance d'Assistance éducative, transmet au Sauvetage de l'Enfance un résumé de l'enquête et lui demande s'il accepte d'exercer une surveillance sur cette famille. Le Conseil d'Administration de la Société, immédiatement saisi, donne en général son acceptation à moins que des questions d'éloignement n'obligent à un refus. L'Œuvre, surchargée de travail, ne peut accepter de surveillance en dehors de Lyon ou de ses environs immédiats.

Dès le reçu de l'Ordonnance d'Assistance éducative, une des collaboratrices du Bureau va relever au Palais tous les renseignements contenus au dossier d'assistance éducative. Elle s'occupe ensuite d'effectuer une enquête plus approfondie sur la famille, s'il y a lieu, et surtout de prendre contact avec elle. Ces visites sont souvent faites par deux assistantes; leurs impressions mutuelles, leurs diverses remarques, aidant à une juste opinion sur la famille.

Si l'Assistance Educative paraît devoir être difficile

à exercer en raison de la mauvaise volonté évidente de la famille ou des faits graves signalés, le Bureau continuera à exercer lui-même la surveillance, sinon il en chargera une personne du groupe des Dames visiteuses, qui fonctionne à côté du Bureau.

Ce groupe est composé de Dames ou de Jeunes filles dévouées, à même de bien remplir le rôle de surveillance ou d'assistance du Décret de 1935 par leur habitude du travail social ou pédagogique ; trop prises par des activités familiales ou professionnelles, ces personnes ne peuvent se charger que de quelques familles ou enfants en liberté surveillée.

Chaque mois, une réunion a lieu au siège de l'OEuvre. Chaque visiteuse y rend compte du travail effectué par elle, de la vie de la famille qu'elle assiste. Toutes les difficultés sont exposées, les solutions à apporter discutées en commun ; les résultats sont exposés à la réunion suivante. Tout le travail du Bureau est aussi exposé et commenté. C'est une excellente mise au point faite ainsi régulièrement.

Chaque famille est donc très régulièrement visitée par une Assistante du Bureau ou une Dame visiteuse. La fréquence des visites varie avec les besoins de chaque famille.

Le Bureau tient aussi régulièrement à jour les dossiers de chaque famille ; on y conserve tous les renseignements recueillis et on y consigne, au jour le jour, toutes les visites ou démarches effectuées pour la famille.

Malgré cette division du travail, surtout en raison du nombre croissant et de la difficulté des Assistances Educatives, le Sauvetage de l'Enfance est surchargé de

besogne. Il serait absolument urgent et nécessaire que cette œuvre puisse s'attacher une ou deux Assistantes sociales. Malheureusement, les ressources pécuniaires de l'OEuvre sont fort réduites (souscriptions, cotisations, quelques subventions). Il n'est pas possible d'envisager pour l'instant cette dépense, d'autant plus que les difficultés actuelles nécessitent une compression du budget. Mais il est permis d'espérer que des projets d'organisation d'un service social auprès des Tribunaux viendront apporter l'aide nécessaire.

Il est intéressant de préciser le nombre des Assistances éducatives que le Sauvetage de l'Enfance a la charge d'exercer.

Dès 1936, 7 familles avaient été confiées au Sauvetage de l'Enfance en Assistance éducative ; presque immédiatement, 4 de ces Assistances durent être transformées en déchéances : les rapports de l'œuvre signalaient des faits trop graves pour permettre de laisser sans danger les enfants dans leurs familles.

En 1937, 9 nouvelles ordonnances d'Assistance éducative étaient prises. La Société assurait ainsi une surveillance et assistance sur 40 enfants au total.

En 1938, 14 familles étaient mises sous le régime de l'Assistance Educative.

En 1939, 9 familles, soit 42 enfants viennent s'ajouter aux familles déjà en surveillance ; par contre, celle-ci cesse pour 2 familles.

En 1940, l'Assistance est prononcée pour 7 familles ; par contre, sur rapport du Sauvetage de l'Enfance, le Ministère public entreprend une action en déchéance

contre 2 familles où l'indignité des parents s'était nettement révélée.

Dans les 5 premiers mois de 1941, le Sauvetage de l'Enfance a été chargé de la surveillance de 11 familles nouvelles. Au moment de notre étude, le Sauvetage de l'Enfance avait 40 Assistances éducatives en cours.

D'après les renseignements statistiques que nous avons recherchés, le nombre de déchéances ou de retraits partiels prononcés ces dernières années par le Tribunal de Lyon a été d'une trentaine en moyenne par an. La création de la mesure d'Assistance éducative n'a pas amené une diminution du nombre des déchéances ; l'Assistance Educative est souvent ordonnée dans des cas non suffisamment caractérisés, cas pour lesquels auparavant, le non lieu était prononcé. L'assistance n'a pas remplacé des déchéances, mais bien des non lieu. Il est à noter qu'un dépistage de plus en plus précis augmente progressivement le nombre des déchéances et des Assistances Educatives ; mais aussi beaucoup d'affaires sont classées sans suite. Les chiffres que nous venons d'indiquer, chiffres très peu élevés eu égard à la population lyonnaise, montrent que ces mesures ne sont prises qu'avec beaucoup de circonspection.

Il est intéressant de reprendre, après 3 ou 4 ans, les premières Assistances Educatives et de voir ce qu'elles sont devenues.

Des 13 familles confiées en Assistance Educative, en 1936 et en 1937, 9 continuent à être régulièrement suivies. Deux familles ne sont plus en charge, les parents étant morts, la tutelle a été organisée dans des condi-

tions satisfaisantes. Le Sauvetage a été déchargé de l'Assistance Educative.

Pour 2 familles, la Société a demandé, par rapport, à être déchargée de l'Assistance Educative, estimant qu'une déchéance partielle serait à prononcer dans l'intérêt des enfants. La déchéance a été effectivement prononcée dans un des cas et une poursuite correctionnelle pour mauvais traitements à enfant a même été introduite. Dans l'autre cas, la famille, pour se soustraire à la déchéance, a quitté la région. Le Sauvetage a signalé la famille à l'Assistante sociale près le Tribunal de la nouvelle résidence.

Trois familles ont dû, après quelques mois d'Assistance Educative, être admonestées par le Président du Tribunal : depuis, elles ont fait de sérieux efforts et l'Assistance Educative peut se poursuivre normalement.

D'après l'examen des 40 dossiers d'Assistance Educative, les causes les plus fréquentes de cette mesure sont les suivantes :

On note 16 fois (soit 40 %) l'alcoolisme du père et 11 fois celui de la mère (ce qui donne la proportion élevée de 20,8 %). Et ne sont comptés ici que les cas d'alcoolisme caractérisés.

L'inconduite de la mère est notée dans 13 cas (32 %).

L'incapacité, la négligence de la mère, 16 fois, semble bien être la cause principale de la déficience de la famille (40 %).

Pour 12 familles, cette déficience paraissait venir de la misère due à la maladie ou au fait que la mère est seule pour élever les enfants (30 %).

Dans moins de la moitié des cas (19 fois sur 40), les

enfants sont légitimes et vivent avec leurs vrais pères et mères. Dans 7 familles, un faux ménage élève les enfants : dans 5 cas, ce sont des filles-mères ou des femmes abandonnées qui élèvent 2 ou 3 enfants.

Dans 17 familles, les enfants ont une fréquentation scolaire très irrégulière ; dans 5 cas, on peut noter une absence totale de fréquentation scolaire.

Quels sont les jugements que l'on peut porter sur l'efficacité de l'Assistance Educative ?

Laissons la parole aux dirigeants de l'OEuvre du Sauvetage de l'Enfance.

« Cette mesure est certainement appelée à prendre un développement très grand devant la carence de plus en plus fréquente des parents. Pour beaucoup de ces enfants, il a fallu trouver un placement afin de les soustraire à leur milieu. La difficulté est de faire comprendre aux parents la nécessité de se séparer momentanément de leurs enfants » (Compte-Rendu du Sauvetage de l'Enfance, 1938, p. 19. Rapport de Mme Tourret).

A propos des sanctions, nous pouvons lire : « Les parents savent que si nous n'obtenons aucun des résultats en vue desquels le Tribunal nous confie l'Assistance éducative, nous demanderons décharge de cette charge en raison de l'impossibilité où nous sommes de l'exercer. Ils risquent fort, dans ce cas, de se voir retirer les droits de garde de leurs enfants » (Compte-Rendu, 1937, p. 12. Rapport de Mme Tourret).

« L'Assistance Educative est de beaucoup notre tâche la plus difficile et la plus délicate... Nous avons à pénétrer dans des foyers où souvent tous les désordres rè-

gnent en maîtres. Pour y porter remède, pour préserver les enfants des pires situations physiques et morales, il faut beaucoup d'efforts. Certaines familles demeurent rétives et nous sommes dans l'impossibilité d'en obtenir un résultat appréciable. Nous demandons alors d'être déchargée de l'Assistance Educative, ce qui implique généralement le retrait de la puissance paternelle des parents ou du droit de garde (Compte-Rendu, 1939, p. 11. Rapport de Mme Tourret).

« Je dois à la vérité de dire que cette activité de notre Société est de beaucoup la plus délicate et la plus difficile, mais nous devons aussi constater qu'elle contribue à aider et à améliorer le sort de familles entières, qui, sans cela, risqueraient de sombrer entraînant définitivement avec elles les enfants victimes de situations qu'ils n'ont certes pas créées. La pensée très douce pour nous de les avoir aidés compensera bien largement les efforts qu'ils nous auront coûtés ». (Compte-Rendu, 1936, p. 16. Rapport de Mme Tourret).

Il faut en tous cas conclure devant l'augmentation croissante des Assistances éducatives que cette mesure paraît avoir la faveur des Magistrats et leur donner satisfaction. Elle permet de pénétrer dans des familles douteuses avant qu'il soit trop tard. Par cette pénétration, on peut veiller sur le climat moral de la famille, tenir la main à la fréquentation scolaire, diriger, vers les visites et les traitements médicaux nécessaires, des santés déficientes, aider au placement adéquat des enfants après la scolarité. Ce sera le moyen le plus sûr d'éviter les déchéances physiologiques et morales qui risqueraient de faire des délinquants ou des vagabonds.

II. FONCTIONNEMENT DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE A PARIS (1)

Nous avons étudié déjà la pratique instaurée au Tribunal de la Seine et qui fut l'origine du Décret-Loi de 1935. Cette action éducative prolongée qu'exerçait le Service Social de l'Enfance de Paris sur les familles en instance de déchéance, avec l'approbation des Magistrats du Tribunal pour Enfants et Adolescents, le Service Social en fut chargé d'abord juridiquement, avant de l'exercer légalement.

Le Service Social de l'Enfance en danger moral fut créé à Paris en 1923, sur la demande même des magistrats du Tribunal pour Enfants, notamment MM. Rollet et Aubry, dans le but d'aider les magistrats dans leur rôle d'éducateurs et de protecteurs de l'enfance que les lois de 1912 leur ont prescrit sans leur donner la possibilité pratique de le remplir. Le Service Social a été reconnu d'utilité publique par Décret du 31 Mars 1928.

Le Service a un double but : étude et documentation, d'une part, soins et éducation proprement dite, d'autre part. Les Assistantes du Service Social servent de liaison entre les magistrats, la famille de l'enfant, l'enfant lui-même et les Institutions publiques ou privées s'occupant de l'enfance à un titre quelconque.

Leur action est triple.

(1) En raison des circonstances, notre documentation sur le Service Social de l'Enfance de Paris et son fonctionnement remonte à 1939.

1. — Faire sur l'enfant et son entourage des enquêtes sociales et familiales qui, complétées par les consultations médico-psychiâtriques et syphiligraphiques du Service, documentent le magistrat sur l'histoire de l'enfant et les causes réelles des difficultés à résoudre.

2. — Proposer des solutions au Juge (mesures d'éducation, soins, changement de milieu).

3. — Exécuter certaines mesures adoptées et, en particulier, exercer sur l'enfant et sa famille une surveillance amicale et une influence éducative prolongée. C'est cette action que le Service Social exerce tout particulièrement dans la mesure d'Assistance éducative qui nous intéresse.

Le Service Social de l'Enfance exerce son activité dans diverses branches :

a) Il est l'auxiliaire du « Juge des Corrections paternelles », fournit des enquêtes, propose des solutions, ce qui transforme ce service du Tribunal pour Enfants et Adolescents en une sorte de consultation largement ouverte.

b) Le Service social fait fonction de rapporteur auprès des Juges d'Instruction pour les délinquants mineurs de 13 ans. Quelquefois, ce Service social est chargé de l'exercice de la liberté surveillée sur certains enfants.

c) Enfin, le Service social remplit un rôle très actif dans les cas de déchéance de puissance paternelle. Des enquêtes approfondies sont effectuées par le Service sur tous les cas d'instance en déchéance. Sur ordonnance des Présidents des Tribunaux pour Enfants et Adolescents, le Service est chargé d'exercer les Assistances éducatives nécessaires.

Le Service a aussi organisé, en 1929, une Maison d'accueil, d'observation psychologique et de traitement, le Foyer de Soullins, à Brunoy (Seine-et-Oise).

Enfin, en dehors des cas confiés par le Tribunal pour Enfants et Adolescents, le Service doit répondre à des demandes de renseignements que lui adressent des particuliers ou d'autres services sociaux moins spécialisés : ce sont les « Légers Services ». Le Service social examine les demandes, étudie les cas et, s'il y a lieu, les signale au Parquet, mais d'une manière anonyme, le Service étant un service d'enquête et de soutien, non de dépistage.

On se rendra compte de l'activité du Service Social par les chiffres suivants :

De sa fondation, en 1923, jusqu'en 1938, l'ensemble de ses services a examiné la situation de 12.889 familles, c'est-à-dire étudié et orienté plus de 26.000 enfants et adolescents en 15 ans. Au cours de l'année 1936, 1.531 nouvelles situations familiales ont été soumises à l'examen du Service social, tandis qu'au 31 Décembre 1935, il avait encore en charge 1.245 familles en vue d'un travail éducatif ou d'une surveillance à assurer, ou dans l'attente d'une décision.

Comment est organisé le Fonctionnement du Service ?

Un Comité d'Honneur et un Comité d'Administration président à ses destinées. La Secrétaire générale assure leur liaison avec les services. Deux directrices s'occupent, l'une du Foyer de Soullins, l'autre du Service à Paris, installé rue du Pot de Fer, d'où le nom, souvent utilisé, de « Service du Pot de Fer ».

Le personnel comprenait en 1938, 29 Assistantes so-

ciales et 5 Secrétaires professionnelles. Des personnes bénévoles aident les Assistantes dans les démarches de toute nature (administration, œuvres, etc.) et suivent certaines familles lorsque la situation s'est améliorée, mais quand « la surveillance d'une vie nouvellement organisée, des conseils, des visites amicales, sont encore nécessaires » (Compte-Rendus, 1938, p. 16) ; d'autres s'occupent d'un vestiaire, donnent des leçons particulières à des enfants, etc.

Le travail est réparti par équipes : une équipe s'occupe uniquement des délinquants, et d'autres équipes se partagent les cas de correction paternelle et de déchéance. Dans chaque équipe, le travail est contrôlé par le chef d'équipe qui collabore avec ses assistantes ; chaque cas est soumis au chef d'équipe et discuté avec elle. Le Chef d'équipe répartit le travail entre ses Assistantes ; elle s'occupe seule de répondre aux « légers services ».

Chaque semaine a lieu une réunion de toutes les assistantes sous la présidence de la directrice. A ces réunions, le travail est distribué, mais c'est aussi une prise de contact entre la directrice et toutes ses assistantes. C'est à ces réunions que chaque assistante se pénètre de l'esprit du Service Social, de la manière de prendre son travail ; elle s'y élève des cas concrets aux buts généraux. Enfin, de brefs exposés de questions générales y sont faits.

Une assistante a la charge de coordonner tout le travail concernant les déchéances et les assistances éducatives. Elle va au Palais régulièrement, y dépouille les dossiers, relève les renseignements nécessaires. A la

réunion hebdomadaire, elle distribue ces cas aux diverses équipes, mais en les commentant brièvement à haute voix, si bien que chaque assistante est ainsi au courant du travail général. C'est à elle que chaque équipe rend son travail, lui soumettant les rapports rédigés avant de les envoyer aux Magistrats.

Une Assistante du Service social fait fonction de secrétaire au Parquet du Tribunal pour Enfants et Adolescents. Elle assiste à toutes les réunions du Service et sert de trait d'union avec le Palais.

Une autre Assistante s'occupe spécialement de l'information : fichiers des œuvres, offres et demandes d'emplois, etc. C'est elle aussi qui coordonne et centralise toutes les demandes auprès des Institutions où des enfants sont placés, ou des Administrations. Cela évite ainsi beaucoup de déplacements inutiles et de pertes de temps.

Chaque affaire est répertoriée et un dossier est ouvert. Des secrétaires sont chargées de dactylographier en plusieurs exemplaires les résultats des enquêtes et des visites des assistantes ; des rapports sont rédigés pour chaque enquête et envoyés au Tribunal. Pour les Assistanes Educatives, des rapports sont faits périodiquement.

Pour compléter cette organisation, un Service d'exams médico-psychologiques fonctionne dans les locaux du Service, ainsi qu'un service d'orientation professionnelle.

Une organisation très minutieuse et stricte préside, on le voit, à ce Service social. Le but du Service est de faire du travail profond et durable. « Après 14 ans

d'expérience, nous sommes convaincus qu'une action superficielle n'est généralement d'aucune utilité durable ». (Compte-Rendu Service Social, 1937, p. 23).

Pour mener à bien cette vaste tâche, le Service Social dispose annuellement d'un budget de près d'un million de francs, alimenté par des subventions importantes du Ministère de la Justice, de celui de la Santé, de la Ville de Paris, du Conseil général de la Seine, de dons divers, de cotisations, mais surtout, pour la plus grande partie, grâce aux contributions d'un généreux mécène.

Citons maintenant quelques chiffres.

En 1936, 243 enquêtes ont été fournies au Parquet en matière de déchéance. Sur ces 243 cas, 11 ont été classés immédiatement sans suite ; dans 91 cas, étant donné l'existence simultanée de plusieurs tares familiales (alcoolisme, immoralité, paresse, taudis), la rééducation familiale ayant été jugée peu probable, la déchéance a été prononcée de suite ; enfin, dans 127 cas, une surveillance plus longue étant nécessaire, il a été ordonné une mesure d'Assistance Educative.

En 1937, 264 familles nouvelles ont été confiées au Service pour étude ou surveillance éducative.

Nous pouvons reprendre ici une intéressante étude faite par Mlle Gain, dans son rapport de travail de l'année 1937 (Compte-Rendu, 1937, p. 24) :

« Pour les besoins et l'intérêt de notre travail, nous avons recherché cette année la suite qui avait été donnée à 243 affaires confiées au Service Social en 1935, pour examen en vue d'une déchéance éventuelle de la puissance paternelle. Voici quelques-uns des points qui ressortent de cette étude.

« Dans ces familles, 717 enfants mineurs se trouvaient en cause, soit près de 3 enfants par famille. Dans 80 cas, le tiers, il y avait de 4 à 9 mineurs par famille. Nous trouvons à peu près la même proportion tous les ans. Une même pensée, je suppose, vient à tous nos esprits, c'est que, dans le département de la Seine tout au moins, les milieux tarés sont les plus féconds. On constate avec angoisse que la baisse de la natalité semble s'accompagner d'un accroissement des éléments nocifs pour la race par rapport aux éléments sains.

« Sur le total de ces 243 affaires, 23 ont pu être éliminées de suite, soit parce qu'il n'y avait pas de matière à intervention, soit parce que le parent déficient était décédé depuis la plainte, ou avait disparu, ou pour d'autres raisons variées.

« 120 fois, le milieu familial a été reconnu si déficient que le Service Social a estimé qu'une mesure de déchéance devait être prononcée ; le mal était trop ancien ; des efforts tentés antérieurement par d'autres services en vue d'un relèvement avaient échoué. Notre expérience datant d'années a démontré que les déchéances devenues chroniques ne se relèvent guère. Nous en concluons à la nécessité d'un travail préventif : mesure d'ordre public, d'assainissement général, à la nécessité aussi du développement des organisations sociales vers un travail d'éducation familiale plus averti et plus actif.

« Les 100 dernières affaires se décomposent comme suit : 18 familles sont restées médiocres ; 82 fois il y a eu amélioration.

« Cette amélioration a été obtenue par une aide éducative apportée par le Service Social. Dans certains cas,

les enfants ont pu rester au foyer ; d'autres fois, il a fallu, d'accord avec les parents, placer ceux d'entre eux qui avaient à souffrir des difficultés familiales ou qui les provoquaient. Il n'est pas rare qu'un seul parmi plusieurs enfants d'une famille soit en jeu : c'est un enfant d'une autre union, ou bien un enfant difficile, un arriéré ou celui qui a été élevé trop longtemps en dehors du milieu familial.

« Sur les 243 cas entrepris en 1935, il en reste actuellement encore 91 en cours.

« Nous ne vous redirons que pour mémoire les principales difficultés que les Assistantes sociales doivent chercher à vaincre dans ce travail auprès de ces familles insuffisantes. L'alcoolisme d'abord. Il était relevé dans 57 des cas. Nous trouvons bien étrange cette organisation de notre vie sociale qui, d'une part, encourage ce vice, ou du moins ne le combat pas, et qui, d'autre part, entretient à grands frais des services sanitaires et sociaux pour s'occuper des victimes trop souvent incurables que ce fléau provoque. Comme deuxième difficulté, on peut signaler la désorganisation du milieu familial ; la mésentente a été relevée 70 fois, l'inconduite de la mère 83 fois. Les mauvais traitements ou négligences graves à l'égard des enfants, 110 fois ; les troubles nerveux chez les enfants, 76 fois. Ils sont souvent consécutifs à l'alcoolisme et nous constatons périodiquement la disparition d'un des parents interné pour cure de désintoxication, après quoi, il reprend plus ou moins sa carrière de buveur momentanément suspendue. Notons enfin, les paresseux habituels dans 73 familles, les chômeurs chroniques, les quémandeurs perpétuels, les

instables que l'on ne retrouve qu'après d'ingénieuses recherches. Nous nous heurtons aussi souvent au refus des traitements reconnus nécessaires à la santé des parents ou des enfants, au placement, promis lorsque la menace du jugement planait à l'horizon, mais refusé ensuite, ou bien non maintenu ; aux problèmes nombreux posés par ces placements, etc. ».

Comment le Service Social juge-t-il lui-même la Surveillance éducative, ses possibilités et ses échecs ?

« Si donc nous considérons qu'un travail de longue durée est nécessaire dans les cas de déséquilibre familial, nous devons dire, d'autre part, que la réadaptation d'une famille est fonction d'une réadaptation plus vaste, que l'aide offerte par un service social n'est efficace que si elle peut s'appuyer sur une société bien organisée et soucieuse elle-même du bien-être matériel et moral des individus. C'est pour nous un fait maintenant avéré que, au-dessous d'un certain niveau, il est à peu près vain de tenter des relèvements qui se révèlent presque impossibles dans l'état actuel des choses. Les cas de réussite exceptionnelle que nous avons nous-mêmes constatés ne viennent pas infirmer cette opinion. Si nous rencontrons à la fois dans le même milieu, l'alcoolisme, le taudis, l'immoralité, la paresse, la mésentente, le déséquilibre mental ; si ces facteurs existent depuis longtemps ; si le voisinage en est lui-même plus ou moins victime, c'est souvent une perte de temps, d'argent et d'énergie que de s'y acharner. Nous l'avons tenté pendant bien des années, il fallait en faire l'expérience. Enlever les enfants est sans doute la seule manière de les

préserver, bien que la solution ne soit ici que négative en l'absence de possibilité d'éducation heureuse à leur fournir. (Compte-rendu 1937, p. 24).

« Ce service de protection de l'Enfance au Parquet a fait ses preuves pendant neuf ans ; il a été l'objet du Décret du 30 Octobre 1935, modifiant l'article 2 de la Loi du 21 juillet 1889, rendant légale l'action protectrice et éducative du magistrat en faveur de l'enfant dont les parents sont déficients. Il a été amplement prouvé que si l'enfant mal nourri, mal soigné, mal élevé, est fatalement appelé à devenir un malade, un incapable, peut-être un délinquant, ce même type d'enfant peut être facilement sauvé. à condition que l'on intervienne à temps ». (Compte-rendu, 1937, p. 18, Rapport de Mme Spitzer).

CHAPITRE II

Critiques et réformes

Quelles sont les principales critiques que l'on peut adresser au régime instauré par l'Assistance éducative ?

D'une façon générale, ces critiques viennent de l'insuffisance du texte du Décret-Loi qui a voulu instituer une mesure sans savoir si l'on trouverait un personnel ou des institutions pour l'exercer, sans prévoir ni sanctions, ni financement. Ces deux dernières lacunes sont les plus graves. Nous allons les étudier successivement, en cherchant à trouver les remèdes qu'on peut y apporter.

I. ABSENCE DE SANCTIONS

Le Décret-Loi a laissé la déléguée et les magistrats désarmés en face de la mauvaise volonté des parents ou de leur refus de recevoir la déléguée ou de tenir compte de ses conseils. « Rien n'a été prévu par ce décret et se laconisme déplorable nous permet d'entrevoir une effi-

cacité toute relative de la réforme » disait avec pessimisme M. Barbara (Des incidences des décrets-lois sur le droit civil, p. 64). Heureusement la pratique a élaboré peu à peu des moyens de parer à cet oubli.

Le système du Rapport au Président du Tribunal a été pris à l'imitation de la Liberté surveillée (Rapport du délégué au Président du Tribunal pour Enfants et Adolescents, en cas d'entrave à sa surveillance ou d'échec).

On a vu (page 147) que le Président du Tribunal pouvait user de l'admonestation vis-à-vis des parents ou, si les faits étaient suffisamment graves, demander qu'une instance en déchéance du droit de garde soit ouverte. Mais il se trouve aussi fréquemment en présence de cas où il ne peut y avoir de déchéance possible, même du droit de garde : les parents agissent ainsi par négligence, par bêtise, par suite de maladies, etc ; tel est le cas, relativement fréquent d'un père déséquilibré, d'une mère simple d'esprit. Les magistrats hésitent beaucoup à prononcer la déchéance du droit de garde conformément au paragraphe 6 de la Loi de 1921 modifiant l'article 2 de la Loi de 1889 : il leur semble difficile d'appliquer une sanction pénale aussi grave à quelqu'un qui, en somme, n'a pas volontairement commis de faute.

La Justice, comme l'Assistance qui n'est jamais obligatoire, sont sans recours contre ces parents et ne peuvent protéger des enfants puisque la seule mesure possible, l'Assistance Educative, se révèle impuissante. Il faudrait prévoir des sanctions.

Une sanction qui paraîtrait utile et bienfaisante serait la possibilité d'un « placement obligatoire » des enfants.

La déléguée, après en avoir référé au Président du Tribunal, et sur son ordre, pourrait procéder à l'éloignement des enfants, à des placements dans des préventoriums ou des maisons d'enfants, si leur santé le demande, soit dans des internats ou écoles professionnelles, soit même en apprentissage ou chez un patron. Les droits des parents sur leurs enfants seraient ainsi en échec, mais cette mesure ne serait prise que comme sanction. Ainsi le caractère non pénal de l'Assistance Éducative n'en serait pas modifié.

Le placement obligatoire pourrait être compris d'une autre manière, disent certains. Il pourrait être procédé directement au placement obligatoire des enfants par la déléguée en cas d'urgence. Les parents pourraient ensuite s'adresser au Président du Tribunal pour demander que leurs enfants leur soient remis. Le Président du Tribunal déciderait de la solution définitive.

Les allocations familiales seraient versées directement à l'établissement où serait l'enfant, ainsi qu'un certain prix de pension si les ressources du père le permettent (retenue sur le salaire). Les modalités seraient à organiser. La fixation du taux de pension et ses conditions seraient, par exemple décidées par le Président du Tribunal sur proposition de la déléguée (Les jugements du Tribunal pour Enfants et Adolescents confiant par application de la loi de 1912, un enfant en garde à un particulier ou à un établissement charitable, fixent ainsi la part contributive d'entretien à mettre à la charge des parents). Si les enfants étaient placés par ce moyen, il faudrait que le Président du Tribunal puisse intervenir pour éviter que les parents ne s'emparent à leur profit

de la totalité des gages de leur enfant. Il faudrait prélever sur ces gages la somme nécessaire à l'entretien de l'enfant ; puis l'excédent serait attribué, partie aux parents, partie à l'enfant, et versé alors à la Caisse d'Épargne. Là encore, les modalités de cette répartition seraient à étudier et à régler.

II. ABSENCE DE FINANCEMENT

On a vu (p. 68) que la mesure d'Assistance Éducative est exclusive de toute question financière. Nous ne voulons pas parler ici de secours financier aux familles ; nous avons envisagé ce point. La Justice ne veut pas empiéter sur le domaine de l'Assistance, qui est une question d'ordre administratif. Les familles nécessiteuses n'ont qu'à s'adresser aux organismes compétents (Caisse d'allocations familiales, Assistance publique, Bureau de Bienfaisance, Œuvres de Charité, etc.).

Nous voulons parler ici du financement des organismes ou des particuliers qui exercent cette Assistance éducative. Ces particuliers, on l'a vu, ne sont pas des fonctionnaires ; ils ne touchent pas de traitement, mais ils ne reçoivent non plus aucune indemnité compensatrice des dépenses ainsi occasionnées. Ils participent cependant au fonctionnement d'un service d'intérêt public. C'est donc un particulier ou un organisme privé qui supporte des charges qui, normalement, devraient incomber à l'État. Il ne faut pas s'imaginer que ces charges sont insignifiantes : elles consistent, pour une gran-

de part, en frais de transport et de correspondance. Ces dépenses montent vite à des chiffres importants ; elles ne peuvent pas, d'autre part, être réduites ni supprimées dans des villes un peu importantes. D'autre part, dès que le Service prend une certaine extension, il faut rétribuer le personnel professionnel indispensable. Beaucoup d'œuvres n'ont pas un budget suffisant pour supporter de telles charges. Elles se voient obligées de refuser un grand nombre d'assistances éducatives, ou ne peuvent les exercer qu'avec de grandes économies, avec des moyens de fortune. Les résultats en souffrent ; la mesure risque de faire plus de mal que de bien.

Cette absence de financement, pour certains, expliquerait d'ailleurs la faveur dont jouit l'Assistance éducative auprès des pouvoirs publics. Il est tellement commode et économique de laisser les œuvres « se débrouiller » et de ne rien verser. On doit cependant espérer que ce ne sont pas ces motifs qui ont dicté les décisions organisant et recommandant l'Assistance Éducative. Un tel point de vue serait indigne d'hommes d'Etat et de fonctionnaires d'un grand pays. Ce serait d'ailleurs une très mauvaise politique. Une Assistance Éducative mal exercée ne peut donner de résultats : deux solutions peuvent alors être prises : une déchéance, et ce sont alors des prix de journées qu'il faut verser à l'Assistance publique, ou bien on laisse les enfants dans leur famille sans surveillance : les enfants, mal soignés ou mal éduqués, risquent fort de devenir des malades ou des délinquants qui, par les frais d'hôpital ou de prison, tomberont à la charge de la collectivité. On l'a dit et redit : la prévention et la prophylaxie sont une économie ;

elles « payent ». Si l'on veut que l'Assistance Educative fonctionne bien et ait un rendement utile, il faut donner aux particuliers et aux œuvres qui l'exercent les moyens de vivre et de remplir leur mission.

Ces griefs « financiers » sont aussi adressés à la Loi de 1889 ; il serait urgent qu'un prix de journée soit versé aux œuvres qui reçoivent des enfants, du fait de l'exercice de la Loi de 1889, comme elles en reçoivent pour les enfants délinquants ou vagabonds qu'on leur confie.

Pour les Assistances Educatives, un certain financement devrait être prévu ; il n'aurait pas besoin d'être très important, mais simplement pour couvrir les dépenses engagées. On pourrait l'envisager de diverses manières : soit par une indemnité forfaitaire mensuelle ou annuelle accordée pour chaque cas d'Assistance Educative, soit par une indemnité versée périodiquement à l'OEuvre ou à la déléguée, sur production d'un état des frais, comme ceci est pratiqué pour les indemnités accordées, sur leur demande, aux délégués à la liberté surveillée, soit enfin sous forme de subvention annuelle accordée aux OEuvres proportionnellement à leur activité. Ces fonds pourraient être répartis soit par le Ministère de la Justice, soit, ce qui serait plus dans l'esprit actuel, par le Ministère de la Famille et de la Santé. Le soutien et le redressement des familles déficientes est, en effet une des tâches auxquelles doit s'attacher ce nouvel organisme de protection de la Famille.

III. AUTRES CRITIQUES

1° Une réforme devrait encore être apportée sur un point de détail, pouvant cependant avoir une certaine importance. Ce point paraît d'ailleurs plutôt résulter d'un oubli ; il suffirait d'une légère modification de texte pour y porter remède.

Il s'agit du cas où une instance en déchéance est ouverte contre des parents qui sont déjà placés sous le régime de l'Assistance Educative ; la procédure nouvelle est entreprise par le Ministère public soit à la suite d'un rapport de la déléguée au Président du Tribunal, soit après une demande des parents ou une dénonciation. La déléguée connaît la famille, la suit depuis un certain temps ; il serait indispensable qu'elle soit entendue ; elle peut fournir d'utiles indications sur les solutions à prendre vis-à-vis des enfants, etc... Son avis devrait nécessairement être pris par le Tribunal comme celui du Juge de Paix. Actuellement, la plupart des Magistrats n'ont garde d'oublier de le faire, mais il peut s'en trouver qui n'apportent pas l'attention voulue à cette mesure d'assistance éducative et négligent de le faire. Il serait utile que la loi soit modifiée dans ce sens.

2° Une intéressante amélioration pourrait être apportée aussi au fonctionnement de l'Assistance Educative en généralisant la pratique, adoptée par certains services sociaux, du rapport périodique au Président du Tribunal. Il ne faut pas que les magistrats croient que du moment où une famille a été confiée à la surveillance édu-

cative d'un Service social, tout va, du coup, pour le mieux, et que les enfants sont désormais bien traités et bien élevés ; le Service social fait tout ce qu'il peut, mais malheureusement, les résultats quelquefois peuvent être piètres. Le Service social conserve néanmoins de l'espoir dans le relèvement lointain de la famille ; il ne veut donc pas demander à être déchargé de la surveillance. Il faut cependant que sa responsabilité soit, en quelque sorte, à couvert ; il prévient le magistrat de cet état de chose. Le Président du Tribunal sera ainsi tenu périodiquement au courant des progrès ou, au contraire, des rechutes de la famille. Les rapports envoyés par la déléguée seront conservés dans le dossier de la famille tenu au Parquet tant que dure l'Assistance Educative. On peut penser que c'est là donner au Président déjà si occupé un surcroît de travail. Pourquoi alors, dans chaque Tribunal, un juge n'aurait-il pas la charge de ces Assistances Educatives, de la réception des rapports, des relations avec les délégués du Service social ? Lorsqu'il jugerait qu'une modification est à apporter, il passerait le dossier au Président du Tribunal.

On pourrait aussi souhaiter que la pratique d'un examen médico-psychologique, qui, dans les grands centres, a lieu obligatoirement pour tous les mineurs délinquants, soit étendu pour tous les enfants visés par la loi de 1889 ou le Décret-loi de 1935, c'est-à-dire pour tous les enfants dont les parents sont susceptibles d'une déchéance ou d'une assistance éducative.

Le Procureur de la République, en même temps qu'il convoquerait les parents pour entendre leurs explications, ou bien par l'intermédiaire de l'enquêteur, re-

mettrait aux parents une convocation pour ces centres d'examen médico-psychologiques (à Lyon, par exemple, au Centre de Triage de la Faculté de Médecine). Les résultats de ces examens seraient rapidement renvoyés au Parquet. On aurait ainsi, au dossier, des renseignements précis sur l'état physique des enfants. Ces renseignements seraient utiles aux magistrats en donnant des indications sur les soins reçus par les enfants dans leur foyer (enfants sous alimentés, déficients) et sur les mesures qu'il convient de prendre à leur égard, s'ils sont enlevés aux parents (enfants difficiles à mettre en internat, enfants à placer à la campagne, anormaux à soigner). Si les enfants sont laissés à leur famille sous le régime de l'assistance éducative, la déléguée aurait à faire observer les prescriptions ou conseils des médecins, tant au point de vue psychique que physique.

3° Une autre critique peut être adressée à l'Assistance éducative, mais il ne peut malheureusement pas y être porté remède par une réforme d'un texte de loi judiciaire : c'est la difficulté où l'on se trouve, dans beaucoup de petits tribunaux, d'ordonner l'Assistance Éducative par suite de l'absence de personnes spécialisées ou aptes à remplir le rôle de déléguée à l'Assistance Éducative. Nous savons que le choix de la déléguée est de première importance pour le bon fonctionnement de cette mesure.

Il faut espérer cependant que le développement de plus en plus grand des assistantes sociales va peu à peu fournir, dans tous les centres un peu importants, un personnel zélé et compétent. Il faut surtout attendre, ce

qui ne saurait beaucoup tarder, nous l'espérons, que nos campagnes soient dotées d'assistantes rurales qui rempliront un rôle médical et social de la plus grande valeur.

4° Il y a un intérêt très grand à ce que l'Assistance Educative soit prononcée le plus tôt possible, dès que la famille commence à montrer des signes d'incapacité ou de déficience ; ceci se conçoit facilement dans l'intérêt même de l'enfant. Plus on tarde, plus les faits s'aggravent, plus les habitudes s'accroissent, plus le traitement social deviendra difficile, pour ne pas dire impossible.

Il faut que le dépistage des familles déficientes soit fait dès le commencement de la période scolaire des enfants. L'école est un milieu excellent pour remarquer les enfants mal soignés, livrés à eux-mêmes et même de mauvaise santé. Des circulaires ministérielles du 20 juin 1930 et du 16 mai 1934 insistent sur l'importance d'une action préventive et protectrice et sur le rôle à ce point de vue des commissaires de police, des maires, des *instituteurs*, dans la protection de l'enfance coupable ou moralement abandonnée (1).

On peut aller plus loin dans la prévention. On peut envisager une Assistance Educative appliquée d'office, dès la naissance, aux enfants de certains parents dont le mode de vie constitue une présomption suffi-

(1) Voir à ce sujet : « L'enfant martyr » par un juge délégué près d'un T.E.A., revue *L'Enfant*, 1936, n°s 345, 346, 347. — Compte-rendu du Service Social, 1937, p. 27 ; 1938, p. 22. — « Fréquentation scolaire et protection de l'Enfance », revue *La Française*, n°s 1288 et 1289.

sante de danger pour les enfants : enfants de prostituées, de repris de justice, etc. Si, à la pratique, la surveillance s'avérait inutile elle pourrait devenir extrêmement lâche. Mais on aurait évité les cas navrants que l'on constate quelquefois.

La même mesure pourrait aussi être envisagée pour des déficients mentaux, non conservés dans des asiles et laissés libres. Ces mentaux peuvent ne pas être dangereux pour des adultes, mais être incapables d'élever des enfants et constituer pour eux, par leur état de déséquilibre psychique, un danger permanent. Il y a là un problème social d'une gravité certaine ; une assistance éducative instituée d'office, dès la naissance de l'enfant, constituerait certainement une mesure socialement utile.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, nous allons essayer de porter un jugement d'ensemble sur l'Assistance Educative et sur ses résultats.

Quels étaient les buts visés par les créateurs véritables de cette mesure, créateurs qui furent, nous l'avons vu, les magistrats du Tribunal pour Enfants et Adolescents ? A l'image de la liberté surveillée, l'institution de l'Assistance Educative avait un double but : elle était un moyen de technique juridique et une mesure de relèvement.

1. *Moyen de technique juridique* tout d'abord : l'Assistance éducative laisse subsister la possibilité d'une déchéance, mesure plus grave. On peut donc l'employer dans divers cas.

a) D'abord, lorsque les faits ne sont pas pour l'instant suffisamment caractérisés pour autoriser la déchéance. L'Assistance éducative permet d'exercer une surveillance sur la famille ; si des faits plus graves viennent à se produire, la déléguée pourra prévenir immé-

diatement le Parquet qui ouvrira une instance en déchéance ;

b) Lorsque les faits signalés peuvent donner lieu à déchéance, mais lorsqu'ils ne sont pas complètement démontrés. Les magistrats peuvent désirer plus de certitude. L'assistance éducative peut ainsi être ordonnée au cours d'une instance en déchéance. L'affaire est renvoyée à une date éloignée ou *sine die*. Les rapports de la déléguée à l'Assistance Educative donneront de précieux renseignements sur la vie de la famille et les dangers que courent les enfants. La déléguée peut être en même temps chargée d'une enquête dans la famille. A côté de son rôle d'enquêtrice, qui observe et note les faits, l'assistante, en tant que déléguée, apportera aide et protection à la famille.

c) Enfin, l'assistance éducative peut être ordonnée pour donner à la famille une dernière chance de se redresser. C'est une sorte de « sursis » accordé aux parents déficients. Si, avec l'aide de la déléguée, ils ne changent pas leur genre de vie, ils encourront la déchéance qui se montrera alors le seul moyen de protéger efficacement les enfants. En ce sens, Mlle Levailant parle de la « déchéance à temperament instituée par le décret-loi du 30 Octobre 1935 » (Bulletin international de la protection de l'enfance, 1938, N° 152, p. 85).

Ces trois emplois de l'Assistance Educative rappellent tout à fait les cas de liberté surveillée provisoire et préjudicielle, ordonnée, la première, par le Juge d'Instruction pendant le cours de l'information, et la secon-

de, par la juridiction de jugement, qui surseoit à statuer pour mieux s'informer de la meilleure solution à adopter.

Il existe un troisième emploi de liberté surveillée, la liberté surveillée accessoire, ordonnée par jugement pour accompagner une des mesures de rééducation prévues par l'article 21 de la Loi de 1912. Cette liberté surveillée qui « d'une part, encourage par l'aide permanente qu'elle leur apporte les efforts de l'enfant vers son relèvement et, d'autre part, laisse la possibilité de prendre, à toute époque, les mesures que commanderait son intérêt » (Circulaire ministérielle du 30 Janvier 1914). A ce troisième aspect de la liberté surveillée peut se comparer l'emploi de l'assistance éducative comme mesure ayant une valeur suffisante en soi, comme moyen de relèvement.

2. *Moyen de relèvement* ensuite. Les faits relevés à l'encontre de la famille étant peu graves, on espère que l'influence de la déléguée, que la crainte d'une mesure plus sévère amèneront les parents à une meilleure observation de leurs devoirs. C'est le but le plus élevé de l'Assistance Educative, celui qu'il faut chercher à atteindre, car c'est lui qui présente la meilleure solution du problème si grave des enfants en danger moral, élément essentiel de la prophylaxie criminelle.

Il convient d'évoquer ici le problème angoissant de la criminalité juvénile : il faut, malheureusement, constater qu'elle s'avère plus fréquente d'année en année.

Comme on l'a dit très justement, la question de l'enfance délinquante, bien souvent, est tout à la fois d'ordre

social, d'ordre médical et d'ordre juridique. C'est à ce dernier point de vue qu'on s'est seulement tenu pendant trop longtemps. Or, il ne faut pas nier l'importance du facteur social et du facteur médical dans la délinquance c'est-à-dire le rôle du milieu, familial et moral, et le rôle de la santé et de l'hérédité de l'enfant.

Lorsqu'un mineur arrive devant le Tribunal pour Enfants et Adolescents, il y a déjà longtemps que le milieu familial est vicié. « La délinquance ne naît pas un beau matin du caprice d'un enfant pervers, elle est la résultante d'une combinaison de forces » a-t-on dit. « Ces forces terribles, l'enfant les porte en lui, transmises par les générations précédentes, annihilées ou renforcées, selon que l'éducation psychique ou physique interviennent à temps, ou font défaut, selon le genre de vie, selon l'ambiance » écrivent Céline Lhotte et Elisabeth Dupeyrat (*Le Jardin flétri*, p. 38). Dans le même livre, si vrai et si triste, ces auteurs précisent le rôle primordial de l'éducation dans ces problèmes, « rôle que trop de parents ignorent ou veulent ignorer par désordre ou par incurie ». Elles citent cette remarque du Doyen Berthelemy : « Avant d'être un délinquant, on est un mauvais sujet, avant d'être un mauvais sujet, on est souvent mal élevé. Les enfants qui sont mal élevés, ou qui ne sont élevés du tout, sont en danger moral ; le danger moral de ces enfants est, pour nous, un danger social ». Taudis, absence d'éducation et d'orientation professionnelle convenable, non fréquentation scolaire, absence de soins, de traitements médico-psychiatriques, milieux familiaux dissociés ou déficients, voilà les grandes cau-

ses de la délinquance juvénile, affirment toutes les personnes compétentes, juristes, médecins, assistantes sociales, qui se sont penchées sur ce problème (1).

Mais toutes ces misères sociales, nous les connaissons. C'est contre elles que lutte la déléguée de l'Assistance Educative. Nous l'avons vu : elle cherche un logement sain pour la famille, un placement en apprentissage pour l'enfant ; elle veille à la fréquentation scolaire ; elle conduit l'enfant au dispensaire, l'envoie au préventorium, etc... ; en un mot, elle essaye de modifier l'ambiance familiale et de surveiller la santé des enfants. On comprend maintenant l'importance du rôle d'éducation et de prévention de l'Assistance Educative. « Il ne s'agit pas de punir, mais de prévenir et de guérir », disait Henri Rollet (Revue « L'Enfant », N° 333, p. 3 : Protégeons l'enfant, Déc. 1934). C'est donc le plus tôt possible qu'il faut lutter, sans attendre. Il ne faut pas, pour se décider à agir, que l'enfant ait été perverti par le milieu, qu'il ait pris des habitudes de paresse, que sa santé soit atteinte, pour s'inquiéter de son sort. Il faut que l'Assistance Educative soit ordonnée vite et tôt, vis-à-vis d'un milieu où vivent des enfants jeunes et malléables.

Mais à ces buts de l'Assistance Educative, peut-on rattacher des résultats correspondants ?

L'étude pratique du fonctionnement de l'Assistance

(1) Consulter à ce sujet les livres et articles des D^{rs} Etienne-Martin et Mouret, Gilbert Robin, Paul Boncour, Henyer, de Mlles Lhotte et Dupeyrat, de Mlle A. Racine, de Mlle Owings, de MM. Wets, Van Etten, Joly, etc..

Educative à Paris et à Lyon, nous a montré des résultats fort encourageants.

a) *Vis-à-vis des parents eux-mêmes*, l'Assistance Educative n'a apporté que rarement des modifications profondes. On ne peut transformer radicalement les habitudes, les goûts, le caractère de personnes faites ; ce serait trop demander. Mais on peut influencer leurs manières d'agir sur leurs enfants, les obliger à apporter plus de soins à leur propreté, à leur santé, à leur éducation. Ce sera là, déjà, un point important d'acquis.

b) *Vis-à-vis des enfants*, l'Assistance éducative n'a pas toujours une influence directe. On ne peut espérer que les visites de la déléguée, si fréquentes qu'elles soient, puissent réaliser une influence éducative prolongée ; elles ne peuvent pas remplacer l'éducation elle-même. Mais indirectement, en favorisant ou décidant certaines mesures vis-à-vis des enfants, l'Assistance Educative contribue à les préserver.

En veillant sur la santé morale et physique des enfants, en leur assurant une fréquentation scolaire régulière, une bonne orientation professionnelle, des placements sérieux, en les éloignant temporairement de leur foyer s'il le faut, la déléguée les met à même d'acquérir des habitudes de travail, d'honnêteté, d'équilibre qui viendront contrebalancer les mauvais effets de l'éducation et des exemples des parents. L'Assistance Educative essaiera d'augmenter la résistance de l'enfant aux mauvaises influences.

Une objection peut être soulevée. Ce rôle du délégué dans la famille, son heureuse influence, ne sont pas con-

testables, mais, en réalité, il est le fait de tout travail social ; n'importe quelles visiteuses de l'enfance, n'importe quelles assistantes sociales remplissent ce rôle dans la famille qu'elles assistent. Pourquoi, dans ces conditions, organiser judiciairement l'Assistance Educative, nommer une déléguée, etc... ?

A ceci, on peut répondre, que si la famille accepte d'elle-même et même recherche l'aide et les conseils d'une assistante sociale, tout est parfait ; l'Assistance Educative devient inutile. Mais malheureusement, les familles les plus déficientes sont rebelles à toute influence officieuse ; leurs enfants souffrent de cet état de choses ; c'est pour les protéger d'office, en quelque sorte, que la Justice a décidé de les soumettre à une surveillance et à une assistance obligatoire. Si ces parents vont plus loin dans la négligence de leurs devoirs, ce sera alors la mesure du retrait de la garde qui s'impose, puis ensuite la déchéance de la puissance paternelle.

Grâce au Décret-Loi de 1935, on se trouve en présence d'un système très bien gradué de protection de l'enfance à l'égard de sa famille :

Assistance sociale librement consentie :

Assistance Educative ordonnée par le Président du Tribunal ;

Retrait du droit de garde par jugement ;

Déchéance de puissance paternelle.

Ainsi se trouvent conciliés le respect des droits du père et la nécessité de sauvegarder les intérêts de l'enfant. L'Etat n'intervient qu'en cas de carence familiale.

Mais il faut redire ici que ces mesures seules ne peuvent suffire à améliorer le sort des enfants malheureux ou en danger moral. Cette amélioration ne pourra être amenée que par une politique générale de lutte contre les fléaux sociaux et de redressement moral.

Lyon, le 13 Juin 1941.

Vu :

Le Président de la Thèse,

GARRAUD

Lyon, le 13 Juin 1941.

Vu :

Le Doyen de la Faculté

de Droit,

GARRAUD.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 14 Juin 1941.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

Pour le Recteur et par délégation :

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

GARRAUD.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- GARRAUD (R. et P.). — *Traité théorique et pratique de Droit Pénal français*. 3^e éd. Paris, 1935, p. 237 à 293.
- JOSSERAND. — *Traité de Droit Civil*. 3^e éd. Paris, 1938. p. 588 à 628, tome I.
- PLANIOI et RIPERT. — *Traité de Droit Civil*. 12^e éd. Paris, 1937, p. 569 à 605, tome I.

II. — THÈSES ET OUVRAGES SPÉCIAUX

- ALAUZ (P.). — *Assistance et protection de l'enfant dans la famille*. Paris, 1902.
- ALBERNHE (R.). — *La nécessité d'un personnel spécialisé pour s'occuper des enfants en Justice. Thèse*, Montpellier, 1938.
- ANDRÉ (L.). — *Tribunaux pour enfants et liberté surveillée*. — Rousseau, édit., Paris, 1914.
- ANINARD (J.). — *Le problème de l'enfance délaissée. Etude sur l'œuvre de l'Union française pour le sauvetage de l'enfance. Thèse*, Montpellier, 1929.

AZÉMA (G.). — L'Etat et les enfants abandonnés. *Thèse*, Bordeaux, 1930.

BARBAZA (R.). — Les incidences des décrets-lois sur le Droit Civil. *Thèse*, Montpellier, 1936.

BELEY (J.). — Le « probation system », système d'épreuve. *Thèse*, Paris, 1929.

BENFCHIE (G.). — La protection de l'enfance. *Thèse*, Toulouse, 1913.

BERTHELEMY. — L'application des lois protectrices des enfants moralement abandonnés. — *Rapport au Congrès d'Assistance de 1894*. Lyon, 1894.

BOUCHET (D.). — Le rôle de l'Assistance Publique dans l'application de la loi du 24 juillet 1889. *Thèse*, Lyon, 1938.

BOURGEAU (M. J.). — Origine et évolution de la protection de la première enfance. *Thèse*, Paris, 1938.

BRUEYRE (L.). — De l'éducation des enfants assistés et des enfants moralement abandonnés en France.

CABOT (R. C.). — Essais de médecine sociale. — Crès, Paris, 1919.

CHARDAVOINE (E.). — Protection légale de l'enfance malheureuse. *Thèse*, Montpellier, 1932.

CHAPTAL (L.). — Enquête sur l'enfance en danger moral. *S. D. N.*, Genève, 1934.

CHAZARENC (M.). — La déchéance de la Puissance paternelle. *Thèse*, Toulouse, 1925.

DANAN (A.). — Mauvaise graine. — Les Portiques, Paris, 1930.

DEBREL (M.). — Ampleur et dépendance du Service Social. — Bloud et Gay, Paris, 1937.

DELPUECH (G.). — Un Service auxiliaire du Tribunal pour enfants : la Protection Toulousaine de l'Enfance. *Thèse*, Toulouse, 1935.

DEROY (H.). — Les œuvres du Moulin-Vert. *Thèse*, Paris, 1927.

- DRUCKER (G.). — De la protection de l'enfant contre les abus de la Puissance Paternelle. — Rousseau, Paris, 1894.
- DUMAS (J.). — Les Tribunaux pour enfants et adolescents, droits et devoirs des rapporteurs et délégués à la liberté surveillée. — Sirey, Paris, 1914.
- FOUCHÉ (S.). — Aide-mémoire de l'enquêteuse. — Société d'Editions et d'Abonnement, Paris, 1937.
- FULLER (E.). — The International Handbook of Child care and protection. London, 1928.
- GAUTRON. — Le contrôle des Tribunaux sur l'exercice du droit de garde de puissance paternelle pendant le mariage. *Thèse*, Paris, 1931.
- GIBIARD (Y.). — La Protection des Enfants du premier âge et des Enfants assistés depuis les décrets-lois de 1935. *Thèse*, Toulouse, 1938.
- HEALY (W.). — The practical value of scientific study of juvenile delinquent. Washington, 1922.
- HÉBRARD (J.). — Le service social auprès de l'enfance d'âge scolaire. *Thèse*, Paris, 1936.
- HUGUENIN (E.). — Les Tribunaux pour enfants. — Delachaux et Niestlé, 1935.
- Les enfants moralement abandonnés. — Edit. du Cerf, Paris, 1936.
- JEANTY (R.). — L'Assistante Sociale. *Thèse*, Paris, 1934.
- JOLLY (H.). — L'enfance coupable. — Lecoffre, Paris, 1914.
- JOYEUX (L.). — Le problème de l'enfance délaissée dans le département de la Seine. *Thèse*, Paris, 1936.
- JULHIET (E.). — Petit guide à l'usage des rapporteurs et délégués. Paris, 1914.
- LALLEMAND. — Histoire des enfants abandonnés et délaissés Paris, 1885.
- LAVALIÈRE. — Etat, père et enfant. Paris, 1904.
- LELOIR (G.). — Le code de la Puissance paternelle. — Pedone. édit., 1892.

- LEVY FALCO (P.). — Les auxiliaires sociales. La participation du Service Social au fonctionnement des institutions protectrices de la maternité et de la première enfance. *Thèse*, Paris, 1938.
- LÉVY (Madeleine). — Les auxiliaires du Tribunal pour Enfants. *Thèse*, Paris, 1933.
- LHOTTE (C.) et DUPEYRAT (E.). — Le jardin flétri. — Bloud et Gay, Paris, 1939.
- LUAIRE (R.). — Le rôle de l'initiative privée dans la protection de l'enfance délinquante en France et en Belgique. *Thèse*, Lyon, 1936.
- MARTIN (E.) et MOURET (V.). — Les enfants en Justice Lyon, 1932.
- MARTIN (P.). — Contribution psychiatrique à l'étude de l'Enfance coupable : les mineurs vagabonds et prostituées. *Thèse de Médecine*, Lyon, 1939.
- MOSSE (A.). — Lois relatives à la préservation et la protection des enfants en danger d'abandon moral. *Rapport au Comité de défense de Paris*. Melun, 1937.
- NAST et KLEINE. — Code manuel des Tribunaux pour enfants. Paris, 1913.
- NIHLUS (V.). — Déchéance de la puissance paternelle. Pedone, 1891.
- NISOT (P.). — Enfance délinquante et moralement abandonnée. — Bruxelles, P. Oykman, édit., 1931.
- NOURRISSON (P.). — Etude critique sur la puissance paternelle et ses limites. — Larose, édit., 1898.
- OWINGS (C.). — Le tribunal pour enfants. — Presses Universitaires, Paris, 1923.
- PERRET (E.). — Les visiteuses de l'Enfance. *Thèse médecine*, Lyon, 1919.
- PRIEUR (R.). — La liberté surveillée des mineurs. *Thèse*, Paris, 1933.

- RACINE (A.). — Les enfants traduits en Justice. — Sirey, Paris, 1935.
- RADENAC (V.). — Du rôle de l'Etat dans la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. *Thèse*, Paris, 1901.
- REVEST (M.). — La Protection de l'enfance devant la Société des Nations. *Thèse*, Aix, 1936.
- RICHMOND (M. E.). — Les méthodes nouvelles d'assistance. Paris, 1926.
- SABATIER (P.). — Déchéance de puissance paternelle et privation du droit de garde. *Thèse*, Paris, 1922.
- SAND (R.). — Le service social à travers le monde. Paris, 1931.
- SCHACHTER (M.). — Les sévices envers les enfants. *Thèse*. Nancy, 1930.
- TRAYNARD (M.). — L'Assistante sociale et l'enfant d'âge scolaire. *Thèse*, Aix, 1940.
- VAN ETEN (H.). — Ce qu'il faut savoir du problème de l'adolescence coupable. 12, rue Guy La Brosse, Paris, 1937.
- VANHEMS (R.). — Etudes statistiques sur 1150 observations de mineurs délinquants. *Thèse de Médecine*, Lyon, 1939.
- VELGE (H.). — Protection de l'Enfance dans la législation et dans les œuvres en Belgique. Bruxelles, 1925.
- WETS (P.). — Guide du délégué à la protection de l'enfance. — Imprimerie Nationale de l'Enfance, Bruxelles.
- ZWILLER. — De la protection de l'enfance moralement abandonnée. S.l.n.d., 1930.

III. — DOCUMENTS

Association internationale pour la protection de l'enfance.
XI^e session 18 au 25 juillet 1935. Documents préparatoires.

Code de l'enfance traduite en Justice. Comité de défense des enfants traduits en Justice, éditeur, Paris, 1904.

Supplément au Code de l'enfance traduite en Justice. Comité de Défense des enfants en Justice, éditeur, Paris, 1922.

Nouveau Guide pour la protection de l'enfance traduite en Justice. Paris, siège du Comité de Défense, Palais de Justice, 1934.

Comité de Défense des enfants traduits en Justice de Paris.
Recueil des Rapports et vœux.

Comité national d'Etudes sociales et politiques. Enfance en danger moral. — Boulogne, Imprimeries d'Etudes sociales et politiques, 1928.

Note présentée par le Substitut du Tribunal pour enfants et adolescents de la Seine. Novembre 1939.

Service Social de l'Enfance de Paris. Comptes-rendus annuels, 1931-1936-1937-1938.

Société Lyonnaise pour le sauvetage de l'Enfance. Comptes-rendus annuels, 1935-1936-1937-1938-1939.

DOCUMENTS DE LA S.D.N.

Services auxiliaires des Tribunaux pour enfants. S.D.N.
Comité de la Protection de l'Enfance, Genève, 1931.

Rapports sur les travaux du Comité de la Protection de l'Enfance. Genève. Publications de la S.D.N.

L'organisation des Tribunaux pour enfants et les expériences faites jusqu'à ce jour. S.D.N. Comité de la Protection de l'Enfance Genève, 1935.

Etude sur la situation de l'enfant illégitime. Service des Publications de la S.D.N., Genève.

IV. — REVUES ET ARTICLES

Bulletin international de la Protection de l'Enfance, 67, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles, années 1925 à 1939.

Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage, 175, Boulevard St-Germain, Paris, années 1935 à 1939.

Bulletin International du Service Social, n° 4, Article de Mlle Delagrange.

L'Hygiène sociale, 1933-1934, n°s 140 et 112 : CHABAS, L'Assistante d'hygiène scolaire — 1934, n° 126 : VAN ETEN, L'Enfance coupable, les enfants en Justice.

La Française. Rédac. 53, rue Scheffer, Paris, années 1935 à 1939.

L'Enfant, 379, rue de Vaugirard, Paris, années 1928 à 1936.

Les Lois nouvelles, 1936, p. 1 : VOIRIN, Commentaires sur les décrets-lois du 30 octobre 1935.

Pour l'Enfance coupable, 12, rue Guy de la Brosse, Paris, années 1935 à 1939.

Revue Internationale de l'Enfant, 19 déc. 1930 : V. CONTI, Les Tribunaux pour enfants et services auxiliaires — février 1930 : E. MAUS, L'enfant en danger moral.

Revue pénitentiaire, 1933 : DUMAS, Œuvres auxiliaires des Tribunaux pour enfants.

Revue trimestrielle de Droit civil, 1922, p. 230 : ROUAST, Commentaire de la loi du 15 nov. 1921.

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

CHAPITRE I. <i>Le Contrôle de la Puissance paternelle avant la Loi de EFPF</i>	11
I. Le Contrôle de la Puissance paternelle avant le Code Civil	11
II. Le Contrôle de la Puissance paternelle du Code Civil à la Loi de 1889	13
CHAPITRE II. <i>La Loi de 1889</i>	21
CHAPITRE III. <i>Inconvénients et insuffisances de la Loi de 1889. Les modifications apportées par la Loi du 19 Novembre 1921</i>	27
CHAPITRE IV. <i>Le Décret-Loi du 30 Octobre 1935. L'Assistance Educative</i>	37
I. Résultats de la Loi de 1912	38

	PAGES
II. Développement des idées de Service Social	40
III. Influence des pratiques instaurées au Tribunal pour Enfants de la Seine	42
IV. Le Décret-Loi de 1935	47

DEUXIÈME PARTIE

CARACTÈRES JURIDIQUES DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

CHAPITRE I. <i>L'Assistance Educative, mesure de surveillance</i>	57
CHAPITRE II. <i>L'Assistance Educative, mesure d'assistance</i>	67

TROISIÈME PARTIE

DOMAINE ET PROCÉDURE DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

CHAPITRE I. <i>Domaine d'application</i>	81
I. Faits occasionnant l'Assistance Educative	81
II. Personnes auxquelles s'applique l'Assistance Educative	89
CHAPITRE II. <i>Procédure</i>	99
I. Le Dépistage. Comment il s'opère	100
II. L'Enquête	104

	PAGES
III. La Requête du Ministère Public	109
IV. L'Ordonnance du Président du Tribunal	111
CHAPITRE III. <i>Effets de l'Ordonnance d'Assistance Educative</i>	115
I. Choix et Nomination du Délégué	115
II. Conditions requises pour être délégué ..	121
III. Statut juridique du Délégué	127
IV. Rôle et moyens d'action du Délégué	133
V. Sanctions. Durée de l'Assistance Educa- tive	146

QUATRIÈME PARTIE

APPRECIATIONS CRITIQUES

CHAPITRE I. <i>Fonctionnement pratique de l'Assis- tance Educative à Paris et à Lyon</i>	153
I. Fonctionnement à Lyon	153
II. Fonctionnement à Paris	163
CHAPITRE II. <i>Critiques et Réformes</i>	173
I. Absence de sanctions	173
II. Absence de financement	176
III. Autres critiques	179
CONCLUSIONS	185
BIBLIOGRAPHIE	193

IMPRIMERIE DE TRÉVOUX

—
1941

